N° 22. — Octobre 1926 Prix : 2 fr. 50

La Révolution prolétarienne

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

ADMINISTRATION et RÉDACTION : 96, quai Jemmapes. — PARIS (10e)

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

LE "NOYAU"

PIERRE MONATTE, ALFRED ROSMER, V. DELAGARDE, M. CHAMBELLAND, R. LOUZON, A. GARNERY, MARTHE BIGOT, JEHANNE STANKO, V. GODONNÈCHE, ALBIN VILLEVAL, GEORGES AIRELLE, J. AUFRÈRE, A. MAHOUY, G. LACOSTE, F. CHARBIT, L. MARZET, C. HATTENBERGER, R. HAIRIUS, FINIDORI.

Adresser toute la Correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à :

P. MONATTE
96, quai Jemmapes — PARIS-X

Chèque Postal :
Révolution Prolétarienne **734-99** Paris

Permanence : l'après-midi, de 5 à 7 heures

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES		EXTÉRIEUR	
Six mois . . .	13 fr.	Six mois . . .	18 fr.
Un an	25 fr.	Un an	35 fr.

PRIX DU NUMÉRO :
France : 2 fr. 50 — Extérieur : 3 fr.

SOMMAIRE du nº 22 (*Octobre 1926*)

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE est vendue au numéro

PARIS

IIe arrondissement :
Marchand de journaux, 127, rue Montmartre.

IIIe arrondissement :
Kiosque (Pauvre Jacques), place de la République, angle rue du Temple.

Ve arrondissement :
Lebrun, journaux, 8, rue Gracieuse.
Kiosque place Saint-Michel, sortie Métro.
Kiosque boulevard Saint-Michel, angle rue Soufflot.
Kiosque boulev. Port-Royal, angle rue Saint-Jacques.

VIe arrondissement :
Librairie Delesalle, 16, rue Monsieur-le-Prince.
Kiosque boul. St-Michel, angle boulev. St-Germain.

Xe arrondissement :
Librairie du Travail, 96, quai de Jemmapes.
Marchand de journaux, 25, rue Grange-aux-Belles.
Kiosque en face la Bourse du Travail.
Kiosque place de la République, angle faub. du Temple.
Kiosque théâtre de la Porte-Saint-Martin.
Kiosque boulevard St-Martin, face Folies-Dramatiques.

XIe arrondissement :
Kiosque (Potin), angle faubourg Saint-Antoine et avenue Ledru-Rollin.

XIIe arrondissement :
Kiosque place de la Bastille, angle boulevard de la Bastille, sortie Métro.

XIIIe arrondissement :
Libr. de la Poste, angle rue Coypel et av. des Gobelins.

XIVe arrondissement :
Librairie-papeterie, 163, rue d'Alésia.
Garrigou, 87, rue d'Alésia.

XVe arrondissement :
Librairie Dorigny, 22, rue Cambronne.

XVIIe arrondissement :
Librairie, 18, rue Davy.
Librairie, 187, rue Legendre.

XVIIIe arrondissement :
Souchard, journaux, 98, rue du Poteau.
Librairie, 135 *bis*, rue Ordener.
Kiosque mairie du XVIIIe, rue Ordener.

XIXe arrondissement :
Librairie Prat, 130, avenue Jean-Jaurès.

BANLIEUE

SAINT-DENIS. — Kiosque Desjardins, angle boulevard Jules-Guesde et rue de la République.

DÉPARTEMENTS

EPINAL. — V. Loquier, 9, rue Aubert.

LIMOGES. — M. Dubéry, journaux, 1, pl. Denis-Dussoubs.

LYON. — Maison du Peuple, 169, rue Molière.

MARSEILLE. — Bibliothèque sociale, Bourse du Travail, rue de l'Académie.

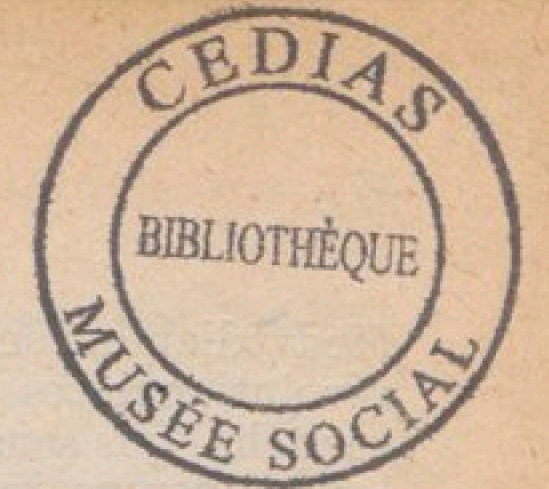
NANCY. — Libr. de l'Union des Syndicats, 2, rue Drouin.

NICE. — Kiosque place Garibaldi.
— Kiosque Pont-Magnan.
— Kiosque av. de la Victoire (Dames de France).
— Libraire, 37, rue Gioffredo.

Prière à nos amis de Paris de nous indiquer les kiosques ou libraires acceptant de mettre en vente la R. P. et de l'afficher.

A nos amis de province de nous trouver un dépositaire dans leur centre.

Il ne faut pas attendre que le lecteur vienne à nous ; il faut aller à lui.



OU VA LA RÉVOLUTION RUSSE ?

A LA VEILLE DE L'ORAGE

Dans quelques jours, la soi-disant Conférence du Parti bolchévik nous instruira des plus immédiates intentions de la fraction bureaucratique régnante, de la plus prochaine tournure de sa politique à la petite semaine. Peut-être saurons-nous si elle entend supprimer l'opposition révolutionnaire, chose facile quand on dispose d'un formidable appareil policier et d'une armée aveuglément disciplinée, ou si elle se résignera au compromis qui acheminerait le Parti vers un régime de démocratie ouvrière.

L'incertitude vient du fait que cette fraction est elle-même divisée; dans ses réunions secrètes, où tout se décide en dehors des organismes réguliers du Parti ou de l'Etat, il y a une majorité et une minorité; cette dernière, faisant passer la discipline de fraction avant celle du Parti, ne se montre pas au grand jour; mais il est connu que les divergences sont profondes entre ceux qui préconisent les pires répressions et ceux qui n'ont pas perdu l'espoir de concilier.

Sommes-nous à la veille d'une secousse qui contraigne cette minorité à se montrer ? Bien des signes laissent croire que l'on approche d'une « explication » dépassant en violence tout ce que le Parti a connu jusqu'à ce jour. *La fraction omnipotente semble vouloir provoquer la guerre civile.* Réprimant implacablement toute velléité d'expression révolutionnaire, menaçant des plus extrêmes mesures les défenseurs des intérêts du prolétariat, elle accule l'opposition aux procédures extra-normales servant de prétextes à de nouvelles répressions. Le refus d'accorder une issue légale aux mécontentements accumulés ne pourrait qu'imprimer un cours dangereux aux événements.

L'opposition cherche à défendre les intérêts de la classe ouvrière et traduit certainement la volonté de la majorité encore active de celle-ci; mais la masse, accablée sous la dictature du secrétariat et les difficultés matérielles de l'existence, lasse de discussions dont l'accès lui est interdit *et où l'essentiel n'est pas encore dit*, se tient à l'écart; l'opposition, privée de tout droit de parler et d'imprimer, en est réduite à la dactylographie et aux conciliabules clandestins, ne touchant qu'une petite minorité.

Au début du XIXe siècle, le chef-d'œuvre de Griboiédov : *Le malheur d'avoir de l'esprit*, interdit par la censure, fut copié et recopié et ainsi reproduit, selon certains biographes, à plus de quarante mille exemplaires. On pourrait se croire revenu à ce « bon vieux temps », avec cette différence que la machine à écrire accélère l'opération. C'est à des dizaines de milliers d'exemplaires que circulent maintenant, dactylographiés, les documents interdits, dont le sur-titre général pourrait être : *Le malheur d'avoir de l'esprit... révolutionnaire.* Diffusion insuffisante mais dont l'influence est singulièrement grandie par le discrédit atteignant la presse officielle, et d'abord la *Pravda* où le mensonge, la calomnie, le faux et l'usage de faux sont devenus d'usage courant.

N'importe quel imbécile peut gouverner avec l'état de siège, — disait Rochefort. La bureaucratie au pouvoir ne règne que par l'état de siège. A quoi sert de réfuter des contradicteurs quand on a la force de s'en débarrasser ? Voici Trotsky et Piatakov éliminés de l'organisme dirigeant de l'économie; Vladimir Smirnov exclu du Parti pour avoir pris la parole sans autorisation; Kamenev (qui ne se laisse pas faire) envoyé au Japon. On a vu récemment ajourner à l'année prochaine le Congrès des Soviets : car tel est le bon plaisir du secrétariat.

Il nous souvient que Boukharine, en veine d'humour marxiste, disait en 1921 que l'histoire de l'humanité se divise en trois grandes périodes : le matriarcat, le patriarcat et le... secrétariat. La boutade devient réalité : le secrétariat, en Russie soviétique, a pris une place que l'intelligence communiste réprouve et que l'intérêt de la Révolution commande de réduire de toute urgence. Lénine, prévoyant dès 1922 bien des choses qui menacent aujourd'hui, entre autres la scission du Parti, proposait non seulement d'écarter Staline du secrétariat, mais de faire de la Commission de contrôle un organe surveillant la direction du Parti, limitant son pouvoir, réprimant les abus de la bureaucratie, assurant aux ouvriers le droit de s'exprimer. Son idée a subi la plus complète faillite : la Commission de contrôle s'est faite l'auxiliaire du secrétariat, de la fraction dirigeante, de ce *septuor* dénoncé par Zinoviev et Kamenev quand ils eurent cessé d'en faire partie; au lieu de contrôler les dirigeants, elle intimide les dirigés; elle se confond avec le Guépéou qui, lui-même, ne répond plus à sa destination. Formé pour combattre la spéculation et la contre-révolution, le Guépéou n'était pas chargé d'espionner Trotsky, de moucharder

Medvediev ou de jeter en prison des ouvriers révolutionnaires d'élite comme Nicolas Lazarévitch. Mais sous la dictature bureaucratique, les meilleures intentions sont déformées, dévoyées, détournées de l'inspiration initiale.

Le secrétariat n'admet pas de discussion, parce qu'il n'est pas de taille à y faire figure. Il a peur de la critique parce qu'il se sent partout vulnérable. *Depuis la mort de Lénine, il n'y a pas eu de débat dans le Parti.* Pas un texte de l'opposition publié, en Russie ou ailleurs. Seuls, les diffamateurs attitrés ont la parole. Mais il y a aussi les faussaires, qui ont la plume et le grattoir : Medvediev en sait quelque chose avec sa lettre tronquée, tripatouillée, chargée de falsifications et d'interpolations. Et toutes les résolutions venues de mille coins de Russie et de trente-six points du monde ont été votées ou subies par des gens qui ne connaissent rien du programme de l'opposition : constatation qui en dit long sur la déchéance de la conscience communiste dans tous les pays.

L'antagonisme des intérêts représentés par les deux groupes de forces opposés éclaire le caractère politique du conflit. Le bloc oppositionnel défend les intérêts matériels et moraux du prolétariat, inséparables de la démocratie ouvrière, donc l'avenir de la Révolution ; la fraction dominante représente plus ou moins consciemment *les intérêts acquis* au cours du bouleversement, c'est-à-dire ceux de la paysannerie enrichie ou en voie de l'être, de la nouvelle bourgeoisie petite ou grande, et surtout de l'innombrable armée des fonctionnaires dans laquelle existe une véritable caste privilégiée de *profiteurs* du Parti et des organes économiques. Ces intérêts acquis sont menacés par les revendications de l'opposition ; d'où l'emploi de « tous les moyens » pour mater celle-ci.

Il ne s'agit pas d'approuver tout ce que dit, tout ce que fait l'opposition ; il y a beaucoup à critiquer de sa politique, de sa tactique, de son programme, de ses hommes ; et il arrive même au Comité central d'avoir raison sur une question secondaire... Ce qui prime tout, c'est que l'opposition lutte pour rendre la parole au prolétariat. C'est ce que la bureaucratie ne peut lui pardonner. C'est ce dont nous lui faisons honneur.

Nous aurions voulu exposer ici les revendications de l'opposition et discuter un peu les affirmations de ses contempteurs. La place manque et il faut renvoyer ce travail. Mais indiquons sommairement quelques impostures, celles dont les analphabètes de la « bolchévisation » font le plus souvent usage, à la suite de Boukharine.

Celui-ci, dans un discours à Léninegrad (*Pravda* du 3 août), plusieurs fois refait avec des variantes, veut prouver que le développement industriel dépasse celui de l'agriculture et il raconte qu'en deux ans, la production agricole a augmenté de 32 %, et celle de l'industrie de 274 %. Et les perroquets occidentaux de répéter niaisement, sans comprendre que *le point de comparaison n'est pas le même*, la production industrielle étant tombée presque à zéro pendant la guerre civile tandis que l'agriculture se maintenait à un certain niveau. Puis, Boukharine dit qu'agriculture et industrie atteignent respectivement 88 % et 95 % de leur production d'avant-guerre, chiffres démentis par les statistiques officielles qui donnent l'avantage à l'agriculture ; chacun comprend, au surplus, que les paysans tendent à dissimuler leurs richesses pour réduire l'impôt tandis que la production industrielle est facile à évaluer ; quoi qu'il en soit, la question ne vaut pas qu'on s'y arrête : en effet, quand l'opposition préconise l'industrialisation, c'est pour lutter contre la *famine de marchandises*, pour que l'offre industrielle satisfasse la demande rurale, pour que la fameuse *liaison* soit réalisée en fait, dans l'économie. Elle met donc en cause *les rapports du marché*, l'échange de l'excédent de production agricole non nécessaire à la consommation des paysans contre les objets manufacturés. Mais une énorme partie de la production industrielle *n'est pas destinée au marché* et il subsiste une disproportion énorme entre les ressources paysannes disponibles et les marchandises offertes : d'où famine de marchandises, élévation vertigineuse des prix, spéculation effrénée, bénéfices scandaleux des intermédiaires, absence de liaison réelle avec la campagne, mécontentement des paysans. Boukharine n'a donc rien démontré, en feignant d'oublier qu'il s'agit avant tout des *relations marchandes* au sens marxiste des termes.

Il reconnaît d'ailleurs que la production agricole représente, en 1926, 10 milliards de roubles tandis que celle de l'industrie ne représente que 5 milliards. A quoi bon, alors, essayer de tromper avec des histoires à la 274 % ? Mais il rapporte ensuite des prévisions d'avenir, annonçant pour 1930 une croissance de 20,8 % dans l'agriculture et de 110 % dans l'industrie. Or, à supposer que ce soit vrai, faites le calcul et vous obtiendrez environ 12 milliards pour l'agriculture et 10 milliards et demi pour l'industrie. Encore une démonstration par terre, et au moyen des données même de Boukharine... Faut-il mépriser son public pour lui donner des arguments pareils ?

Mais le plus beau, c'est qu'il avoue, quelques lignes après, que cette augmentation de 20,8 % dans l'agriculture correspondra en réalité à une augmentation de 43 % des produits *destinés au marché*. (Voir plus haut.) L'argumentation ne tient donc pas debout.

Avant la guerre, l'écart entre la production agricole et la production industrielle existait déjà. *Mais il était comblé par l'importation.* Celle-ci est actuellement insignifiante :

d'où la nécessité d'accélérer l'industrialisation (programme de Trotsky) ou de laisser jouer la concurrence étrangère. Ce n'est pas avec des charlataneries qu'on résout de tels problèmes.

Toutes les démonstrations de Boukharine sont de même force. Dans une polémique contre Piatakov, il discute le bénéfice du capitalisme privé, essaie d'opposer les chiffres de Koutler à ceux de Piatakov après avoir déclaré que les uns et les autres sont douteux, puis montre lui-même que les moyennes s'accordent et ensuite se permet de nous raconter que Piatakov ne connaît pas la différence entre un bénéfice brut et un bénéfice net, ce qui est un comble si l'on songe qu'il s'agit de l'homme qui a dirigé, en fait, le Conseil supérieur économique plusieurs années durant. Et tout cela en considérant comme acquise l'existence de 323.855 « entreprises capitalistes privées ». On croit rêver : ce chiffre, d'après Dzerjinsky soutenant une thèse analogue, représenterait le nombre de *commerçants* privés, non de producteurs, et si l'on veut discuter d'entreprises *capitalistes*, il ne faut pas oublier que sur 22 millions d'entreprises paysannes *privées*, il y en a *plusieurs millions* qui sont *capitalistes*, c'est-à-dire exploitant le travail salarié. Boukharine a simplement oublié... les paysans; en Russie, c'est un tour de force, surtout de la part d'un gaillard qui accuse ses contradicteurs de « sous-estimer la paysannerie » (*sic*) et qui vient de s'illustrer par un *Enrichissez-vous !* retentissant.

Le reste est à l'avenant. Que dire de l'affirmation selon laquelle Piatakov aurait proposé d'augmenter les prix des produits manufacturés ? Ici, la malhonnêteté l'emporte sur l'incohérence : Piatakov, devant l'écart *énorme* entre les prix de gros et les prix de détail de certains produits, assurant un bénéfice scandaleux aux intermédiaires, proposait d'augmenter *les prix de gros* tout en réduisant les prix de détail, afin de réduire le profit de l'intermédiaire et de favoriser l'accumulation des capitaux de l'industrie d'Etat; il s'agissait d'atteindre le spéculateur, non le consommateur.

Il y a aussi une histoire d'inflation, que l'opposition aurait préconisée. On se garde bien de citer un document, une preuve, et l'on cache les textes qui feraient justice de ce genre d'accusations. Mais le plus curieux, c'est que *l'inflation est déjà un fait accompli*, décidé naturellement par la fraction au pouvoir; il suffit de regarder les bilans de la Banque d'Etat, publiés dans la presse économique et financière de Moscou, pour s'en rendre compte. Encore une belle occasion de se taire, manquée par des « bolchévisateurs » à tout faire.

...Et tous les problèmes restent à résoudre. Au moment où nous écrivons, une grande grève se déroule à Ivanovo-Vosnessensk et les ouvriers revendiquent, outre des améliorations économiques, des *libertés* politiques. Le pathos de Boukharine n'y peut rien, non plus que les menaces des Molotov et des Ouglanov, ces lumières, qui sont en politique ce que sont des Roudzoutak et des Kouibychev par rapport à l'économie... La furieuse campagne maintenant dirigée presque entièrement contre Trotsky et le prétendu « trotskisme », pour la jubilation de la bourgeoisie, ne peut guère apporter de diversion ni de répit à un système condamné.

BORIS SOUVARINE.

***

P. S. — La fraction dominante vient de donner une illustration extraordinaire de sa politique sans principes. On sait que les salaires *réels* ont fortement baissé, cette année, par suite de la hausse des prix. L'opposition ayant proposé, à l'avant-dernière session du Comité Central, de *maintenir* les salaires à leur niveau, elle fut accusée de démagogie et sa proposition (amendement Trotsky) repoussée. Même sort réservé à une proposition analogue du bloc oppositionnel, au dernier Comité Central. Toutes les déclarations officielles indiquaient l'impossibilité de maintenir ou d'augmenter les salaires *réels*. Subitement, changement à vue : une Commission est nommée pour le relèvement des salaires ! Tout cela devant l'ampleur de l'opposition, pour faire pièce à celle-ci, et à des fins strictement fractionnelles. Le relèvement prévu, d'ailleurs, sera *infime*, réservé à quelques catégories ouvrières seulement, *et ne compensera pas la baisse du salaire réel*. Mais il ne s'agit que de simulacre, de manœuvre intérieure dans les luttes intestines.

***

P. P. S. — *Paris, 5 octobre.* — Cet article étant écrit, on apprend, coup sur coup, l'ajournement de la Conférence au 25, l'exclusion préalable, en masse, de militants de l'opposition, la convocation de la Commission de Contrôle pour le 11 en vue de réprimer toute velléité de résistance, des interventions de Trotsky, Zinoviev, Piatakov, Radek, Smilga, Sapronov dans une usine de Moscou, enfin les menaces d'exclure, voire d'emprisonner les leaders de l'opposition. Toutes nos informations, toutes nos appréhensions se confirment. La servilité des cliques dirigeantes des Partis communistes soumis à deux années de crétinisation *donne carte blanche* aux maîtres de l'heure : *on peut maintenant s'attendre à tout.* Le Parti bolchévik risque la scission, prévue par notre motion votée au Comité Directeur du Parti français en février 1924, et la Révolution russe est menacée d'un Thermidor. Reste à savoir s'il se trouvera assez de militants clairvoyants et courageux pour s'interposer dans le conflit et en détourner le cours tragique.

LA VÉRITÉ SUR L'OPPOSITION OUVRIÈRE

Dans la *Pravda* du 10 juillet, l'article : *Le danger de droite dans notre Parti* analyse une lettre personnelle de Medvediev à un prolétaire communiste de Bakou. Cette lettre, relative à la discussion de 1923-1924, avait un caractère strictement personnel, mais en 1924 déjà, depuis le commencement de l'affaire provocatrice menée contre les membres ouvriers du Parti à Bakou, elle avait acquis une importance générale pour l'ensemble du Parti et était connue du Bureau politique. Cependant, c'est seulement deux ans après avoir été communiquée aux membres du Comité central qu'elle est soudainement apparue à notre organe central comme l'expression d'un « danger de droite dans notre Parti » et que la *Pravda* a décidé de prêter attention aux questions qui s'y trouvent posées. Récemment encore, nous réclamions la publication de la lettre de Medvediev, et avec une particulière insistance à propos de nos protestations contre le jugement prononcé sur les ouvriers accusés d'appartenir à « l'opposition de Bakou ». Mais la publication nous fut refusée.

Nous serions bien reconnaissants à la *Pravda* même d'une attention tardive envers les questions posées dans cette lettre et d'une publication partielle de celle-ci, fût-ce sous forme de citations, *si celles-ci avaient été faites sans falsifications* conscientes, ce que nous sommes en droit d'exiger de la *Pravda*. La rédaction elle-même considère cette lettre, écrite à la demande d'un camarade de Bakou dès janvier 1924, comme un « document politique important » n'ayant non seulement rien perdu de son intérêt pendant les deux années et demi écoulées, mais « ayant même acquis une fraîcheur politique de choc ». Une telle opinion obligerait, semble-t-il, la rédaction à traiter cette lettre effectivement comme un document politique important et à la publier intégralement. Mais ce n'est pas ce qu'a fait la *Pravda*. Elle ne l'a pas fait parce que la publication du texte authentique ne lui aurait pas donné la possibilité de porter, sous l'inspiration des dirigeants du Comité Central, un coup politique à Medvediev et à l'auteur de ces lignes, et, à travers nous, à tous les camarades qui n'approuvent pas la politique de la majorité du Comité Central. Ainsi le si brusque trait de lumière de la rédaction et la mise à l'ordre du jour de la lettre, loin d'être nécessaires à nos dirigeants pour élucider les questions posées et informer le Parti d'un danger de droite, ni pour expliquer les erreurs de nos conceptions, ne l'ont été que *dans un but de diffamation* politique et afin d'effrayer ceux qui n'approuvent pas la majorité actuelle du Comité Central dans laquelle ils voient le *véritable* danger de droite.

La calomnie politique de « l'opposition ouvrière » et de l'opposition en général est depuis longtemps un instrument de lutte dans le Parti et un moyen de faire rapidement carrière pour les arrivistes.

Parallèlement, des historiens ignorants et des politiciens intéressés à la lutte de fraction essayent de nous discréditer en se référant à la lutte idéologique menée entre Lénine et nous, ne comprenant ni ses motifs authentiques, ni sa signification politique. Nous dirons au Parti en son temps ce qu'a été cette lutte. Cependant, en luttant avec nous, Lénine accordait la plus grande attention à nos alarmes quant au sort de notre révolution. Les dirigeants actuels du Parti, dans leur attitude envers l'opposition, se distinguent de Lénine de la manière la plus criante en ceci qu'ils ont depuis longtemps perdu tout véritable sentiment d'alarme quant au sort de notre révolution.

Très souvent, dans cette lutte politique malhonnête, les calomniateurs essayent de s'appuyer sur Lénine. Mais leurs tentatives doivent être catégoriquement démasquées : Lénine ne recourait pas aux procédés malhonnêtes et l'invoquer, c'est malpropre calomnie.

Notre lutte idéologique de 1920-1922 se distingue de celle d'aujourd'hui par la profondeur du contenu et de l'enseignement. Les leçons de cette époque n'ont été vaines ni pour le Parti, ni pour nous. Mais cette époque n'est plus. 1926 n'est pas 1921 et nous sommes profondément convaincus que sur les désaccords d'aujourd'hui, nous serions aux côtés de Lénine contre les dirigeants actuels, comme nous avons été avec lui dans les premiers jours de la Révolution de février contre ces mêmes dirigeants.

Il est évident que le désir de l'auteur de complaire à ces dirigeants l'a incité *à recourir à des faux, à des citations falsifiées*, à des procédés de tricherie, tandis que la rédaction, pour les mêmes motifs, n'a pas reculé devant une falsification consciente du document et les inventions du rédacteur sur la « plate-forme » de Medvediev et de moi.

L'AFFAIRE DE BAKOU

Déjà, des premières lignes de l'article jaillissent des flots d'inexactitude. L'article commence en se référant à l'affaire de « l'opposition de Bakou » et la rédaction ne craint pas de falsifier les faits et même les décisions de la Commission centrale de Contrôle et du Bureau politique.

La décision de la C. C. C. et l'article de Soltz publiés à ce sujet disent nettement qu'il n'existe « *aucune donnée de formation réelle de groupe, c'est pourquoi l'appréciation du travail de ces camarades comme constituant des groupes n'est pas fondée; les diffamer en les traitant de contre-révolutionnaires et en avertissant les ouvriers sans parti que, en cas de récidive dans la participation de pareilles organisations souterraines, l'affaire serait portée devant les organes soviétiques correspondants, témoigne d'un échauffement inadmissible dans cette affaire.* » Ainsi écrivait Soltz, que nous considérons ouvertement comme partial à l'extrême dans toute question où nos noms sont prononcés. Mais la *Pravda* dit tout autre chose.

La *Pravda* doit savoir que cette décision de la C. C. C. implique un blâme au secrétaire du Comité Central et au Président de la Commission de contrôle du P. C. d'Azerbeidjan pour avoir soulevé cette affaire. Le présidium de la C. C. C. lui-même, revisant sur notre protestation le jugement, fut obligé de l'annuler, et non de l'atténuer, comme l'a prétendu l'article. Voilà ce que disent les documents officiels, mais la

Pravda passe outre et répète plusieurs fois dans la même colonne que la lettre de Medvediev était « adressée à un membre du *groupe* de Bakou », etc., falsifiant ouvertement les faits.

Dans la première partie de l'article, l'auteur, parlant de l'attitude de Medvediev envers la politique économique du Parti, essaie de porter la discussion à une hauteur de principes, mais retombe vite dans la voie plus avantageuse de la falsification du document cité. L'alarme exprimée dans la lettre sur le sort de notre grande industrie d'Etat est transformée par la *Pravda* en non-désir de Medvediev « d'accorder » le développement de la grande industrie avec celui de l'économie rurale. L'indication de Medvediev sur la limitation du marché paysan immédiat pour les produits de l'industrie lourde (métallurgie, machines, houille, etc.) se trouve interprétée comme une propension à rompre la liaison économique avec la campagne.

LE SORT DE LA GRANDE INDUSTRIE

Seule, l'hostilité préconçue de la *Pravda* lui a permis de présenter l'appréhension de Medvediev sur l'état de l'industrie lourde comme une négation de l'importance de cette liaison. Il nous suffira d'indiquer que dans l'année où la lettre fut écrite, la situation de la grande industrie était extrêmement difficile et que la lutte des « départements » contre les commandes à elle destinées menaçait son existence même. Nous rappellerons seulement quelques aspects de cette lutte, particulièrement accentuée dans la dispute entre le Commissariat des Voies de communication et le Conseil supérieur économique sur la question des commandes de matériel de transports. Qui donc ignore que le Commissariat des Voies de communication réussit à se libérer « complètement » des commandes en locomotives, wagons, rails et autre matériel, exigeant que le Conseil supérieur économique adaptât les usines métallurgiques et de construction de machines aux besoins immédiats de l'économie rurale ? Et la discussion sur les besoins des usines de Léningrad ? Ne menaçait-elle pas l'existence des plus grandes usines ? Les dernières années écoulées depuis la dernière discussion n'ont fait que confirmer l'inquiétude de Medvediev. Les événements ultérieurs ont montré à tout le Parti la nécessité de poser la question de l'industrialisation de toute l'économie du pays et le XIVe Congrès a mis ouvertement à l'ordre du jour la tâche de réaliser effectivement cette industrialisation. Le retard industriel de notre pays devient une menace évidente pour toutes les conquêtes révolutionnaires d'octobre.

LE SORT DES PAYSANS PAUVRES

Les considérations de Medvediev sur l'instabilité des petites entreprises rurales dans les conditions de la concurrence capitaliste, communes à tous les marxistes, à tous les bolchéviks, à tous les léninistes, sont contestées par la *Pravda*. Tout notre programme de mesures pratiques à la campagne, y compris les diverses formes de coopération, est fondé sur la notion de l'instabilité de telles entreprises. Mais la *Pravda*, enchantée de la liaison avec l'économie paysanne « en général », *et non avec les paysans pauvres et les paysans moyens,* ne voit pas comment sa conception devient une liaison *avec les paysans riches.*

Nous nous rappelons fort bien notre vieille lutte contre les théories réactionnaires des socialistes-révolutionnaires sur la vitalité des petites entreprises, et tant que les *relations capitalistes* existeront dans notre économie rurale, nous n'entendons pas *tromper les paysans pauvres* en leur promettant de sauver leur minuscule économie propriétaire « indépendante » dans les conditions de la Nep et d'une lutte acharnée sur le marché. La *Pravda* ne dément pas Medvediev par des faits démontrant que le développement de notre économie rurale petite-propriétaire va dans un autre sens. Pourquoi n'écrit-elle pas que les fermes des paysans pauvres se sont renforcées, sur la base de la propriété privée ? Non, elle ne peut pas écrire cela, car il est maintenant trop connu de chacun que dans les deux années écoulées depuis la lettre de Medvediev, la différenciation de classe à la campagne a fait un énorme pas en avant.

C'est sur le sort de ces entreprises petites et infimes qu'écrivait Medvediev, c'est leur sort qui l'intéressait avant tout, et non le développement de « l'économie paysanne » *en général,* comme l'écrit la *Pravda.* Oui, la grande économie paysanne, celle des koulaks et de ceux qu'on appelle maintenant les « puissants-moyens », a devant elle de riches perspectives; c'est de liaison avec elle que s'occupe la *Pravda* quand elle nous reproche de désirer rompre cette liaison. Les rapports capitalistes à la campagne n'ont pas disparu et dans la mesure où ils existent, les lois de la concurrence capitaliste continuent d'agir, il ne faut pas l'oublier.

La *Pravda* indique la coopération comme voie de développement de la petite économie paysanne, ne comprenant évidemment pas que cette voie implique justement *l'impossibilité d'un développement de la petite économie propriétaire indépendante* et ne fait que *confirmer l'opinion de Medvédiev* sur l'inévitable faillite de cette petite économie.* Seuls, des descendants de koulaks peuvent parler de perspectives radieuses, d'un avenir rose pour les paysans pauvres; toutes ces assurances ne peuvent que recouvrir une réalité capitaliste *à l'avantage de la paysannerie exploiteuse,* intéressée à entretenir de telles illusions chez les pauvres.

Medvédiev n'a fait qu'esquisser la tâche générale du Parti dans l'économie rurale et indiquer l'erreur de la politique tendant à assurer le développement indépendant des plus petites entreprises paysannes en perpétuant les rapports actuellement établis à la campagne. Cette voie est depuis longtemps sondée et condamnée par l'histoire. On peut et l'on doit faire tout pour que le processus économique d'élimination des faibles entreprises paysannes revête les formes les moins douloureuses, pour leur faciliter l'essor vers la coopération; mais ce serait tromper que de promettre aux pauvres la conservation, *a fortiori* le progrès, de leurs entreprises indépendantes sur le terrain de la propriété privée. La tâche principale, urgente, est d'attirer ces éléments paysans, des formes de petite production individuelle, vers la grande production au moyen des associations, des coopératives, etc., et nous ne l'avons jamais contesté.

Dans la lettre de Medvediev, il y a peu de chose là-dessus, mais sur la « liaison avec la campagne », il est parlé suffisamment de liaison avec cette partie de la campagne que les bolchéviks, à l'inverse de tous les bienfaiteurs menchéviks et socialistes-révolutionnaires de la « paysannerie », ont toujours soutenu opiniâtrement :

nous avons eu en vue avant tout *les paysans pauvres*. La liaison avec les paysans moyens se réalise plus simplement, selon la possibilité et la capacité de notre industrie d'Etat de satisfaire la faim de marchandises. Au regard des paysans pauvres, la question est beaucoup plus aiguë et compliquée. A la masse immense des paysans pauvres, la coopération elle-même est impuissante à donner une aide essentielle. Et à cette question, Medvediev répond: la liaison entre ces paysans pauvres et la ville dépend du degré de développement de notre industrie, de l'envergure des entreprises d'Etat et des grands travaux publics.

La politique des concessions

L'alarme sur la situation et sur l'avenir de la classe ouvrière et des paysans pauvres, dépendant de la lenteur du développement des forces productrices de notre pays, qui apparaît à chaque ligne de la lettre de Medvediev, est interprétée par la *Pravda* comme une humilité envers le capitalisme international. La *Pravda* ne recule pas devant de véritables inventions pour démontrer notre « erreur », exprime des idées de son crû présentées comme des citations et dont il résulterait que « nous demandons que le gouvernement fasse des recherches plus énergiques de ces ressources au moyen d'emprunts d'Etat intérieurs et extérieurs, et en admettant des concessions ou des pertes plus grandes, des sacrifices matériels plus grands que ceux acceptés par notre Etat pour l'obtention de tels crédits. » *Nous déclarons catégoriquement que ce passage ne se trouve pas dans la lettre de Medvediev.* Chaque camarade peut vérifier notre affirmation et le mensonge de la *Pravda* sur l'original de la lettre conservé au Comité Central. Où la *Pravda* a-t-elle pris cette phrase ? Une bonne moitié des accusations contre nous est fondée sur des citations inexistantes. Voilà par quels moyens la *Pravda* lutte contre nous. Dans quel but a-t-elle eu besoin d'une telle tromperie ? Cette tromperie, cette invention, étaient nécessaires pour nous représenter comme des partisans d'une « politique de concessions sans aucune limite ».

Laissant de côté les procédés malhonnêtes de lutte, les mensonges, les calomnies, nous demandons à la *Pravda* si elle a revisé son attitude envers les propositions de Lénine sur les concessions ? Quant à nous, nous les approuvons entièrement, nous n'avons pas peur de l'application de la politique des concessions dans les limites tracées par lui. Les criailleries de la *Pravda* et son attitude négative envers les concessions ne nous troublent pas. Nous pouvons rappeler aux phraseurs et aux bavards les mots de Lénine : « *Etablissant le capitalisme d'Etat sous forme de concessions, le pouvoir soviétique renforce la grande production contre la petite, la production avancée contre la production attardée, le machinisme contre le travail à la main, augmente la quantité de produits de la grande industrie dans ses mains, renforce les rapports économiques d'Etat en contre-poids des rapports petits-bourgeois anarchiques. La politique des concessions, menée avec mesure et prudence, nous aidera incontestablement à améliorer vite (dans une certaine mesure assez faible) l'état de la production et la situation des ouvriers et des paysans, évidemment au prix de certains sacrifices, de la remise au capitalisme de dizaines et de dizaines de millions de pouds de produits précieux.* » « *La détermination de cette mesure, et les conditions dans lesquelles les concessions sont avantageuses et non dangereuses pour nous, dépendent du rapport des forces, se décident dans la lutte, car les concessions aussi sont une forme de lutte, la continuation de la lutte de classes sous une autre forme, et ne saurait d'aucune manière remplacer la lutte de classes par la paix des classes. C'est la pratique qui montrera les moyens de cette lutte.* » Nous partageons pleinement ces vues de Lénine et nous ne demandons pas autre chose au Parti.

Dans les inventions de la *Pravda*, il y a cependant une part de vérité : *il existe des partisans de l'élargissement de la politique des concessions* au delà des limites indiquées par Lénine, *mais ils se trouvent au Bureau politique.* Encore au printemps de l'année passée, Rykov a fait adopter une décision d'élargissement de la politique de concessions. Bien que n'approuvant pas actuellement à bien des égards les idées et les actes de Rykov, nous ne pouvons néanmoins encore lui jeter l'accusation d'être partisan d'une « politique de concessions sans aucune limite ». Nous espérons qu'en proposant la décision d'élargir les concessions, il n'a pas oublié ce qu'a dit Lénine, — « avec mesure et prudence ».

La *Pravda* a falsifié tout le sens de la partie de la lettre où il est parlé de l'industrie et des concessions. Accusant Medvediev de vouloir « liquider l'industrie soviétique d'Etat indépendante », elle calomnie purement et simplement, puis se dément elle-même deux colonnes plus loin en reprochant à Medvediev de vouloir le développement trop rapide de notre industrie d'Etat. Discutant la question du sort des petites entreprises et des paysans pauvres, la *Pravda* dit que Medvediev « ne voit d'issue pour la masse des millions d'entreprises rurales vouées à la ruine que dans un développement rapide de la grande industrie d'Etat ». Il est bien dit « grande industrie d'Etat » et non autre chose.

Développant plus loin une idée correctement tirée de la lettre, la *Pravda* écrit que selon Medvediev « le développement de l'industrie d'Etat doit se faire à une allure lui permettant d'occuper toute la masse des paysans fatalement voués à la ruine ». Peut-on interpréter cette pensée comme un désir de remettre à Urquhart notre grande industrie ? Non, seule une hostile intention de nous diffamer peut pousser la *Pravda* à un emploi aussi évidemment mensonger de la lettre. Ce n'est pas l'abandon de notre industrie d'Etat qui est notre « plate-forme », mais son développement maximum et l'attraction des capitaux étrangers pour créer de nouvelles entreprises et renforcer les moyens intérieurs déjà existants, mais « avec mesure et prudence ».

Notre politique internationale

La deuxième partie de la lettre analyse « l'orientation politique internationale » de Medvediev. Ici encore, la *Pravda* use de son procédé favori de faux, et déclare Medvediev « ennemi de principe de la politique de l'I. C. » Dans ce but, elle présente comme notre conception un extrait *falsifié* disant que « le terrain où l'I. C. s'alimente, les masses ouvrières européennes, est évidemment sans espoir », le déclare tiré de la lettre et, tout au long de plusieurs colonnes, délaie cette invention mensongère. *Nous déclarons que la phrase en question est entièrement inventée et falsifiée. Elle n'existe pas dans la lettre.* Le caractère des inventions et le sens des citations falsifiées sont clairs, si l'on se reporte au texte authentique. Il y est dit que « *les*

méthodes par lesquelles l'I. C. tente de conquérir les masses ouvrières de l'Europe occidentale sont évidemment sans espoir. Non seulement elles ne nous rapprochent pas des masses du prolétariat international, mais, au contraire, nous en séparent ». Il suffit de comparer ce passage avec celui de la *Pravda* pour comprendre la différence.

Toute cette partie de l'article sur la prétendue « orientation politique internationale » de Medvediev est pleine de falsifications intentionnelles. Ce qui était écrit sur la situation en Norvège après la scission est sciemment étendu à tous les partis communistes. En parlant de « ramassis de valets petits-bourgeois » profitant des ressources de l'I. C., Medvediev avait en vue les « ramassis » dans le genre de Roudniansky et Cie, parasites du mouvement communiste. Ni l'esprit, ni le contenu de la lettre ne correspondent à la caractéristique « d'attaque acharnée contre l'I. C. ». Si la lettre était réellement une « attaque acharnée contre l'I. C. », *pourquoi le Comité Central aurait-il observé pendant deux ans le silence ?* Pourquoi n'en a-t-il rien dit à la 14ᵉ Conférence du Parti et même au 14ᵉ Congrès ? Non, une telle présentation de la lettre était nécessaire seulement maintenant, pour effrayer les mécontents de la politique actuelle de nos dirigeants.

C'est toujours *au moyen de faux* qu'on arrive à accuser Medvediev de « défense ouverte de la IIᵉ Internationale ». La *Pravda* a pris quelques mots, les délayant dans cette invention et y ajoutant par le même procédé l'affirmation que Medvediev aurait protesté contre le discrédit jeté sur « les gouvernements social-démocrates en général » par exemple sur le « gouvernement ouvrier anglais » de Mac Donald. *Nous déclarons qu'une pareille protestation, de même qu'une allusion aux gouvernements social-démocrates et en particulier de Mac Donald n'existe pas et ne peuvent exister dans la lettre.* Quand Medvediev écrivait celle-ci, *le gouvernement de Mac Donald n'était pas encore formé !* (Les premières informations sur sa constitution parurent dans notre presse seulement le 24 janvier 1924). Tout ce que dit la *Pravda* à ce propos n'est que pure invention, basée sur un faux.

Usant toujours de ses procédés favoris de tromperie, la *Pravda* démontre plus loin que Medvediev « recommande de liquider les partis communistes indépendants et l'I. S. R. », et même préconise « le retour à la social-démocratie ». Cette démonstration se fait très simplement et facilement. Là où, dans la lettre, il est dit que « nous étions et nous sommes pour que les masses ouvrières communistes restent partie intégrante des masses ouvrières organisées dans les syndicats et les coopératives », l'auteur des faux a ajouté encore deux mots : « et des partis socialistes ». Ces mots sont imprimés en caractères gras et servent à accuser Medvediev de vouloir « liquider l'I. C. ».

LA LIQUIDATION RÉELLE DE L'I. S. R.

Les cris sur notre intention de « liquider l'Internationale Syndicale Rouge » appartiennent au même arsenal de moyens par lesquels on s'efforce de masquer la liquidation effective. Non, ce n'est pas nous qui liquidons l'I. S. R. *Cette liquidation a lieu depuis longtemps.* La *Pravda* doit savoir que la politique du front unique, l'effort pour établir des liens avec les syndicats ouvriers d'Occident ont obligé la C. G. T. russe à agir par-dessus la tête de l'I. S. R. Cette action délaissant l'I. S. R. a depuis longtemps détruit son autorité et sa signification, et il ne pouvait en être autrement. Les manœuvres au moyen du Comité anglo-russe et la tentative de le transformer en nouveau centre international, en fait, *ont réduit à néant l'activité et la signification internationale de l'I. S. R.* Cet abandon de l'I. S. R. est allé si loin que *les mots mêmes d'Internationale Syndicale Rouge sont depuis longtemps supprimés des statuts de nos syndicats.*

Nos désaccords à ce sujet ne sont nullement sur le plan que présente la *Pravda*. Ils sont suscités par les agissements sans principes que nos dirigeants ont mis à la base de leurs relations envers Amsterdam. Nous sommes contre cette politique.

Nous n'approuvons d'aucune façon cette capitulation idéologique sous le drapeau de laquelle on prépare la liquidation de l'I. S. R. et que Staline a exprimée, à la 14ᵉ Conférence du Parti, avec une force particulière quand, se faisant le porte-parole du « mouvement ouvrier de masse moyen », il adressait des reproches aux communistes européens dans les termes suivants :

« *Vous voulez détruire l'œuvre que j'ai créée pendant des dizaines d'années, en me démontrant que le communisme vaut mieux que le trade-unionisme. J'ignore si vous avez raison dans vos suppputations théoriques sur le communisme; comment moi, simple ouvrier, pourrai-je m'y reconnaître dans vos théories ? Mais je sais une chose, c'est que j'ai mes forteresses syndicales; elles m'ont conduit à la lutte, elles m'ont protégé plus ou moins bien des attaques du capitalisme; et celui qui veut détruire ces forteresses ruinerait mon œuvre ouvrière. Cessez d'attaquer mes forteresses, entrez dans les syndicats, travaillez-y cinq ans et même plus, aidez à les améliorer et à les renforcer, et je verrai ce que vous êtes comme compagnons. Et si vous vous montrez réellement des compagnons convenables, alors, évidemment, je ne refuserai pas de vous soutenir* (1). »

Non, ce n'est pas ainsi que nous travaillions dans nos syndicats et que nous les avons conquis. Nous n'avons pas marché à la remorque de la politique ouvrière menchévique. Nous ne nous sommes pas bornés à « améliorer et à renforcer » les syndicats : nous avons mené à l'intérieur une lutte non seulement pour l'amélioration du sort des ouvriers, mais aussi une lutte politique, ne dédaignant pas les revendications secondaires mais les rattachant aux tâches fondamentales et au but final de la classe ouvrière. Dans cette lutte, nous n'étions pas simplement « des compagnons convenables » mais des hommes d'action de notre Parti, menant la politique de celui-ci, la reliant au travail quotidien du syndicat. Nous n'avons pas fait de bloc avec les menchéviks, nous les avons supplantés aux postes dirigeants du mouvement syndical.

SÉRIE DE CALOMNIES

Les tentatives de la *Pravda* de démontrer le « liquidationnisme » de Medvediev repose, comme nous l'avons déjà indiqué, sur des citations falsifiées et mensongères. Toute cette imposture est à la base de la troisième partie de l'article, parlant de « l'évolution de l'opposition ouvrière ». Mais les convulsions de l'auteur sont aussi vaines pour nous représenter comme des menchéviks que le fondement de l'accusation est frelaté.

---

(1) I. Staline. — *Sur les résultats de la 14ᵉ Conférence du P. C. R.*, pp. 23 et 24.

L'opinion des menchéviks sur nous est bien connue de tous. S'ils nous considéraient comme la *Pravda* le fait à leur place, cette opinion aurait été depuis longtemps utilisée contre nous. En vain, la *Pravda* essaie-t-elle de se référer aux menchéviks. Ce que ceux-ci pensent de nous, on peut le savoir par leur organe central, le *Messager socialiste*. Cet organe nous considère depuis longtemps comme des « utopistes communistes réactionnaires » et, appréciant les résultats de notre 14[e] Congrès, il apprécie nos dirigeants comme des politiques réalistes. Nous savons que les menchéviks se sont toujours estimés de tels politiques « réalistes », et nous, bolchéviks, des « utopistes ».

Nous reprochant une « incrédulité » envers la construction socialiste dans « un seul pays », la *Pravda* se prononce, au fond, contre la grande industrie contrôlée par l'Etat, masquant cette attitude en déclarant que « n'importe quel développement de la grande industrie ne doit pas être considéré comme un progrès de la construction socialiste ».

La *Pravda* a oublié ce que Lénine rappelait souvent à tous les phraseurs, et ce qu'il a écrit dans la brochure connue : *Sur l'impôt en nature*, à savoir que dans nos conditions « ce n'est pas le capitalisme d'Etat qui lutte contre le socialisme, mais la petite-bourgeoisie plus le capitalisme privé qui luttent ensemble contre le capitalisme d'Etat et contre le socialisme ».

Lénine préférait les grandes entreprises « contrôlées » aux entreprises de la petite-bourgeoisie. Il a particulièrement souligné la menace des éléments économiques petits-bourgeois et déclaré que « celui qui ne voit pas cela démontre son aveuglement et se révèle prisonnier de préjugés petits-bourgeois » (1).

Nous ne craignons pas de dire que toute grande entreprise contrôlée par l'Etat, au fond, nous rapproche du socialisme plus que l'artisanat et la production patriarcale qui nous entourent.

Des épigones d'espèce petite-bourgeoise préfèrent, au grand capital, des millions de petits patrons, considérant le grand capital comme politiquement plus dangereux. Quant à nous, avec Lénine, nous continuons à voir le danger là où il est réellement, c'est-à-dire dans les éléments petits-bourgeois. Avec lui, nous estimons que « ou bien nous soumettrons à notre contrôle et à nos calculs ce petit-bourgeois (nous le pourrons si nous organisons les paysans pauvres c'est-à-dire la majorité de la population, avec les demi-prolétaires, autour de l'avant-garde prolétarienne consciente), ou bien il renversera notre pouvoir ouvrier inévitablement, comme l'ont fait de la Révolution Napoléon et Cavaignac, précisément sur ce terrain de la petite propriété. Ainsi se pose la question. » Ainsi écrivait Lénine, et nous n'oublions pas ses précieuses indications.

C'est encore sur des citations mensongères et sur des tromperies que repose l'accusation suivante de vouloir liquider « l'union paysanne-ouvrière ». Nous continuons d'être partisans d'une union étroite avec les paysans pauvres, et, avec eux et par eux, avec les paysans moyens. L'accusation de vouloir « liquider l'internationalisme prolétarien » est également fondée sur des inventions. Calomnies, citations mensongères, opinions altérées, — voilà ce qui sert à échafauder l'accusation.

La *Pravda* a dépensé beaucoup d'indignation feinte et d'encre pour la défense des « ramassis de valets petits-bourgeois » qui profitent de l'argent de l'I. C. Mais ce n'est pas Medvediev qui danse autour de l'or, mais la *Pravda* qui répand calomnieusement une expression ayant trait à un type précis de profiteur, de parasite, d'arriviste.

Non moins monstrueuses l'invention et l'accusation fondées sur elle de vouloir « liquider le Parti bolchévik et nous orienter vers la démocratie politique dans le pays ». En faisant tout ce tapage, la *Pravda* détourne l'attention du Parti des véritables défenseurs et propagateurs de cette orientation vers la démocratie. Nous prenons acte de l'indication de la *Pravda* qu'il « ne faut pas fraterniser avec les renégats d'Amsterdam », mais nous ne pouvons pas ne pas faire remarquer que ce reproche ne doit pas nous être adressé à nous, mais à ceux qui *effectivement* fraternisent avec les renégats d'Amsterdam. L'accusation nous a évidemment été adressée par erreur et nous la retournons à la *Pravda*.

LE DÉCLIN DU PARTI

Quant à l'accusation de nous « orienter vers la démocratie politique », la *Pravda*, une fois de plus, se trompe d'adresse. Dans le numéro du 8 juillet, nous avons lu des données sur « quelques résultats du renouvellement des soviets », illustrant avec éloquence que la véritable démocratie bourgeoise célèbre déjà une victoire. Ce n'est pas nous qui dirigeons la politique de notre pays. Le règne de la démocratie bourgeoise est préparé par ceux qui, avec une fureur particulière, mènent la lutte contre l'opposition.

Alors que la *Pravda* lorgne vers « le danger medvédievien-chliapnikoviste », le danger bourgeois de droite grandit. Le 10 juillet, la *Pravda* nous menace sous prétexte d'orientation vers « la démocratie politique », alors que le 8 et le 9, dans la même *Pravda*, nous lisions que le danger de cette orientation existe dans les faits et se réalise au détriment des ouvriers et des paysans pauvres. L'article de V. Karpinsky conclut que « *l'élargissement du cercle des électeurs de la campagne par l'introduction des éléments exploiteurs a lieu en même temps que le rétrécissement de la participation des éléments prolétaires et demi-prolétaires à la vie politique et que la diminution de l'influence du Parti dans les Soviets* ». Tels sont les résultats de la politique de la majorité du Comité Central à la campagne.

La situation n'est pas meilleure dans les villes. Le même auteur, dans la *Pravda* du 9 juillet, indique que « *l'élargissement du cercle des électeurs par l'introduction de la petite-bourgeoisie citadine a lieu en même temps qu'une certaine chute de l'influence des électeurs prolétariens et qu'une grande diminution de l'activité politique des prolétaires comparativement aux nouveaux cadres d'électeurs petits-bourgeois.* »

La *Pravda* répète la faute de la majorité des opportunistes et des socialistes bornés du type 1917 qui voyaient le danger dans le secteur de gauche de la révolution et ne le remarquaient pas dans le camp de la contre-révolution bourgeoise. Repoussant des accusations établies sur des données imaginaires, des citations mensongères et des falsifications, nous considérons comme notre obligation de communistes de protester non seulement contre de telles méthodes de lutte mais contre *la politique* dont les intérêts dictent à nos dirigeants cette lutte contre nous.

(1) N. Lénine. — *Sur l'impôt en nature*, pp. 5 et 6.

UNE POLITIQUE DÉSASTREUSE

Dans les dernières années, le Parti *est devenu l'arène de phénomènes monstrueux.* La fraction régnante *a saccagé l'organisation de Léninegrad* parce qu'elle avait signalé le danger koulak croissant. Dans l'organisation de Bakou, dans sa partie authentiquement prolétarienne, on a découvert « la contre-révolution », exclu, chassé 14 ouvriers et 3 employés, parmi lesquels une série de vieux membres du Parti depuis 1904 et 1905. *Toute la vie du Parti depuis le 14e Congrès consiste à découvrir des hérétiques,* est consacrée à combattre tous les communistes qui ne sont pas satisfaits de la politique actuelle du Parti.

Comme pour compléter tout cela, on mène *une véritable offensive économique contre la classe ouvrière.* NEUF ANS APRÈS LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE, LES OUVRIERS DE NOS PRINCIPALES INDUSTRIES N'OSENT MÊME PLUS RÊVER DE LEURS SALAIRES D'AVANT-GUERRE. Sous divers prétextes (diminution des tarifs, augmentation des normes de production, etc.), on procède *à la diminution du salaire réel* déjà atteint par les ouvriers. Le régime dit « des économies » est orienté dans le sens d'un *renforcement de l'exploitation des ouvriers.* Tout cela recèle un immense danger pour le Parti et les coups qui nous sont portés n'ont pour but que de détourner l'attention de ce *danger réel* qui le menace.

Le Comité Central connaît depuis plus de deux ans le contenu de la lettre de Medvediev. Au 14e Congrès, personne n'en a dit un mot. Depuis un an et demi, Medvediev et l'auteur de ces lignes se sont rencontrés et ont conversé fréquemment avec presque tous les membres du Bureau politique : aucun d'eux n'a jamais considéré la lettre comme « une attaque enragée contre l'I. C. ». *Bien au contraire, le secrétaire général, Staline, par ses appréciations, confirma la critique des méthodes de travail de l'I. C. exposée dans la lettre.*

Ces derniers temps, les dirigeants du Comité Central nous ont, à maintes reprises, proposé des postes mais en exigeant de nous l'admission de leur ligne de conduite et l'approbation de leur lutte contre l'opposition de Léninegrad. Comme membres disciplinés du Parti, nous acceptâmes le travail, mais quant à la lutte contre l'opposition qui indique au Parti le danger koulak, nous la déclarâmes désastreuse.

On essaya de nous entraîner dans la lutte en utilisant nos sentiments d'amertume envers ceux qui ont lutté contre nous au 11e Congrès du Parti. On nous a directement et indirectement parlé de ceux qui avaient été les inspirateurs et les guides de la répression contre « l'opposition ouvrière ». On nous apprit que Lénine, invité à intervenir au 11e Congrès pour nous faire exclure du Parti, n'avait pas répondu à l'appel de certains membres du Comité Central. Mais quelque amers que soient parfois certains griefs et souvenirs personnels, nous n'avons pas estimé possible de nous laisser aller à des motifs de vengeance politique et personnelle. Toute notre vie, nous n'avons été guidés que par les intérêts de notre Parti prolétarien et de sa victoire finale.

TRÊVE DE MENACES

Non, ce n'est pas le danger de droite qui a incité la *Pravda* à commenter la lettre de Medvediev après deux ans. *Ce danger menace le Parti mais pas de notre côté.* Le ton de l'article, le choix des citations et l'usage de faux témoignent d'autre chose. En nous choisissant comme but de leur attaque, nos dirigeants ont décidé de réprimer l'esprit d'opposition grandissant. Toutes les tendances d'opposition prolétariennes communistes sont maintenant dirigées contre le bureaucratisme qui étouffe le Parti, contre le régime interdisant toute initiative de critique communiste, et contre l'écrasement de toute pensée communiste indépendante des fonctionnaires. La bureaucratie du Parti se défend, et, dans ce but, ne recule devant aucun moyen. Mais de telles méthodes ne pourront rien contre les phénomènes d'opposition. En nous diffamant, nous ou d'autres camarades, on ne peut troubler et effrayer que des capons politiques. Aucun prolétaire ayant travaillé avec nous ou nous ayant entendu n'ajoutera foi aux calomnies à notre sujet.

Nous voici de nouveau avec une « menace de juillet » suspendue sur nos têtes. Mais nous avons envisagé sans peur la menace de juillet de 1917 et nous ne craignons pas les menaces de juillet de la *Pravda.* Convaincus de la victoire finale du prolétariat révolutionnaire de notre pays sur toutes les forces petites-bourgeoisistes, nous ferons tout pour que la « démocratie ouvrière » triomphe à l'intérieur de notre Parti et pour faire disparaître, dans l'intérêt de l'unité véritable, le système de persécution, de mouchardage, de diffamation et de menace qui désorganise nos rangs.

A. CHLIAPNIKOV.

⁂

P. S. — Signe des temps : devant le dégoût général, il a fallu que les faussaires tentent une explication, *après avoir fait usage de leurs faux pendant plus de deux mois* et ainsi créé une légende Medvediev dans l'Internationale. Dans le dernier numéro du *Bolchévik,* on trouve, signée V. L., une piteuse « réponse » d'une trentaine de pages à Chliapnikov, la quantité compensant la qualité... Certes, on n'attendait pas des faussaires un acte de contrition : mais qu'ils aient le toupet « d'expliquer » leurs faux en disant qu'il existe deux textes différents du document, l'un falsifié par les amis de Medvediev (! !), cela dépasse les bornes.

Selon l'usage depuis la « bolchévisation », la « réponse » ne répond à aucune des affirmations, à aucun des arguments de Chliapnikov. Elle ne fait qu'exhumer les polémiques d'autrefois entre l'opposition ouvrière, Lénine, Trotsky, Radek, Smilga et autres. On connaît ce système de déballage écœurant.

Un autre procédé sempiternel consiste à réfuter la critique en affirmant qu'elle correspond aux paroles de l'ennemi extérieur. Encore un bel exemple d'élévation d'esprit ! Ainsi, il suffit à Milioukov de déclarer que 2 et 2 font 4 pour que le « léniniste » bon teint soit tenu de prétendre que 2 et 2 font 5. Et quand la presse de l'émigration puise dans la *Pravda* de tristes témoignages sur la réalité soviétique ? Et quand les *Dni* contre-révolutionnaires du 5 septembre appellent la population russe à se prononcer « *pour Staline et contre Zinoviev* » ? Et quand le *Morning Post* jingoe du 20 janvier 1925 écrivait contre Trotsky, à la louange de Staline : « *Dans l'intérêt le meilleur de la civilisation européenne, c'est sans doute une satisfaction d'apprendre que le triumvirat l'emporte* » ? Et quand le *Daily Mail* nationaliste constatait joyeusement, à la même date, saluant la défaite de Trotsky, que « *l'élimination de Trotsky du Commissariat de la guerre montre que si les chiens ne se mangent pas entre eux, le bolchévik dévore le bolchévik* » ?

Il faut plaindre les pauvres gens qui en sont tombés à ce niveau de la diatribe. Leurs clichés usés ne leur rendront pas de prestige. — B. S.

Le Carnet du Sauvage

Une heure avec Fimmen.

Je n'avais pas vu Fimmen depuis le Congrès de Lille en 1921. J'ai tenu à le revoir au Congrès des Transports.

La salle des Ingénieurs civils est vide quand je m'amène, mais au fond, à la table de l'estrade, deux hommes tête penchée, travaillent. L'une de ces têtes, blanche et forte, est sûrement celle de Fimmen. Je m'avance.

— La presse est-elle admise au congrès ?

— Non, pas aux réunions de commission. Seulement aux séances plénières, dans quelques jours.

— Pourriez-vous m'accorder un moment d'entretien ? Je suis Monatte...

Un bon sourire, une main qui se tend. On bavarde. Mais trois heures vont sonner et les commissions reprendre leur travail. Rendez-vous est pris.

... C'était l'un des derniers jours du Congrès. Je demande d'abord à Fimmen quelles sont ses impressions.

— Un bon travail pratique a été fait par les Commissions de catégories, notamment par les marins. Nous n'avons pas eu de grands débats dans les séances plénières, « même sur mon cas », et cela donne peut-être un caractère terne à ce congrès, , mais la Fédération internationale des Transports qui a doublé ses effectifs depuis deux ans continuera du même pas sa progression.

— Où en est le mouvement pour l'unité au sein de l'Internationale d'Amsterdam ?

— Il paraît ralenti, mais il n'en est rien. L'idée d'unité internationale s'enfonce dans les rangs des syndiqués.

— Cependant, le Comité anglo-russe est bien malade. Il est impossible de la part des Russes de le maintenir tout en cognant sur le Comité général des Trade-Unions. On ne peut concilier ces deux politiques.

— Evidemment, ce n'est guère facile. Mais le Comité anglo-russe ne pouvait donner beaucoup plus de résultats qu'il n'en a donnés; il était surtout un comité de « têtes », un comité limité à deux pays. Il serait utile d'envisager son élargissement à toutes les organisations qui réclament l'unité internationale, par exemple la Norvège, qui est en dehors des deux Internationales, le Mexique, qui est dans le même cas, les mouvements des pays balkaniques, etc.

La résistance au courant d'unité vient surtout des Français et des Belges. Ce sont vos délégués qui, partout, dans tous les secrétariats internationaux sont les plus acharnés contre l'admission des syndicats russes et contre l'unité.

— Je vous crois sans peine, et je n'en suis pas fier, mais ne pensez-vous pas que la C. G. T. allemande soit le gros facteur de la résistance ?

— Du tout. Du fait qu'il n'y a pas eu scission en Allemagne des courants différents existent dans l'organisation. Si Leipart, par exemple, se prononce contre l'admission des Russes, Dissmann répond : Pourquoi ne pas les admettre ? Il se forme en définitive une opinion collective moins rebelle à l'unité.

— Ce qui distingue ce qu'on appelle la « gauche » d'Amsterdam, c'est naturellement sa revendication de l'unité, mais ne se caractérise-t-elle pas par d'autres principes ?

— Il est assez difficile de répondre.

— C'est sur des problèmes pratiques que vous prenez des positions particulières. Par exemple sur le Bureau international du Travail, vous ne manifestez pas grand enthousiasme.

— Sans doute, nous n'en attendons pas grand'chose. Nous préférons compter sur la force de l'organisation syndicale elle-même.

— Un passage de votre rapport au Congrès sur la grève anglaise m'a frappé, celui où vous parlez des contrats collectifs :

Les contrats collectifs passés indépendamment les uns des autres constituent également souvent un obstacle aux actions internationales ; car ces contrats contiennent généralement des dispositions qui ne permettent, dans les cas les plus favorables, à une organisation d'engager un mouvement qu'en observant un préavis de quinze jours ; dans bien des cas, la liberté d'action se trouve même enrayée pour toute la durée du contrat. Pratiquement parlant, ces dispositions rendent, pour ainsi dire, impossible de mener une action internationale commune. Ce qu'on considère souvent comme une preuve de la puissance et de l'influence de l'organisation, c'est-à-dire la reconnaissance par le patronat et la conclusion d'un contrat collectif, devient parfois, au point de vue international, un défaut de l'armure. L'I. T. F. et ses organisations auront, comme un premier devoir, à envisager ce danger et veiller à ce qu'il soit supprimé, afin que la possibilité de pratiquer la solidarité internationale soit non seulement sauvegardée mais pratiquement étendue.

— L'expérience nous a fait toucher du doigt certains défauts des contrats collectifs, mais nous croyons possible de corriger ces défauts sans condamner l'idée même des contrats collectifs comme les condamnait avant guerre le syndicalisme révolutionnaire.

Amsterdam a déjà emprunté pas mal de choses à votre syndicalisme, pas celle-là. Avez-vous remarqué que le boycottage de la Hongrie, l'arrêt des munitions pour la Pologne s'inspirèrent de votre conception ?

— Jusqu'à la grève générale qui devient une arme employée partout, excepté en France. Dites-moi, vous qui connaissez bien Bevin; il est partisan de la grève générale pour des objectifs économiques non pour des fins révolutionnaires. Etait-il déjà partisan de la grève générale pour des objectifs économiques depuis longtemps ou bien vient-il seulement d'y être gagné par la vertu des nécessités ? Et s'il a fait ce pas, qu'est-ce qui dit qu'un jour il ne fera pas le second, gagné toujours par la même vertu ?

— Non, je ne sais pas ce qu'il fera. Cependant Bevin est un homme de tempérament. Il est bien sûr que le mouvement avance lentement, mais qu'il avance.

— Que devient votre idée de la réorganisation de l'Internationale d'Amsterdam sur la base des secrétariats internationaux d'industrie ?

— Elle n'est pas abandonnée. Mais pour qu'elle se réalise il faut que les secrétariats internationaux aient une vie active, ce qui n'est pas toujours le cas. Pensez à ce que pourrait faire un secrétariat international actif des mineurs ? Mais du côté des Fédérations internationales, chaque fois qu'un de leurs secrétaires cesse de dépendre de son organisation nationale pour être vraiment l'homme de son organisation internationale, il sympathise avec mon idée.

Nous avions fait le tour des principales questions. Ce fut au tour de Fimmen de m'interroger.

— Nous ne nous sommes pas vus depuis Lille. Dites-moi donc pourquoi la minorité d'alors protesta tellement contre mon discours ?

— Vous nous aviez lardé les flancs de plusieurs coups déjà, quand vous nous avez dit quelque chose dans ce goût : « Si vous croyez qu'à Amsterdam il n'y a que des traîtres et des jaunes, pourquoi y restez-vous ? » C'est cela qui nous a fait cabrer.

— Oui, j'ai pu dire cela. J'étais alors dans cet état d'esprit.

— A votre tour de m'expliquer comment le Fimmen de 1921 est devenu le Fimmen de 1923-1926, le Fimmen du front unique et de « l'unité sans vainqueurs ni vaincus ». Est-ce que l'hypothèse émise dans l'introduction à la brochure publiée par l'I. S. R. et réunissant vos articles et discours « Vers le front unique international », est juste ?

— Il faut remonter plus loin que l'occupation de la Ruhr. D'abord j'ai été toujours un combatif et je ne comprends pas qu'une organisation faite pour combattre ne le fasse pas. Déjà au Congrès de la Paix convoqué à La Haye par l'Internationale, j'avais défendu un point de vue mi-pacifiste, mi-révolutionnaire qui tranchait un peu. Est venue ensuite mon enquête en Pologne et ce que j'ai appris sur la pression faite par le gouvernement français pour lancer la Pologne contre la Russie. Puis ç'a été l'occupation de la Ruhr et l'impuissance de notre mouvement. Alors j'ai écrit mon article « Janvier terrible ». Face à l'impérialisme menaçant je n'ai vu dès lors de salut que dans le front unique et dans la reconstitution de l'unité syndicale internationale. — P. M.

UNE ANCÊTRE DU FÉMINISME ET DU SOCIALISME

FLORA TRISTAN

> « *L'ouvrier a peu de confiance en lui-même, voilà ce qui est alarmant. Le jour où ils comprendront qu'ils peuvent et qu'ils doivent être la tête et le bras, ils seront sauvés. Mais ils n'en sont pas là.* »
>
> Flora Tristan (1843).

Un ouvrage qui est paru récement à la librairie Rivière : *La Vie et l'Œuvre de Flora Tristan*, par M. J.-L. Puech, nous permet d'étudier une personnalité vigoureuse et originale et en même temps éclaire pour nous quelques points de l'histoire des travailleurs, et des idées qui trouvaient écho auprès d'eux au cours de la monarchie bourgeoise de Louis-Philippe.

Flora Tristan fut une figure intéressante de ce mouvement ouvrier, et M. J.-L. Puech n'hésite pas à la qualifier d'apôtre et à voir en elle « l'ancêtre du mouvement féministe et du socialisme ouvrier ».

Mais, qui, en dehors de quelques historiens et d'une petit nombre de militants connaît cette femme remarquable ?

Fille d'un noble Péruvien, uni par un mariage religieux clandestin à une Française, elle fut, lorsque le sort la fit orpheline de père, dédaignée par la noble famille et élevée dans la pauvreté par sa mère.

Pour l'enfant pauvre, une instruction rudimentaire en dépit qu'elle fût très certainement bien douée. Elle dut à sa vie aventureuse et à son intelligence sans cesse en éveil la culture dont ses divers ouvrages témoignent.

Sa mère, comme tous les parents lorsqu'il s'agit d'une fille, ne voyait d'avenir possible pour elle que dans le mariage. Aussi, à dix-sept ans, Flora Tristan belle et séduisante, entrée comme ouvrière coloriste chez un lithographe fut-elle courtisée par son patron et mariée bien vite. Eût-elle été une femme ordinaire, ce mariage eût pu durer comme tant d'autres, mais le caractère impétueux, voire parfois irascible de la jeune femme, n'était pas fait pour le joug. D'autre part, le mari apparaît un bien triste sire. Bref, à vingt et un ans, ayant déjà deux enfants et sur le point d'être mère une troisième fois, abandonne-t-elle le domicile conjugal en emmenant les enfants.

Alors commence pour elle une existence de luttes et de procès, pour garder ses enfants et obtenir la séparation de corps — le divorce ayant été aboli — sans parler de l'âpre combat pour gagner le pain quotidien. Flora Tristan éprouva par elle-même tout ce que la vie d'une femme peut connaître d'asservissement et ce fut contre la misère de la créature féminine pauvre qu'elle réagit tout d'abord et qu'elle osa, pour extirper cette misère, se mettre en marge de la société.

« ...Sa vie, dit M. J.-L. Puech a été une lutte pour son affranchissement de femme, elle a prouvé en réalité que dans une société où la femme est essentiellement un être asservi, son essai d'émancipation individuelle la met simplement en dehors de cette société. »

Eloignée de son mari, elle quitta son travail d'ouvrière coloriste, fut vendeuse, puis femme de chambre dans une famille anglaise qu'elle suivit en Angleterre pendant plusieurs années. Elle obtint durant cette période la séparation d'avec son mari et subvint à l'entretien de ses trois enfants en pension chez sa mère, puis elle songea à réclamer l'aide de sa famille paternelle et partit au Pérou pour la solliciter. Mais elle savait que cette famille, d'esprit étroitement catholique n'admettrait point qu'elle eût quitté son mari, aussi reprit-elle son propre nom pour ce voyage et laissa-t-elle en France ses enfants.

Cette situation fausse amena au cours du voyage une série de péripéties tantôt pénibles, tantôt romanesques dont elle a laissé le récit, accompagné de notes sur la vie au Pérou, dans l'ouvrage : « *Les Pérégrinations d'une Paria* ». Selon son biographe d'aujourd'hui, ce mot évoque bien l'idée qu'elle se faisait d'elle-même : une Paria, paria par sa naissance irrégulière, paria par son mariage malheureux, paria par tous les incidents poignants ou mesquins de la vie à laquelle la réduisaient les lois et les mœurs.

En 1834, de retour du Pérou, avec la promesse d'une faible pension, elle commence à écrire et publie une petite brochure : « *Nécessité de faire bon accueil aux femmes étrangères* » où se manifeste un internationalisme assez rare à l'époque.

De nouvelles tribulations l'attendaient avec son ex-mari. Il semble difficile, selon M. Puech, de juger si les torts n'étaient point partagés. Quoi qu'il en soit les choses allèrent jusqu'à une tentative d'assassinat dans laquelle Flora Tristan fut blessée assez grièvement et qui fit envoyer l'homme au bagne.

De ce moment date pour Flora Tristan sa vie libre d'apôtre. Elle avait été frappée, lors de ses divers séjours en Angleterre de la condition des ouvriers britanniques; elle connaissait par expérience, en France, les logis sordides et la vie misérable des travailleurs sans argent, aussi d'année en année, l'idée se précisa pour elle d'une sorte de « mission » qu'elle aurait à remplir pour tirer la classe opprimée de sa misère.

Au cours d'un nouveau voyage en Angleterre, en 1839, elle eut connaissance du mouvement chartiste qui la séduisit, et l'exemple d'O'Connell, propagandiste de l'Irlande, lui fut comme une révélation.

A son retour en France une nouvelle œuvre, *Promenades dans Londres*, attira l'attention publique. Les questions sociales qui s'y trouvaient soulevées étaient alors le thème de nombreuses discussions dans tous les milieux. Les observations que la voyageuse rapportait de l'Angleterre, ses études sérieuses furent appréciées généralement et les milieux fouriéristes recommandèrent le livre et firent bon accueil à l'auteur. En deux ans, le livre eut quatre éditions, dont deux populaires, ces dernières portant cette dédicace aux classes ouvrières : « Travailleurs, c'est à vous, tous et toutes, que je dédie mon livre; c'est pour vous instruire sur votre position que je l'ai écrit : donc, il vous

appartient. » Et M. J.-L. Puech ajoute : « Flora insiste (dans la préface) sur le malheureux sort des prolétaires de tout pays et ses exhortations ne se limitent pas aux frontières d'une nation. »

Elle vit alors à Paris, rue du Bac et se crée une sorte de salon où fréquentent des personnalités variées, préoccupées du mouvement social. Des controverses qui s'y tinrent sortit l'ouvrage qui lui donne une place honorable parmi les fondateurs du socialisme : « *L'Union ouvrière* ».

Dans l'*Union ouvrière,* Flora Tristan pose nettement en fait l'existence de la lutte de classes, mais fidèle aux théories humanitaires de l'époque, répudie la nécessité de la violence. Elle engage les ouvriers — et aussi les ouvrières — à se grouper en une classe qui, pour conquérir sur les autres classes son indépendance devra être une vaste association des travailleurs de tous les pays : « L'Union universelle des ouvriers et des ouvrières », dont elle définit ainsi le but :

« *Elle a pour but : 1° de constituer l'unité compacte, indissoluble de la classe ouvrière;*

2° de rendre au moyen d'une cotisation volontaire donnée par chaque ouvrier, l'Union ouvrière propriétaire d'un capital énorme;

3° d'acquérir au moyen de ce capital, une puissance réelle, celle de l'argent;

4° au moyen de cette puissance, de prévenir la misère, et d'extirper le mal dans sa racine, en donnant aux enfants de la classe ouvrière une éducation solide, rationnelle, capable d'en faire des hommes et des femmes instruits, raisonnables, intelligents et habiles dans leurs professions;

5° de récompenser le travail tel qu'il doit l'être, grandement et dignement. »

S'inspirant des phalanstères de Fourier, Flora Tristan propose de créer à l'aide d'une cotisation ouvrière de 2 francs par an, et qui devait produire des millions puisque les ouvriers sont au nombre de sept à huit millions, des palais ouvriers, vastes établissements d'éducation, de vie en commun, des maisons de retraites pour les travailleurs âgés... Elle commença à propager ces idées avec un succès assez considérable parmi les travailleurs parisiens et conçut le projet d'évangéliser aussi les grands centres industriels de province. Elle entreprit une sorte de Tour de France analogue à celui des compagnons ouvriers, organisa çà et là quelques noyaux prolétariens, mais mourut à Bordeaux en novembre 1844 d'une maladie — fièvre typhoïde sans doute — contractée au cours du voyage.

Telle est l'héroïne du copieux et consciencieux travail de M. J.-L. Puech. Après avoir décrit dans la première partie de son ouvrage, cette vie aventureuse, d'un caractère bien romantique, l'auteur nous retrace dans la seconde l'évolution de Flora Tristan.

Il nous montre ce qu'elle a emprunté aux théories en cours (Owen, Saint-Simon, Fourier) et aussi ce que lui apporta la remarquable élite ouvrière de cette période. Il nous fait connaître aussi l'accueil que lui firent les travailleurs et le rayonnement qu'eut sur quelques points les idées qu'elle apportait.

Au point de vue féministe, Flora Tristan a soulevé à peu près tous les problèmes qui regardent la femme : le divorce, la prostitution, le rôle social de la femme, sa place au travail, tout est étudié au cours du long réquisitoire contre la société marâtre que fut sa vie, et il nous faut avouer que nombre de ces questions sont encore pendantes et que nous sommes réduits à présenter les mêmes solutions que celles qu'elle préconisait.

Au point de vue religieux, M. J.-L. Puech nous la montre déiste bien que violemment anti-cléricale; sur le terrain politique, elle est d'orientation républicaine, condamne vigoureusement Napoléon — et c'était le moment du grand battage napoléonien — défaitiste avant la lettre, elle nomme Waterloo, « le fait providentiel » et « le second triomphe de la liberté ».

Il serait assez puéril de mettre en regard des dates : celle de la propagande pour l'*Union universelle des ouvriers et des ouvrières* et celle, ultérieure, de la fondation de l'*Association internationale des Travailleurs;* l'absence d'éducation première de Flora Tristan, sa mort prématurée, ne lui ont pas permis peut-être de donner toute sa mesure et son œuvre reste menue devant celle de l'auteur du *Capital.* Cependant l'oubli qui est tombé sur son nom — sans doute parce que c'était le nom d'une femme — est certainement injuste.

Son apport n'est pas négligeable. Nous avons parlé de son internationalisme, de sa conception de la lutte de classes. Mentionnons aussi l'idée que le salut du prolétariat ne saurait venir que de lui-même. Elle juge parfois sévèrement l'ouvrier arriéré et ses tares, mais elle trouve les invectives les plus colorées à l'adresse du bourgeois et du petit-bourgeois : « la race, dit-elle, qui m'est le plus antipathique »; « un bourgeois me fait l'effet d'un navet bouilli pour la troisième fois »; la bourgeoisie de province est « plus ignoble que nature ».

Comme Proudhon, elle s'attaque à la base même de la société bourgeoise avec la plus grande vigueur: « Toute propriété est vol... Il faut jeter sur la propriété un anathème terrible. Il faut qu'avant dix ans la plus grande des injures soit celle-ci : tu es un propriétaire ! »

Ce n'est pas dans un cadre étroit comme celui d'un article qu'on peut prétendre montrer une pensée avec ses nuances,qu'on peut en souligner les erreurs ou les insuffisances. Mais si l'on veut présenter un jugement d'ensemble, on peut dire que les conceptions de Flora Tristan marquent un pas en avant sur le socialisme de Saint-Simon et de Fourier et font déjà pressentir Karl Marx et Engels. N'est-il pas d'ailleurs probable que Karl Marx eut largement connaissance des idées de Flora Tristan? Il était alors à Paris, et, avec quelques camarades, dont un au moins était assidu aux réunions de la rue du Bac, éditait la revue *Les Annales franco-allemandes.*

Cela ne ferait que vérifier une fois de plus le fait qu'un grand penseur est moins souvent un initiateur original, un créateur, que l'homme de son temps qui sait le mieux faire converger dans un seul grand courant les idées tendant vers un même but.

Dans le grand courant du socialisme que synthétise Karl Marx, Flora Tristan tient une place honorable et M. J.-L. Puech, en nous donnant le récit de sa vie mouvementée, tragique parfois, parvenue à son terme au moment où elle engageait vraiment l'action, répare un injuste oubli, tout en nous donnant un aperçu du bouillonnement profond qui agitait les masses ouvrières, bouillonnement d'où sont sorties et les secousses de 1848, et aussi l'Association internationale des Travailleurs.

MARTHE BIGOT.

PROUDHON ET MARX (1)

II

Si Proudhon, *comme Saint-Simon et Fourier,* fut dépassé par Marx... : c'est à dessein que j'ai rapproché le nom de Proudhon de celui des deux grands utopistes du socialisme; on ne saurait, en effet, oser ce rapprochement sans faire éclater aussitôt quelle différence énorme et fondamentale sépare Proudhon des deux célèbres *pré-socialistes.* Il est impossible évidemment de voir en Proudhon un utopiste; et si, comme nous l'avons dit sa pensée socialiste oscille entre le mythe de la Révolution française et le mythe de la Révolution prolétarienne, c'est que, paysan dans l'âme, le travail agricole est resté pour lui le travail éminent, et comme le travail par excellence, premier par la noblesse, la pureté et la dignité, et qu'à ce titre, la destruction de la féodalité lui parut toujours l'événement capital du monde moderne; mais si le passage de l'utopie à la science dans le socialisme, c'est bien, comme l'a défini Engels lui-même, le passage d'une conception *extra-prolétarienne* à une conception *prolétarienne,* le prolétariat devenant non seulement *l'objet,* mais *le sujet,* et un *sujet créateur,* du socialisme, on ne contestera pas, je pense, que Proudhon n'ait nettement dépassé la phase utopique et ne doive être rangé, à côté de Marx, parmi les socialistes dits scientifiques. Pour Saint-Simon et Fourier, le socialisme est encore une *théorie sociale* à réaliser par *en haut,* par l'initiative des classes possédantes (Fourier attendit toute sa vie le millionnaire qui lui eût permis de passer à la pratique, et le caractère *bourgeois* du saint-simonisme est évident); pour Marx et pour Proudhon, le socialisme est à réaliser par *en bas,* il sera le résultat de l'initiative des masses ouvrières elles-mêmes et du *devenir prolétarien :* seulement, Marx met décidément l'accent sur le côté spécifiquement *ouvrier,* tandis que Proudhon pense encore beaucoup aux producteurs ruraux; pour Marx, le moteur de la Révolution sera le prolétariat de la grande industrie, entraînant les masses rurales; pour Proudhon, il finira bien, dans la *Capacité,* par reconnaître le rôle prépondérant des classes ouvrières proprement dites, mais ses conceptions resteront *rurales,* par suite plus spécifiquement *juridiques;* et il cherchera toujours à réaliser dans l'industrie elle-même les conditions qui pourront faire du travail industriel un travail aussi libre, aussi indépendant, aussi *noble,* que le travail agricole.

Et voilà bien, en définitive, ce qui sépare Proudhon de Marx : en sa qualité de *rurale,* c'est le Droit qui domine la pensée proudhonienne; au fur et à mesure qu'elle se précise davantage, elle devient de plus en plus juridique et tend comme vers un idéal de mieux en mieux défini et caressé à un socialisme dont une sorte de *droit romain* serait l'âme; la pensée de Marx, au contraire, présente encore des traces de *scientisme,* et Sorel a pu écrire naguère, dans la *Revue de Métaphysique et de Morale,* un article où il posait la question de savoir *s'il ne restait pas de l'utopie dans le marxisme.* Or, le droit est plus rigoureux et plus précis que la science; et l'absence de préoccupations juridiques est ce qui constitue, en dernière analyse, la faiblesse du marxisme. Si l'on veut aller au fond des discussions qui déchirent actuellement le monde socialiste, et qui se cristallisent autour de la fameuse « dictature du prolétariat », on pourra facilement constater que ces discussions mettent aux prises d'une part les *politiques* du socialisme et d'autre part les *juridiques;* et que ce qui divise par exemple les communistes des syndicalistes révolutionnaires, séparés on le sait par la question de décider qui, du parti ou du syndicat, est l'organe essentiel de la lutte de classe, c'est que les premiers, renouvelant en partie les erreurs du vieux guesdisme, ont une tendance à croire toute difficulté résolue par la prise du pouvoir central par un parti, tandis que les seconds, soucieux avant tout de ne pas voir se rétablir, sous une forme à peine nouvelle, la vieille prépotence d'un Etat vivant en parasite sur le corps des producteurs, et considérant le parti comme un organe encore transcendant à la classe ouvrière elle-même et susceptible de la remettre en tutelle, veulent faire du syndicat, formation purement prolétarienne, l'épine dorsale du mouvement socialiste et l'organe par excellence de réalisation du nouveau droit, que sera le droit prolétarien. Arturo Labriola avait bien discerné naguère, dans son livre sur Marx, *ce résidu d'utopisme* que contient le marxisme. « En fait, écrivait-il, si la vérité est connue seulement du penseur révolutionnaire, il acquiert sur les masses et sur le cours historique un pouvoir qu'on n'aurait jamais soupçonné. Par-dessus le devenir historique inconscient, il surgit, conducteur conscient du char de l'histoire, qu'il dirige vers un destin sûr et prévu de lui. Un nouveau joug n'est-il pas ainsi préparé aux masses ? Le pouvoir tyrannique de la Social-démocratie n'est-il pas contenu en germe dans la doctrine marxiste des catégories économiques ? Quand nous considérons l'importance que ce parti a prise dans le mouvement socialiste et que nous nous rappelons qu'il est dirigé par un certain nombre d'hommes, nous ne pouvons nous empêcher de réfléchir que la source lointaine de cette déviation est dans le rôle que le marxisme attribue au « penseur révolutionnaire »... La dictature que le politicien exerce sur le mouvement socialiste trouve sa prémisse dans ce rôle moralement outrecuidant que Marx attribue au « penseur révolutionnaire ». Dans le marxisme, par l'idéalisme hégélien, s'est infiltré un élément vicieux. Cet élément, c'est le rôle assigné à l'Idéologue. » (*Karl Marx,* p. 107-108.)

On sait qu'Arturo Labriola, qui fut avant la guerre un des théoriciens italiens les plus brillants du syndicalisme révolutionnaire, s'est déclaré l'adversaire des bolcheviks, qui, selon lui, ont établi sur les masses ouvrières et paysannes russes une

(1) Voir la *Révolution Prolétarienne* de septembre.

dictature plus odieuse encore que la dictature tsariste. Cette *réaction* personnelle de Labriola vis-à-vis du bolchevisme, nous en trouvons évidemment la source lointaine dans le passage de son livre sur Marx que je viens de rapporter. Et si j'en fais ici mention, ce n'est pas pour la discuter en elle-même, mais pour bien marquer l'origine du différend qui peut s'élever entre communistes et syndicalistes révolutionnaires. Dans la conception marxiste courante, le prolétariat, peut-on dire, n'est pas encore considéré comme une personne majeure; il est encore une espèce *d'instrument passif* entre les mains d'une sorte d'état-major de « penseurs révolutionnaires », une armée dont le rôle est d'enlever de vive force la citadelle capitaliste et d'y introduire et impatroniser ces possesseurs de la vérité sociale définitive, en qui l'on peut voir, dès lors, de simples successeurs des anciens utopistes : ceux-là attendaient le pouvoir de réaliser leur utopie de quelque millionnaire ou même d'une puissance régnante, empereur, roi ou prince quelconque; nos « penseurs révolutionnaires », nos « chefs marxistes » l'attendent du prolétariat considéré comme un *bras* dont ils sont la *tête* — voilà toute la différence. Dans la conception syndicaliste révolutionnaire, le prolétariat est, au contraire, regardé comme une personne majeure et parfaitement autonome, qui n'a pas d'utopies toutes faites à réaliser par décret, mais qui entend parfaire son émancipation *par lui-même et à son idée.*

Proudhon, toute sa vie, a combattu et rejeté le communisme, appelé par lui « l'organisation de la misère ». Il rejetait le communisme, au même titre que l'économisme, les mettant tous deux dans le même sac. Marx a interprété cette attitude de Proudhon *comme une incapacité petite-bourgeoise* de choisir entre l'*économisme* de la bourgeoisie et le *communisme* du prolétariat : Proudhon, toujours comme un petit-bourgeois, aurait été ballotté entre les deux grandes classes de la société moderne, sans pouvoir se décider à choisir nettement entre elles. Le communisme que rejetait Proudhon — Proudhon pensait soit à Louis Blanc, soit à Cabet — c'est cependant ou *l'étatisme* (et Marx rejette également l'étatisme) ou ce *socialisme fraternitaire,* qui constitue une véritable *nuit juridique* et qui est bien loin également du marxisme; et Sorel a pu, très légitimement, émettre des doutes sur le « communisme » de Marx. On pourrait en effet se demander si Marx était davantage un « communiste », qu'il n'était un « marxiste », de ce marxisme à propos duquel il déclara un jour, dédaigneusement : « Moi, je ne suis pas marxiste. » D'ailleurs, pour bien juger de ce « communisme » de Marx, relisons dans *La Commune de Paris* le chapitre intitulé « La portée historique de la Commune » et nous y trouverons ces lignes caractéristiques (c'est dans les écrits historiques de Marx qu'on peut le mieux juger de son *marxisme;* le *Capital* lui-même n'est pas tant une œuvre d'économie métaphysique qu'une description de la genèse historique du capitalisme) : « C'est un fait étrange : malgré toutes les grandes phrases, malgré l'immense littérature consacrée, depuis soixante ans, à l'émancipation du travail, *dès que les travailleurs eux-mêmes se risquent, pour de bon, à aborder ce sujet,* on voit aussitôt se soulever contre eux la phraséologie optimiste des intarissables défenseurs de la société actuelle avec ses deux pôles opposés : capital, salariat asservi (le propriétaire foncier n'étant aujourd'hui que l'associé commanditaire du capitaliste); comme si la société capitaliste était toujours dans l'état le plus pur de l'innocence virginale; comme si les antagonismes qu'elle recélait ne s'étaient pas encore développés; comme si ses fraudes n'avaient pas été condamnées, ni ses réalités abominables mises à nu. « La Commune, s'écrie-t-on, veut abolir la propriété, base de toute civilisation ! » Oui, Messieurs, la Commune se proposait d'abolir cette *propriété de classe* qui crée avec le travail du plus grand nombre la richesse du plus petit. Elle visait à exproprier les expropriateurs. *Elle voulait faire de la propriété individuelle une vérité,* en transformant les moyens de production, la terre et le capital, qui servent aujourd'hui surtout à asservir et à exploiter le travail, en de simples instruments du travail libre et associé. Mais c'est du communisme, du communisme impossible ! Pourquoi donc cela ? Les membres des classes dirigeantes qui possèdent assez d'intelligence pour voir l'impossibilité de perpétuer le régime actuel — et ils sont nombreux — sont devenus des apôtres zélés de la production coopérative; ils en ont plein la bouche. Or, si la *production coopérative* ne doit pas rester un leurre et un piège, si elle doit remplacer le système capitaliste; si *des sociétés coopératives* doivent régler la production nationale sur un plan commun, en la plaçant sous leur propre contrôle et en mettant fin à l'anarchie constante et aux convulsions périodiques qui sont les conséquences inévitables de la production capitaliste, que sera-ce donc, Messieurs, si ce n'est le communisme, le communisme *possible ?*

« Les travailleurs n'espéraient pas des miracles de la Commune. *Ils n'ont pas d'utopies toutes prêtes à introduire par décret du peuple.* Ils savent bien que pour réaliser leur propre émancipation et en même temps la forme plus noble vers laquelle la société actuelle se dirige par ses propres forces économiques, *ils auront à traverser de longues luttes et toute une série de progrès historiques, qui transformeront les circonstances et les hommes.* Ils n'ont pas *à réaliser un idéal,* mais à dégager les éléments de la nouvelle société que la vieille société bourgeoise elle-même porte en ses flancs. Dans la conscience pleine et entière de leur mission historique et avec la résolution héroïque de l'accomplir, les travailleurs peuvent se rire des grossières invectives des gens de plume aux gages des gens du monde et de la protection pédantesque des bienveillants bourgeois doctrinaires, débitant leurs banalités d'ignorants et leurs billevesées de *sectaires* sur un ton dogmatique, *comme s'ils étaient les oracles infaillibles de la Science.*

« Lorsque la Commune de Paris prenait en ses propres mains la direction de la Révolution; *lorsque de simples ouvriers osaient, pour la première fois, empiéter sur le privilège gouvernemental de leurs « supérieurs naturels »*; lorsque, dans les circonstances les plus difficiles, ils accomplissaient leur œuvre modestement, consciencieusement et efficacement... le vieux monde se tordait de rage à la vue du drapeau rouge, symbole de la République du Travail, flottant sur l'Hôtel-de-Ville. »

Ces lignes de Marx sont bien remarquables et nous font voir d'une manière très claire comment Marx concevait la Révolution prolétarienne et *le Communisme possible.* Il n'y a plus ici trace d'utopisme; ni d'idéalisme; ni de scientisme; et ces lignes, tirées de *La Commune de Paris,* c'est-à-dire d'un écrit historique de Marx, jugeant un mouvement historique précis, où, pour la première fois, un gouvernement ouvrier essayait de se for-

mer, sont la meilleure réponse à toutes les billevesées de *sectaires* que des marxistes doctrinaires peuvent débiter aujourd'hui, sur un ton plus dogmatique que jamais, contre le deuxième gouvernement ouvrier qui se soit établi dans le monde, à savoir la République des Soviets de Russie.

Que voyons-nous, en fait, aujourd'hui, où les bolchéviks, après avoir essayé de réaliser le *communisme intégral,* reconnaissent que *ce communisme de guerre,* nécessité par les circonstances tragiques où ils se trouvèrent (la guerre amène toujours en effet une concentration sociale et politique extraordinaire, qui *violente* la société civile, mais ne peut durer) et adoptèrent ce qu'on appelle la « NEP », c'est-à-dire un communisme qu'on pourrait dire *pluraliste,* et non plus *unitaire* — la propriété privée paysanne et artisane, le petit commerce étant laissés libres à côté des industries nationalisées et de l'Etat gardant la haute main sur le commerce international ? Tous nos *idéalistes,* tous nos *révolutionnaires formalistes,* auront une tendance à se dire déçus ou trahis; mais ils ne feront pas avec Marx cette réflexion bien simple et pourtant seule philosophique « que les travailleurs n'ont pas d'utopies toutes prêtes à introduire par décret du peuple » et que l'utopie consiste précisément à croire possible *un communisme intégral,* ce communisme dans lequel Proudhon ne voyait que l'organisation de la misère.

Rien de plus fort, dans l'esprit humain, que le *préjugé unitaire;* rien de plus difficile à faire entrer dans les idées que le pluralisme. Le principe essentiel du marxisme, étant pourtant tout technologique, implique qu'il ne faut *socialiser* que là où la matière économique se prête à la socialisation de par l'état même de la technique et de manière à réaliser le mariage de la propriété et du travail; et que, par conséquent, là où le travail répugne à la forme sociétaire, il faut lui laisser sa forme individualisée. C'est ce que Proudhon avait lumineusement compris; et je ne puis mieux faire ici que de renvoyer le lecteur à ce chapitre de *L'Idée générale de la Révolution au XIXe siècle* intitulé « *Division du travail, forces collectives, machines, Compagnies ouvrières* », où Proudhon a magistralement exposé un tableau pluraliste de la révolution économique que doit accomplir le prolétariat socialiste. Les marxistes ont souvent accusé Proudhon d'avoir une méfiance invincible pour toute forme d'association; c'est tout à fait inexact, et voici au demeurant ce que Proudhon écrit à ce propos : « Là où la production nécessite une grande division du travail, une force collective considérable, il y a nécessité de former entre les agents de cette industrie une *association,* puisque, sans cela, ils resteraient, les uns par rapport aux autres, subalternes, et qu'il y aurait ainsi du fait de l'industrie deux castes, celle des maîtres et celle des salariés, chose qui répugne dans une société démocratique et libre. *Telle est donc la règle que nous devons nous poser, si nous voulons conduire avec quelque intelligence la Révolution.* Toute industrie, exploitation ou entreprise; qui par sa nature exige l'emploi combiné d'un grand nombre d'ouvriers de spécialités différentes, est destiné à devenir le foyer d'une société ou compagnie de travailleurs... *Un chemin de fer, une mine, une manufacture, un navire, etc., sont aux ouvriers qu'ils occupent ce que la ruche est aux abeilles : c'est tout à la fois leur instrument et leur domicile, leur patrie, leur territoire, leur propriété.* Il est surprenant que ceux qui soutiennent avec le plus de zèle le principe d'association n'aient pas vu que tel était son emploi naturel. Mais là où le produit peut s'obtenir sans le concours de facultés spéciales, par l'action d'un individu ou d'une famille, il n'y a pas lieu à association. *L'association n'étant pas indiquée par la nature des fonctions ne saurait être profitable ni de longue durée,* j'en ai donné ailleurs les motifs. » (P. 227-228.)

La politique de la « Nep » pourrait donc, au fond, se définir comme *un retour à Proudhon :* les communistes ne voudront peut-être pas en convenir, parce qu'ils sont imbus, eux aussi, de préjugés unitaires, et qu'il leur répugne d'admettre *ce communisme partiel;* ils diront que Lénine a été obligé par les circonstances de faire machine en arrière et d'opérer ce qu'on appelle une *retraite stratégique;* mais telle n'est pas, à mon sens, la véritable interprétation qu'il faut donner de cette politique : elle n'est pas une *trahison des principes,* elle est au contraire une application plus saine et dégagée de toute utopie des vrais principes marxistes, qui sont en même temps des principes proudhoniens. Il s'agit, comme dit Marx, de faire de la propriété individuelle une vérité : ce que le socialisme vise à supprimer, c'est *la propriété de classe,* qui empêche précisément la propriété individuelle de devenir une vérité. Le monde des producteurs, dont il s'agit d'assurer la souveraineté, se partage entre deux grandes divisions, l'agriculture et l'industrie, la campagne et la ville, les paysans et les ouvriers; il faut assurer leur coopération et leur harmonie et faire disparaître l'antagonisme qui a toujours existé jusqu'ici entre eux. Mais cette harmonie peut-elle être *une unification,* et le communisme est-il possible aux champs comme à la ville ? Proudhon ne le croit pas, et il appuie son opinion de raisons très fortes. « Le travail agricole, écrit-il, constitué sur cette base, apparaît dans sa dignité naturelle. C'est de toutes les occupations la plus noble, la plus salutaire au point de vue de la morale et de l'hygiène, et sous le rapport de l'exercice intellectuel, la plus encyclopédique. Pour toutes ces considérations, le travail agricole est celui qui exige le moins, disons mieux, *qui repousse avec le plus d'énergie la forme sociétaire;* jamais on ne vit de paysans former une société pour la culture des champs, on ne le verra jamais. » (P. 226.)

Les mécomptes que les bolchéviks ont éprouvés dans leur politique agraire prouvent que Proudhon avait raison; et l'on peut être sûr que ces mécomptes, la Révolution les éprouverait également en France, où le paysan est plus avide encore de propriété que partout ailleurs. Pourquoi, dès lors, s'obstiner à vouloir violenter les faits pour rester fidèle, soi-disant, à des principes unitaires ? « Il est ridicule, dit Proudhon, de vouloir soumettre les masses humaines, au nom de leur propre souveraineté, à des lois auxquelles leurs instincts répugnent : il est d'une saine politique, au contraire, il est juste et vraiment révolutionnaire, de leur proposer ce que cherche leur égoïsme et qu'elles peuvent acclamer d'enthousiasme. L'égoïsme du peuple, en matière politique, est la première des lois. » (P. 225.) La « Nep » n'est, en définitive, que la reconnaissance, de la part des bolchéviks, de ces vérités élémentaires; ils sont partis, (et d'ailleurs, encore une fois, par suite de nécessités impérieuses nées des circonstances) d'un plan de communisme intégral; ils sont revenus à un *communisme partiel* beaucoup mieux adapté à la réalité des choses; il ne faut pas voir là, je le ré-

pète, une trahison des sacro-saints principes, mais l'application de « cette saine politique, vraiment juste et révolutionnaire » dont parle Proudhon. Si les communistes étaient *des idéologues*, cherchant à appliquer *une utopie communiste quelconque*, plus ou moins tirée de la République de Platon, on comprendrait leur obstination dans l'erreur unitaire; et c'est là d'ailleurs le grand vice d'un Parti, qui est toujours composé de tels idéologues, et par suite toujours tenté d'élaborer des plans unitaires de reconstruction sociale intégrale; mais Marx lui-même a baptisé les vrais communistes *communistes critiques*, c'est-à-dire qu'il voyait en eux *des réalistes* attentifs avant tout à la leçon des faits et non *des idéalistes*, prétendant régenter ces faits au nom de quelque utopie. Sorel signalait naguère qu'il restait encore beaucoup d'utopie dans le marxisme, je l'ai déjà rapporté; et Labriola avait discerné dans le rôle outrecuidant attribué par Marx au « penseur révolutionnaire » un résidu d'utopisme et d'idéalisme; *le communisme critique*, c'est-à-dire le marxisme dégagé de toute idéologie, doit rejeter tout préjugé unitaire; et je crois que l'influence de Proudhon ne peut être à cet effet qu'extrêmement précieuse et salutaire, parce que Proudhon, plus paysan qu'ouvrier d'après ses conceptions fondamentales, fut moins dupe que Marx lui-même de ce néfaste préjugé, qui est, au fond, la source de toutes les utopies.

***

« L'association agricole est l'association par excellence, *celle qui réalise le plus complètement la notion.* La société la plus parfaite n'est pas, en effet, celle qui réunit des hommes, mais celle qui met la volonté au second plan pour faire passer au premier les intérêts communs existant entre des biens : c'est faute d'avoir compris cette vérité bien simple que les théoriciens de la coopération tombent si souvent dans le bavardage philanthropique. L'union entre les hommes est toujours précaire; elle ne se maintient (après les premiers jours d'enthousiasme) que par routine, indifférence, soumission ou intérêt; et nulle part les intérêts ne sont combinés d'une manière aussi forte, aussi stable et aussi claire que dans les sociétés qui ont pour objet l'amélioration des exploitations rurales... *C'est dans la vie des sociétés agricoles qu'il faut aller chercher la théorie de toutes les sociétés;* on ne saurait faire cette théorie en partant des associations si abstraites que nous montre le droit commercial moderne, ni des simples groupements de bonnes volontés en vue d'œuvres spirituelles, ni de la cité politique. Il faut prendre pour point de départ ce qui contient le plus de moyens de travail fixes, groupés suivant un plan et déterminant l'activité des individus, c'est-à-dire *ce qu'il y a de plus concret dans la vie sociale.* Nous trouvons dans ces sociétés rurales complètes quelque chose d'analogue à ce qui a lieu dans la fabrique moderne. « Dans la manufacture — dit Marx — la division du procès de travail est purement subjective; c'est une combinaison d'ouvriers parcellaires. Dans le système des machines, la grande industrie moderne crée un organisme de production complètement objectif ou impersonnel, que l'ouvrier trouve là, dans l'atelier, comme la condition matérielle toute prête de son travail... *Le caractère coopératif du travail y devient une nécessité technique dictée par la nature même de son moyen.* » Mais, dans la fabrique, tout dépend d'une volonté extérieure, en sorte qu'il n'y a pas d'association, tandis que, dans un syndicat d'arrosage, il n'y a pas de volonté extérieure et toutes les volontés particulières sont directement subordonnées à l'instrument d'amélioration pour tout ce qui concerne le but du syndicat : le caractère capitaliste, qui résulte de ce que le plan de division du travail est revendiqué comme propriété du Capital, ne se trouve plus ici. C'est dans ce genre de production qu'apparaît avec toute son étendue le principe de l'association; c'est à l'étude de tels groupements qu'il faut avoir recours pour comprendre (par des raisons juridiques) les règles relatives au droit des majorités, soit pour la formation, soit pour l'administration des associations. C'est ensuite par les voies de la logique juridique que l'on peut étendre ces règles aux cas les plus abstraits. *C'est toujours dans l'observation de ce qui est le plus concret que le droit se revivifie, tout comme la science.* »

Telles sont les réflexions extrêmement suggestives, et d'inspiration toute proudhonienne, que Sorel fait au sujet des associations agricoles (*Matériaux d'une théorie du Prolétariat,* p. 231, 232, 233). Il semble qu'il y ait ici comme un renversement des valeurs dans l'économie socialiste, celle-ci ayant d'ordinaire attribué à l'industrie le rôle initiateur et révolutionnaire; mais si le socialisme doit, de plus en plus, se distinguer et se séparer de la démocratie; si nous admettons, d'autre part, que la démocratie est essentiellement *un phénomène urbain* et si nous voyons dans les villes, les fameuses *Villes tentaculaires* de Verhaeren, avant tout non des lieux de production, mais des centres de consommation et d'échange (la Ville, c'est la Bourse et le Marché); si, enfin, nous réfléchissons que la grande industrie, comme l'a remarqué Sorel, émigre de plus en plus à la campagne, celle-ci devenant ainsi le lieu par excellence de la production, à la fois industrielle et agricole, et l'agriculture, par son contact plus intime avec l'industrie, cessant d'être le type de la production routinière pour se transformer, elle aussi, en une manière d'exercice, qui, comme le dit Proudhon, a un caractère particulièrement encyclopédique et progressiste, nous voyons s'ouvrir devant nous les perspectives d'une civilisation de producteurs, où la ville, domicile d'élection de l'Idéologie, de l'Echange et de l'Etat, par conséquent de la civilisation démocratique et bourgeoise, sera subordonnée à la campagne, désormais lieu de concentration de la production tant industrielle qu'agricole. Sorel a signalé quelle distinction essentielle il fallait établir, en économie, entre l'échange et la production; l'échange doit être considéré *comme un appareil mécanique,* dont se sert une société productrice pour étendre sa production et lui imprimer un rythme de plus en plus accéléré, et sa socialisation ne présente pas de difficultés capitales; la production, au contraire, est comme un organisme extrêmement délicat, qu'anime un principe interne, auquel on ne peut toucher qu'avec précaution, et qui n'est pas susceptible de modifications successives, mais seulement de transformations radicales : ici, la socialisation est beaucoup plus difficile par conséquent, car nous avons affaire aux ressorts les plus cachés et les plus subtils de l'activité humaine et les mécomptes les plus graves nous attendent, si nous touchons à ces ressorts avec imprudence, légèreté ou maladresse. C'est ce qui a toujours fait du socialisme une doctrine profondément mystérieuse et dont le succès a toujours

semblé jusqu'ici fort aléatoire; l'idée du travail est une acquisition de l'histoire péniblement obtenue, et qui ne se maintient qu'à grand'peine, qui ne s'est maintenue même jusqu'ici que par l'effet de la contrainte et de la nécessité; c'est le fouet du Capital, c'est sa férule, le fameux *Code de fabrique* dont parle Marx, qui a tiré l'homme de sa paresse et de son individualisme de *sauvage;* et le producteur retourne rapidement aux aisances de la *consommation pure,* dès qu'il n'est plus soumis à la dure loi du Maître. Il s'agit de substituer à la discipline patronale une discipline syndicale, à la *maîtrise patronale* une *maîtrise syndicale;* mais quels seront les ressorts de cette discipline syndicale ? Il ne faut pas compter que les sentiments de solidarité et de fraternité seront jamais, d'une manière durable, assez puissants pour maintenir dans les ateliers une discipline du travail qui imprime à celui-ci un rythme progressif; les sentiments sont par nature extrêmement fugaces et instables, et l'association des travailleurs périclitera rapidement, si elle n'est qu'une association fraternitaire; le sentiment de solidarité peut aisément déclencher une grève, c'est-à-dire la cessation du travail, *acte passif;* mais compter sur lui pour être le moteur permanent du travail lui-même, c'est-à-dire de l'effort soutenu et quotidien, c'est se leurrer à trop bon compte. Le socialisme doit enfanter un nouveau type de grandeur humaine, *le travailleur social,* qui apportera à la production tout l'intérêt personnel du propriétaire et tout l'enthousiasme d'un soldat des guerres de la Liberté, ou d'un artisan-artiste, comme celui que suppose la construction des cathédrales au Moyen-âge. Mais comment s'édifiera ce nouveau type de grandeur humaine ?

***

Proudhon, dans sa belle étude sur *le Travail* (*Justice,* T. II, p. 333 et suivantes) a discuté le problème, et voici les belles formules qu'on trouve sous sa plume : « *Les enfantements de l'industrie sont les fêtes de l'humanité...* Or, si la communion sociale, si la solidarité humaine n'est pas un vain mot, que peut être l'éducation du travailleur, que sera son labeur quotidien, sa vie tout entière, sinon de refaire incessamment, en son particulier, en y ajoutant ce qui lui viendra de son inspiration, ce qu'ont fait ses pères ? Ils ont semé dans l'enthousiasme, il recueille dans la félicité. Je demande donc pourquoi l'apprentissage devant être la démonstration pratique et théorique du progrès industriel, depuis les éléments les plus simples jusqu'aux constructions les plus compliquées, et le travail de l'ouvrier, compagnon ou maître, n'ayant qu'à continuer, sur une plus vaste échelle, ce qu'aura commencé l'apprentissage, *je demande pourquoi la vie du travailleur ne serait pas une réjouissance perpétuelle, une procession triomphale ?* Ce n'est plus ici cet attrait passionnel qui devait, selon Fourier, jaillir, comme un feu d'artifice, du milieu de *séries de groupes contrastés,* des intrigues de la *cabaliste,* et des évolutions de la *papillonne.* C'est une volupté intime, à laquelle le recueillement de la solitude n'est pas moins favorable que les excitations de l'atelier et qui résulte pour l'homme de travail du plein exercice de ses facultés : force du corps, adresse des mains, prestesse de l'esprit, puissance de l'idée, orgueil de l'âme par le sentiment de la difficulté vaincue, de la nature asservie, de la science acquise, de l'indépendance assurée; *communion avec le genre humain par le souvenir des anciennes luttes, la solidarité de l'œuvre et la participation égale au bien-être..* Pourquoi dès lors le travail, développé et entretenu selon les principes de la genèse industrielle, remplissant toutes les conditions de variété, de salubrité, d'intelligence, d'art, de dignité, de passion, de *légitime bénéfice,* qui sont de son essence ne deviendrait-il pas, *même au point de vue du plaisir,* préférable à tous les jeux, danses, escrimes, gymnases, divertissements et autres balançoires que la pauvre Humanité a inventés afin de se remettre, par un léger exercice du corps et de l'âme, de la fatigue et de l'ineptie que la servitude du labeur lui cause ? » « Le peuple prétend que le travail serait pour lui une jouissance, *s'il travaillait pour lui-même, s'il était maître de ses opérations,* si la grandeur de l'œuvre et sa variété en ôtaient le dégoût. » « Je ne connais pas de plus grand plaisir, me disait un paysan philosophe, que de labourer; *quand je vire mes sillons, il me semble que je suis roi.* Cultiver la terre est par excellence la fonction de l'homme, de même que soigner le ménage est ce qui sied le mieux à la femme. La chasse, qui a tant d'attrait pour la jeunesse distinguée, est un exercice féroce, qui nous rapproche des carnassiers. » « Le peuple affirme le travail joyeux et demande le droit, sans pouvoir se rendre compte de ce qui produit la joie du travail et en constitue la charte. Il l'a demandée, cette charte, à Louis-Philippe; il l'a demandée à la République; il l'attend de l'empereur; *craignez qu'il ne finisse par se la donner lui-même.* » (P. 348.)

Quand je vire mes sillons, il me semble que je suis roi : ce sentiment du paysan-philosophe de Proudhon, qui doit être le sentiment de tout travailleur, et où l'idée de la propriété se transfigure dans celle de la production, comment deviendra-t-il celui du travailleur industriel, sans propriété, et que l'engrenage capitaliste enchaîne à la machine comme un simple servant et un esclave ? « L'agriculture, écrit Proudhon, centre et pivot de toute industrie, suppose autant de variété dans la connaissance qu'elle en requiert et peut en requérir dans le travail; destinée à devenir le premier des arts, elle offre à l'imagination autant d'attraits que l'âme la plus artiste peut en souhaiter. Ajoutez que s'exploitant généralement par familles, elle donne la plus haute garantie d'indépendance possible. Or la grande majorité des populations appartiennent à l'agriculture. Consultez-les : elles vous diront que ce qu'elles demandent, pour être heureuses, c'est, avec l'instruction suffisante, la propriété, les crédits, la balance économique, la liberté communale, la réduction de l'impôt et l'abolition du service militaire.

« Les petites industries ne présentent pas plus d'embarras. Elles se cumulent facilement soit entre elles, soit avec le travail agricole; loin de se montrer réfractaires au grand enseignement, elles l'appellent, afin que l'ouvrier puisse à volonté changer de métier et circuler dans le système de la production collective, comme la pièce de monnaie sur le marché.

« Restent donc les manufactures, fabriques, usines, ateliers et chantiers de construction, tout ce qu'on appelle aujourd'hui la grande industrie, et qui n'est autre que le groupe industriel formé de la combinaison des fonctions parcellaires. Là, l'habileté manuelle étant remplacée par la perfection de l'outillage, les rôles entre l'homme et la

matière sont intervertis : l'esprit n'est plus dans l'ouvrier, il a passé dans la machine; ce qui devait faire le mérite du travailleur est devenu pour lui un abêtissement. Le spiritualisme, en démontrant ainsi la séparation de l'âme et du corps, peut se vanter d'avoir produit son chef-d'œuvre. *C'est donc une résurrection qu'il s'agit d'opérer.* » Et Proudhon expose à quelles conditions — apprentissage polytechnique et ascension à tous les grades — cette résurrection pourrait s'opérer. Il ne peut plus être question ici, en effet, de propriété privée ni d'appropriation individuelle; pour que le travailleur soit affranchi et acquière ce sentiment dont nous parlions plus haut propre au producteur, il faut qu'il devienne le membre d'une association, où son indépendance sera assurée par l'apprentissage polytechnique et la libre ascension à tous les grades; le groupe travailleur, maître de l'atelier, doit être animé de cet orgueil de la production qu'on trouve chez le producteur paysan propriétaire « qui vire ses sillons avec un bonheur tout royal ». Mais comment le groupe travailleur acquerra-t-il cet orgueil de la production, où le sentiment propriétaire, devenu collectif, transfiguré dans le sentiment enthousiaste de la communion sociale, aura toute la puissance motrice qu'il a aujourd'hui chez un paysan maître de son domaine ?

***

Dans son article *Grèves et Droit au travail*, des *Matériaux d'une théorie du Prolétariat*, Sorel nous montre quels sont les sentiments des grévistes qui prétendent avoir, sur l'usine où ils travaillent, un droit plus réel que celui du patron, et qui, par suite, refusent d'admettre, quand ils se déclarent en grève, que le patron puisse embaucher d'autres ouvriers; et ils ont si bien le sentiment d'une propriété collective virtuelle sur l'atelier où ils travaillent, qu'ils se considèrent déjà comme un groupe travailleur propriétaire collectif, pouvant disposer à ce titre de l'usine et interdire le travail à quiconque, tant à ceux que le patron voudrait embaucher qu'à leurs propres camarades défectionnaires et considérés *comme des traîtres,* empêchant par leur égoïsme et leur lâcheté la réalisation de cette « unanimité héroïque » dont parle Proudhon, nécessaire au triomphe de leur cause. Il y a là, en formation, un sentiment juridique ouvrier, qui, évidemment, est la négation radicale du *droit patronal*, et que la pratique des grèves développe avec une puissance souveraine; nous voyons se former une collectivité ouvrière, où le sentiment de la communion sociale devient si fort qu'il use, vis-à-vis des défectionnaires, des mêmes rigueurs qu'un Etat régulier, en temps de guerre, applique aux réfractaires et aux insoumis; ce sentiment agit ici *pour arrêter le travail*, acte, ai-je dit, tout passif; mais comment ne pas voir qu'il pourrait, sous l'empire des émotions très puissantes suscitées par les luttes syndicales où l'orgueil des victoires comme le souvenir cuisant des défaites communes donnent aux sentiments collectifs une force extraordinaire, *devenir actif* et créer un état d'âme pour ainsi dire épique, dont l'effet, au sein du groupe travailleur, serait de faire considérer tout *mauvais ouvrier* comme un *traître*, une *brebis galeuse*, susceptible, si sa mauvaise volonté reste obstinée d'être honteusement chassé de la collectivité ? Pour comprendre la formation de cette psychologie ouvrière intraitable au mauvais travailleur, il faut évidemment faire intervenir l'orgueil des luttes révolutionnaires soutenues au cours d'un long processus de guerre sociale : et c'est ce que Proudhon, dans la citation que j'ai rapportée, a bien vu, puisqu'il parle « de la communion avec le genre humain par le souvenir des anciennes luttes. » Et c'est ce que Sorel, également, a admirablement mis en lumière dans le beau chapitre des *Réflexions sur la violence,* consacré à la *morale des producteurs* et à sa genèse. Sans doute, si l'on imagine, par une opération de socialisme d'Etat, toute mécanique, une transplantation pure et simple des ouvriers de l'atelier capitaliste dans l'atelier étatiste, on ne peut s'attendre à constater qu'une effroyable baisse du sentiment de la production : l'ouvrier interprète *la liberté acquise*, et *non conquise, comme la possibilité légale de ne plus rien faire.* Un droit ne se donne pas, il se conquiert; des droits concédés, les bénéficiaires ne savent généralement user que dans le sens le plus mauvais. D'où les mécomptes inévitables de tout socialisme *en prédominance politique.* Mais si, entre l'atelier capitaliste et l'atelier socialiste, on intercale un long processus de luttes syndicales, où l'orgueil de la collectivité ouvrière peut acquérir une puissance motrice formidable, tout change d'aspect, et la possibilité d'un enfantement de ce nouveau type de grandeur humaine que j'ai appelé le *travailleur social* apparaît tout à fait plausible et vraisemblable; car c'est ainsi que l'histoire nous montre que se sont toujours formées toutes les élites. « Pour que la grève, écrit Sorel, parvienne à empêcher le chef d'industrie de travailler, il faut que les grévistes puissent établir une police privée, faire des manifestations destinées à intimider la population, l'autorité et les camarades qui se montrent rebelles, menacer ceux-ci de *boycottage.* Les démocrates ne contestent pas que ces procédés ne puissent être employés à l'occasion; mais ils prétendent être juges souverains de la légitimité de ces contraintes; l'administration, guidée par les politiciens, accorderait aux bons électeurs la faveur de pouvoir défendre le travail aux patrons qui n'auraient pas de protections puissantes. Un tel régime doit paraître scandaleux aux hommes qui sont pénétrés d'idées proudhoniennes; si les ouvriers doivent demeurer toujours sous la curatelle des démagogues, ils ne pourront jamais s'élever à la conscience de l'existence de leur classe; pour que le prolétariat acquière l'idée de sa mission révolutionnaire, il faut qu'il ait l'ambition de se créer un système juridique. Il ne s'agit pas ici de déclamations en l'honneur de la justice de la cause populaire, comme en renferme à satiété la littérature de 1848; j'entends, comme Proudhon, que les instincts, les désirs d'amélioration matérielle, les espérances d'un avenir idéal des travailleurs doivent se traduire en doctrines pleines de réminiscences de droit romain; la comparaison de ce système juridique du prolétariat et du système bourgeois donnerait une idée parfaitement claire de la Révolution. » (*Matériaux*, p. 406, 407, article cité.)

Dans le dernier chapitre de la *Misère de la Philosophie*, Marx, parlant des coalitions et des grèves, nous montre comment la classe ouvrière, de *classe en soi*, devient lentement et à travers tout un processus de luttes syndicales *classe pour soi;* et le chapitre se termine sur la vision apocalyptique d'un élargissement formidable des luttes syndicales en une vaste guerre sociale, où le dernier

mot doit appartenir à la force. J'ai déjà signalé que Proudhon répugnait intimement à la proclamation de cette guerre civile entre le prolétariat et la bourgeoisie et que, même dans la *Capacité*, où il finit par déclarer la scission inéluctable et par en faire aux ouvriers une sorte d'obligation morale, il a bien soin de dire que la responsabilité de cette scission incombe, en dernière analyse, à la bourgeoisie. C'est que Proudhon est préoccupé avant tout « de la réalisation du droit dans le corps social ». Et ce n'est pas qu'il soit un partisan du droit naturel, puisque, dans la *Guerre et la Paix*, il a formulé une magnifique théorie du droit de la force et du droit historique; mais il se demande toujours à quelles conditions le triomphe du prolétariat sera une manifestation vraiment nouvelle du Droit; et ce problème ne paraît pas, au contraire, avoir préoccupé Marx au même degré. Marx semblait croire que ce triomphe sera *par lui-même* et *ipso facto*, non pas un triomphe du Droit et de la Justice — il trouvait ces expressions idéalistes et métaphysiques — mais une nécessité historique, dont il n'a pas trop cherché à qualifier moralement et juridiquement la signification, sauf par cette formule apocalyptique « qu'elle constituerait le saut de la Nécessité dans la Liberté ». Il y a chez Marx une sorte de divinisation de la Force historique, qu'il a héritée évidemment de Hegel, mais avec cette différence que Hegel voyait encore dans l'histoire la réalisation progressive de l'Idée, tandis que Marx, rejetant l'Idée hégélienne, semble ne plus garder que la force historique toute nue. Marx a plutôt décrit la genèse, l'essor et la catastrophe du capitalisme, autrement dit, a plutôt dessiné, à grands traits, la courbe du *devenir capitaliste*, qu'il n'a essayé de dessiner celle du *devenir prolétarien*, pour lequel il n'a trouvé que des formules sommaires, et, je le répète, quelque peu apocalyptiques, comme « dictature du prolétariat » ou « saut de la Nécessité dans la Liberté ». Il fait penser à « ces artistes de destruction et de décomposition » dont parle Nietszche (*Par delà le Bien et le Mal*, p. 197) dont le scepticisme, « un scepticisme de l'audacieuse virilité, proche parent du génie de la guerre et de la conquête » fit sa première irruption en Allemagne avec Frédéric le Grand », *forme allemande* du scepticisme propre aux grands philologues et critiques historiques allemands » « scepticisme viril, figuré par l'intrépidité du regard, la hardiesse et la dureté de la main qui analyse, la volonté tenace dans de périlleuses explorations, les expéditions téméraires vers le Pôle Nord, sous des cieux menaçants et désolés » « *esprit fataliste, ironique, méphistophélique* » qui fait horreur « aux hommes humanitaires, ardents ou superficiels » à la Michelet. Il y a chez Proudhon, au contraire, qu'on ne peut pas cependant ranger parmi les « hommes humanitaires, ardents ou superficiels » un souci très vif d'édifier et de ne détruire qu'en vue d'une construction nouvelle bien définie : *destruam et œdificabo;* on ne trouve chez lui, à aucun degré, *le goût des ruines*, propre aux romantiques et à ces « artistes de destruction et de décomposition » que Nietszche évoque; il a plutôt, en face des ruines, cette tristesse virile et toute métaphysique, qu'éprouvent les grands esprits classiques, formés avant tout aux disciplines de l'antiquité et du catholicisme; il a bien vu le rôle fondamental joué par la guerre dans le développement de la civilisation; mais il veut ou il voudrait « une guerre dans les formes », une « guerre chevaleresque » et c'est parce qu'il a découvert l'esprit impur et l'âme diabolique qui se cachent au fond de toute guerre et qui rendent sa *moralisation* impossible, que, finalement, il la condamne et la réprouve. Marx, au contraire, qui termine son chapitre sur les coalitions et les grèves par ces paroles de Georges Sand : « le combat ou la mort; la lutte sanguinaire ou le néant, c'est ainsi que la question est invinciblement posée », ne semble avoir aucun souci « d'une guerre dans les formes », souci qu'il trouverait plutôt naïf et superflu et dont son ironie fataliste et méphistophélique se gausserait. Il décrit la marche catastrophique du capitalisme; il le voit, de crise en crise, se précipiter d'un rythme accéléré à sa ruine; les révolutions lui apparaissent comme des révolutions géologiques, où de larges crevasses s'ouvrent soudain, engloutissant empires, races et classes; le sol historique est bouleversé de fond en comble, comme par un tremblement de terre, et le paysage est d'abord tout de désolation et de mort; puis des forces nouvelles jaillissent, surgissent, éclatent; mais il ne faut pas essayer de prévoir trop exactement *quelles* seront ces forces, qui sont un peu comme le *deus ex machina* de certains drames, où le poète, après vous avoir mené, d'une allure implacable et accélérée, à la catastrophe, soudain fait surgir le salut sous des espèces quelque peu providentielles.

Proudhon, lui, veut savoir *quelles seront ces forces;* il ne se contente pas de formules sommaires, comme « dictature du prolétariat » ou « saut de la Nécessité dans la Liberté »; il veut connaître quels motifs animeront l'héritier du capitalisme, de quel esprit il sera pénétré, quelles seront ses conceptions juridiques, sociales et morales. Dictature du Prolétariat ? Fort bien, mais comme dit Shakespeare, les paroles sont des femelles et les actes seuls sont des mâles : par quels *actes* se traduira cette dictature ? Le gouffre énorme du communisme lui apparaît comme un gouffre de misère et de servitude; il veut dessiner, dans cette nuit apocalyptique, des lignes juridiques précises, des articulations formant à l'ordre nouveau une ossature quelque peu résistante et capable de durer, et il écrit la *Capacité politique des classes ouvrières*, où le « communisme » se résoud en « mutuellisme ».

C'est que, paysan dans l'âme, et non du tout, je le répète, petit-bourgeois, l'esprit dominé par la Rome antique, où l'homme, soldat-laboureur, magistrat dans la famille, *vrai type de républicain*, lui semblait avoir atteint une grandeur historique inégalée, Proudhon, en qui il faut voir avant tout un grand moraliste, voulait conserver à la personnalité humaine un contre-fort qui pût en garantir l'indépendance et l'empêcher d'être noyée dans l'océan des servitudes communistes. C'est pourquoi il a fini par élaborer une théorie de la guerre, une théorie de la propriété et une théorie de la famille, qui sont parmi les créations les plus belles que la plume d'un philosophe social ait jamais produites, et qui, toutes trois, tendent à exalter l'homme comme personnalité juridique et à conserver *au producteur*, qu'il soit paysan, artisan ou travailleur de grande industrie, *dans un milieu socialisé*, le maximum d'indépendance et de liberté possible.

(*A suivre*.)

EDOUARD BERTH.

❀ ❀ ❀

LES INITIATIVES ORIGINALES

UN ESSAI DE THÉATRE POPULAIRE

"La Phalange Artistique"

La Phalange artistique a cinq ans d'existence. Elle est née du désir de quelques-uns de réagir contre la stupidité, la niaiserie, l'obscénité habituelles des fêtes données dans les organisations ouvrières.

Son ambition fut de fournir à ces organisations un répertoire de bonnes pièces.

Il fut bien entendu tout de suite qu'aucun bénéfice individuel, aucune rémunération, ne seraient autorisés. Il fut bien entendu que toutes les organisations ouvrières — syndicats, coopératives, maisons du peuple, fractions communistes ou socialistes — pourraient s'adresser à la Phalange artistique.

Tous d'accord là-dessus, la poignée de camarades — tous ouvriers ou employés — les poches vides, pas plus exercés à l'art du comédien qu'un ministre de l'agriculture au travail des champs, mais tous animés d'une foi ardente et entêtée, travaillèrent des rôles, prirent sur leur sommeil, pour les répéter deux, trois fois par semaine, cherchant à faire mieux, se conseillant mutuellement.

Nos premières pièces que nous n'avons pas été chercher bien loin parmi celles que jouent, parce qu'elles sont faciles, tous les groupes d'amateurs, — nous les avons demandées à Becque, à Tristan Bernard, à Courteline, à Mirbeau, à Jules Renard qui, avec plus ou moins de mâle franchise, de nuances ou de profondeur, soulignèrent les travers de la bourgeoisie de leur époque et les vices de ses institutions.

Ces premières petites pièces ont été, il faut bien l'avouer, d'assez médiocres réalisations : rôles non assimilés, bafouillés, pas de mouvement, mise en scène absente, décors de fortune, costumes de fripier, ensemble terne, mais qui, à chaque fois prenait un peu plus de vie et de couleur.

Il fallait s'acharner. Il fallait vaincre l'indifférence des organisateurs, assez peu soucieux de la santé des programmes de leurs fêtes, vaincre la froideur — désarmer parfois l'hostilité de l'*Humanité*, pour obtenir d'elle un minimum de publicité pour nos spectacles. Il fallait lutter contre la misère, s'endetter pour vivre. Il fallait surtout apprendre l'A B C du métier d'acteur, de metteur en scène, de décorateur. Gros efforts qui ont lassé beaucoup d'entre nous. D'autres sont venus les remplacer.

Un jour l'ambition nous est venue avec — je ne dirai pas le talent — mais avec les premiers petits succès qui nous ont assurés que nous étions en progrès, et que notre œuvre répondait à un réel besoin. C'est alors que nous nous sommes attaqués à des pièces plus considérables :

Les Corbeaux, de Becque, que la Comédie-Française avait, depuis le scandale des premières représentations, délibérément enterré, et dont nous avons pu donner dix représentations populaires avec un grand succès;

Les Petits Bourgeois, de Gorki;

Le Héros et le Soldat, de Bernard Shaw;

George Dandin, de Molière.

La Phalange artistique a maintenant trouvé sa voie. Née pour se mettre au service des organisations ouvrières, en jouant simplement de *bonnes pièces*, empruntées plus ou moins aux théâtres bourgeois, et copiées dans l'interprétation et la mise en scène sur les théâtres bourgeois, elle s'éloigne de plus en plus de cette première conception, et commence à se créer *son* répertoire d'œuvres foncièrement populaires, qu'elle glane ici et là, difficilement.

Le théâtre français, d'une psychologie étroite et raffinée de gens oisifs ou tarés, est le plus souvent étranger au peuple et il est l'apanage d'une société pourrie, et pourrira avec elle. Les drames de Romain Rolland, à peu près seuls, retiennent notre attention; aussi notre dernière représentation a t-elle été : « *Liluli* », réquisitoire d'une belle ironie de fort lutteur, contre la guerre.

D'autres, de Romain Rolland ne tarderont pas à suivre.

A l'étranger, notre choix est plus abondant. Les auteurs allemands ou russes ne dédaignent pas le « Théâtre social ». En Allemagne, particulièrement, depuis le réalisme vieilli de Hauptmann, il y a eu les drames de von Unruh, de Mühsam, de Hasenclever, de Toller (je cite au hasard) qui sont parfois animés d'un souffle révolutionnaire ardent. Mais là, une autre difficulté, presque insurmontable au théâtre, se présente : la traduction et l'adaptation à un public français.

En attendant que ces œuvres étrangères soient au point, la Phalange artistique ne manquera pas de pièces dignes du public populaire.

Elle prépare pour l'hiver prochain *La Nuit*, de notre camarade Martinet — qui fera méditer sombrement, et à fond, le public prolétarien — et sera, nous l'espérons bien, un hommage consolant — encore que tardif — au vrai poète, au vrai révolutionnaire qu'est Martinet.

Elle prépare aussi, dans un autre ordre d'idées, *Le Mariage de Figaro*; écrit à la veille de la Révolution, il est aussi une pièce sociale, satire cinglante d'une aristocratie décadente. On le joue souvent au Théâtre-Français, nous objectera-t-on ? Mais, grâce à une interprétation habile et malhonnête, le « Mariage de Figaro », poudré, travesti, n'est plus pour le bon public de notre premier théâtre, qu'une fine, spirituelle, gaie, petite comédie. Nous pensons, nous, la restituer avec sa signification profonde.

Ce qui a permis à la Phalange artistique de monter *Liluli*, ce qui lui permettra demain de réaliser *Le Mariage de Figaro* et *La Nuit*, c'est qu'elle a trouvé sur son chemin, pour l'aider, la diriger, la discipliner, l'élever, des maîtres d'une science, d'une probité artistique, d'un dévouement, d'un désintéressement, au-dessus de tout éloge, Madame Lara, Madame Jane Hugard, Frans Masereel.

Nous estimons nécessaire cette collaboration de vrais artistes avec des éléments frustes, souvent incapables de se former par eux-mêmes.

Nous travaillons d'ailleurs pour que cette collaboration soit de plus en plus large. Un théâtre du peuple doit être une coopération très étendue, très vivante, d'éléments divers: écrivains, artistes, militants ouvriers manuels et intellectuels. S'il ne veut pas s'enfermer dans une formule, édifier une chapelle, il doit faire appel à tous ceux qui ont foi dans la libération réciproque de l'art par le peuple et du peuple par l'art.

A. PALIN.

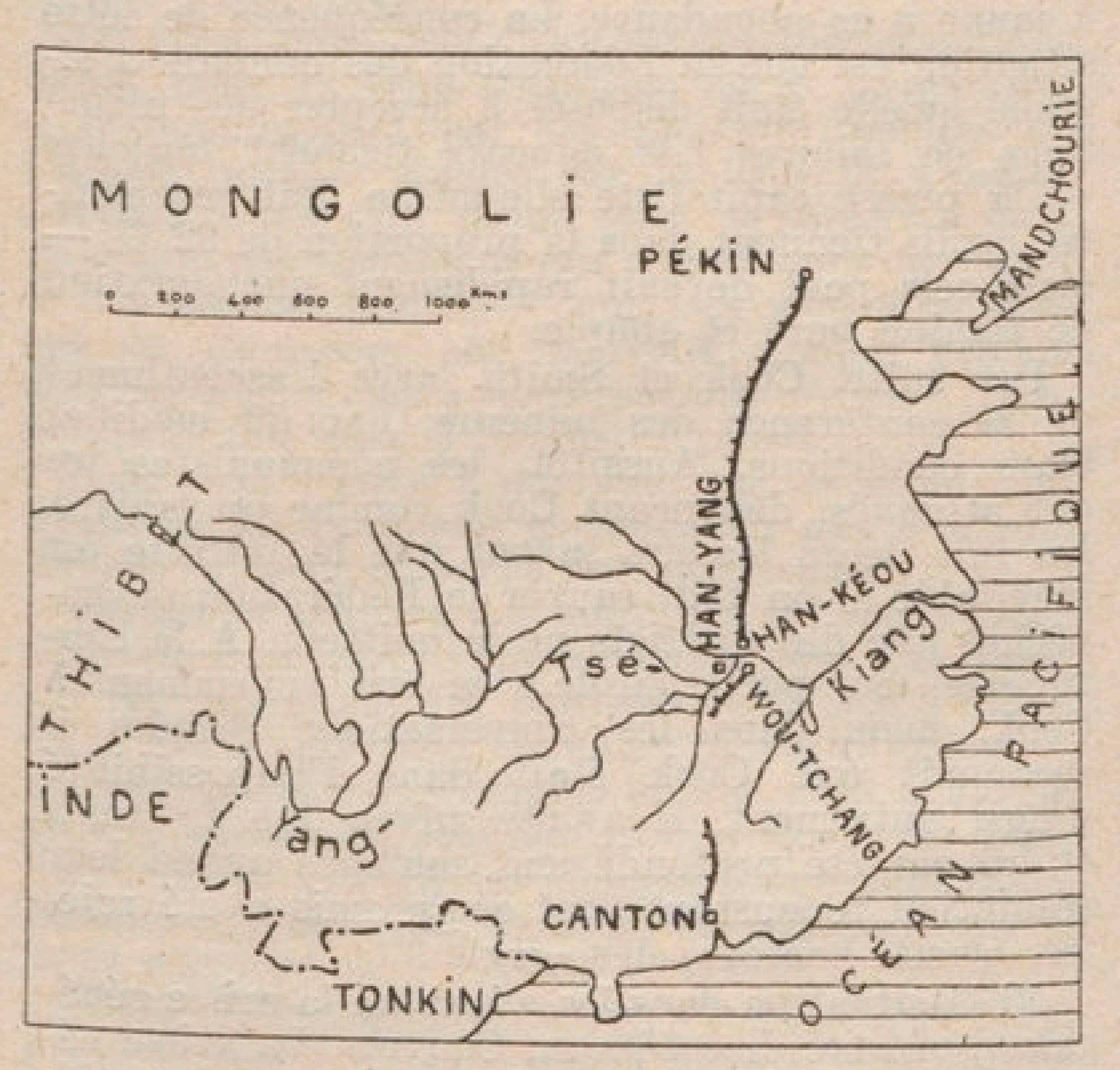
Note. — La Phalange artistique adresse un pressant appel à tous, pour achever la distribution de ***La Nuit.***

DANS L'INTERNATIONALE

HAN-KÉOU
Cœur de la Chine

La lutte qui se poursuit entre les troupes du Gouvernement de Canton et celles d'Ou-Peï-Fou pour la possession d'Han-Kéou est d'une importance extrême, car la grande agglomération formée par les trois villes sœurs de Han-Kéou, Han-Yang, Wou-Tchang a une importance infiniment plus grande que celle de toute autre ville de Chine, de Pékin notamment; ces trois villes sont le véritable cœur de la Chine, de la vieille Chine comme de la Chine moderne.

La Chine proprement dite, la Chine des Chinois, c'est-à-dire exclus le Thibet, la Mongolie, la Mandchourie, cet immense territoire qui, même



ainsi réduit, a quelque 2.000 kilomètres de longueur sur presque autant de largeur, ne possède, en effet, une unité que grâce à un fleuve, le *Yang-Tsen* (ou Yang-Tsé-Kiang). Celui-ci, long de 5.000 kilomètres, coulant presque exactement dans l'axe transversal de la Chine, prenant sa source dans la partie la plus occidentale du pays pour venir se jeter à la mer dans sa partie la plus orientale, fait par lui-même communiquer de bout en bout l'Extrême-Ouest, avec l'Extrême-Est, et par ses affluents, orientés plus ou moins Nord-Sud, il met en relations le Nord et le Midi sur près de 1.000 kilomètres de latitude. Son bassin couvre ainsi la moitié du pays.

Navigable au moins pour les jonques, ainsi que ses affluents, sur presque tout son parcours, le Yang-Tsen est l'artère vitale de la Chine; c'est lui qui draine et qui répartit, c'est lui et lui seul qui permet à la Chine d'être un tout. Sans lui, il n'y aurait pas eu de Chine, ce que nous appelons aujourd'hui de ce nom, aurait vécu morcellé en une infinité d'Etats, de peuples d'économies distinctes; sans lui il y aurait jamais eu un Empire de Chine, grâce à lui, au contraire, la Chine est le plus ancien empire du monde.

Or, sur cette artère essentielle, il est un point d'une importance capitale : le confluent du Yang-Tsen avec un puissant affluent le Han-Ho. Point d'importance capitale, non pas seulement parce qu'à la croisée de deux courants de marchandises, l'un venant de l'Ouest par le *Yan Tsen*, et l'autre du Nord par le Han-Ho, mais aussi, et surtout parce que, grossi du Han-Ho, le Yang-Tsen prend en ce point une largeur de 1.200 mètres et un profondeur correspondante qui s'amplifient jusqu'à son embouchure, ce qui permet à tous les navires de remonter le Yang-Tsen jusqu'en ce point. Or, ce point est à 600 kilomètres de la mer à vol d'oiseau. C'est donc un port de mer en plein centre des terres; en Europe nous n'avons rien d'approchant, c'est comme si Moscou était port de mer.

C'est en ce point que se trouvent Han-Kéou, Han-Yang, Wou-Tchang : *Han-Kéou*, sur la rive gauche du Han-Ho et du Yang-Tsen, c'est la ville de commerce, avec son port, ses quais, ses docks... et ses concessions étrangères (japonaise, anglaise, française), — de l'autre côté du Han-Ho, mais également sur la rive gauche du Yang-Tsen, *Han-Yang*, c'est la ville industrielle, la ville des usines, usines métallurgiques et usines textiles, — enfin, sur la rive droite du Yang-Tsen, *Wou-Tchang*, capitale de la province du Hou-Pei, à laquelle appartiennent les trois villes, c'est la ville administrative, la ville officielle.

***

Il s'agit donc bien là du cœur de la Chine, d'un lieu auquel la géographie impose de tenir ce rôle, en tous temps et dans toutes les situations, quelles que soient les conditions de la technique et de l'économie.

Mais, en outre, la récente modernisation de l'économie chinoise, a donné à ces villes de nouvelles raisons d'importance.

A peu de distance se trouvent, en effet, réunis les deux aliments essentiels de l'industrie moderne, charbon et fer. Aussi l'une des premières préoccupations des « diables étrangers » a-t-elle été d'y installer une industrie métallurgique. Han-Yang est devenu le grand centre métallurgique, le seul jusqu'à présent important en Chine. Les usines de la *Han-Ping-Yé*, société aux mains des Japonais, y produisent fonte et acier, tandis qu'à côté un arsenal d'Etat fabrique fusils et mitrailleuses. Han-Yang est l'arsenal de la Chine.

Mais la modernisation de la Chine comprend aussi l'établissement de chemins de fer. Or, la première grande ligne qui s'imposait était une ligne mettant en communication directe le Nord et le Sud, une ligne Pékin-Canton. Si on tire une ligne droite de Pékin à Canton, cette ligne passe par Han-Kéou. La plus importante des voies ferrées actuellement construites en Chine, celle qui en restera toujours la voie maîtresse, passe donc par le grand port du Yang-Tsen. La portion de ligne Pékin-Han-Kéou est en exploitation sur toute sa longueur depuis 1915; la portion Han-Kéou-Canton

n'existe encore que par tronçons. Ainsi le chemin de fer, loin d'atténuer l'importance qu'Han-Kéou tire de sa position sur le fleuve, ne fait que la renforcer.

Qui sera le maître de Han-Kéou ? Qui sera le maître du Yang-Tsen, le maître des hauts fourneaux, le maître du plus important nœud de communications ? Qui sera par là le maître de la Chine ? Les révolutionnaires chinois, ou les mercenaires des impérialismes étrangers ? L'enjeu est tel que ce n'est sans doute qu'après une série de victoires, peut-être coupée de revers, que le vainqueur s'installera définitivement en ce cœur de la Chine.

R. L.

LETTRE D'ANGLETERRE

Le Congrès des Trade Unions.

Le Congrès des Trade Unions tenu cette année à Bournemouth fut plus remarquable par ce qu'on n'y a pas dit que par ce qu'on y a dit. En fait, le seul discours dont, vraisemblablement, on parlera encore, fut celui d'un absent : je fais allusion au télégramme de Tomsky.

Tomsky devait assister au Congrès en qualité de délégué des organisations syndicales russes, mais le ministre de l'Intérieur, Joynson Hicks, lui interdit l'entrée en Angleterre et, en conséquence, il envoya par câble un résumé du discours qu'il comptait prononcer au Congrès. C'est un exposé de la théorie communiste officielle — c'est-à-dire fondamentalement correct, bien qu'il exagère grossièrement le sentiment révolutionnaire des ouvriers durant la grève générale et la tradition des leaders. Il était aussi rédigé dans ce langage tout à fait naïf, blessant et maintenant dépourvu de sens, qui est habituellement celui de l'Internationale communiste. Il ne tenait pas compte du préjugé, fortement ancré encore chez les trade unionistes britanniques en vertu duquel, s'ils se reconnaissent, à eux, le droit d'attaquer leurs leaders, ils deviennent furieux dès qu'un étranger se permet de le faire. Enfin, le message était rédigé, par raison d'économie, en style télégraphique et le Conseil général, en l'imprimant tel quel, donna l'impression que Tomsky était illettré.

Eh bien, quand tout ceci a été dit, il reste vrai, ainsi que A. J. Cook l'a déclaré à la presse, que « Tomsky en a dit beaucoup moins que les mineurs n'en diront quand le lock-out sera terminé ».

On a dit que l'irritation provoquée par le télégramme de Tomsky peut conduire à la dissolution du Comité anglo-russe. Le Conseil général a, en effet, décidé de ne participer à aucune réunion du Comité durant trois mois. Quelques camarades inclinent à penser qu'il n'y a pas lieu de se préoccuper de la dissolution du Comité puisqu'il n'est plus capable de réaliser l'unité syndicale internationale, en vue de quoi il s'était institué. Il peut cependant garder une utilité pour d'autres objets. On croit — à tort ou à raison — que Pilsudski, en Pologne et Averesco en Roumanie, soutenus par le Gouvernement britannique, préparent une attaque armée contre la Russie, qui ne peut être empêchée que par l'alliance des ouvriers anglais et russes.

Au Congrès, l'aile gauche, en ce qui concerne sa direction, n'exista pas. Les communistes furent, comme d'ordinaire ridicules, et ne comptèrent pas. Les révolutionnaires non-communistes étaient désorganisés et, parlons franchement, se montrèrent indolents. La possibilité d'un embargo sur le charbon avait été éliminée par le désastre communiste du Congrès des cheminots. Une contribution obligatoire était impossible, par suite de l'état des finances des organisations syndicales. Par suite, le Congrès se prononça simplement en faveur d'un effort accru pour recueillir des souscriptions volontaires, en particulier de l'Internationale syndicale d'Amsterdam, laquelle a, sur ce point, pleinement failli à sa tâche, ainsi que l'a fait la Fédération internationale des mineurs.

(A ce sujet, on dit que l'A. D. G. B. — centrale syndicale allemande — refusa récemment toute aide pécuniaire mais offrit un prêt à 10 % d'intérêt. Les banques ne demandent que 7 %.)

Pendant ce temps, la lutte des mineurs va vers sa fin inévitable. Il n'y a ni embargo, ni contribution obligatoire, ni aide étrangère — sauf celle de la Russie — mais il y a du charbon « jaune » en abondance. La conséquence de cette situation est que la Fédération des mineurs a signifié qu'elle était disposée à accepter des réductions de salaires Les mineurs tiennent toujours — la presse capitaliste elle-même doit reconnaître qu'ils tiennent dans la proportion de 92 % — mais cela peut devenir rapidement une question de famine pure et simple.

Par suite, Cook et Smith, avec l'assentiment de la conférence des mineurs, ont dû modifier leurs conditions. Aussitôt, les communistes les ont attaqués, dénonçant Cook comme un traître. En fait, leurs leaders savent que la retraite est inévitable si on veut sauver la Fédération et empêcher que des districts ne la quittent. A la conférence, leur porte-parole s'en prit violemment à Cook, mais dans les conversations privées il reconnaît que Cook était dans l'impossibilité d'agir autrement. Il ajoute même que ses amis et lui ont été profondément soulagés quand leur résolution repoussant tout compromis a été rejetée. Quelle honteuse démagogie !

Ni la situation dans les mines, ni la grève générale n'ont été discutées au Congrès. La grève générale a été décidée et ordonnée par une conférence spéciale, composée des représentants des Comités exécutifs des Trade Unions et c'est une telle conférence qui, seule, peut connaître de la grève générale et en discuter : tel fut le point de vue que le Conseil général réussit à imposer et, avec un réalisme brutal, le président Pugh informa le Congrès qu'il ne pouvait être à cet égard qu'une « debating society » (club de discussion). Il pouvait discuter à propos de la grève générale s'il le désirait « mais cela n'affecterait en rien l'action du Conseil général ».

En bref, un Congrès terne et sans importance.

Rien d'autre à noter, sauf la résignation de Hamilton Fyfe du poste de rédacteur en chef du *Daily Herald*, démission qui est plutôt une destitution, car Hamilton Fyfe faisait au journal une politique personnelle et souvent antiouvrière. Il est remplacé par W. Mellor qui fut, un temps, membre du Parti communiste. Le quotidien ouvrier s'en trouvera bien. — UN COMMUNISTE ANGLAIS.

Londres, 20 septembre 1926.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Action directe
ou
Action parlementaire ?

« Le Comité national de la C. G. T. U., réuni en septembre dernier fut le plus beau qu'on ait connu », s'écrie Monmousseau et l' « Humanité » lance triomphalement : « Un grand pas en avant a été franchi ! »

Voyons un peu si les faits justifient pareil enthousiasme.

Sur la première question : « situation générale et revendications de la classe ouvrière », il est incontestable qu'un pas énorme a été fait; mais ce n'est pas dans la voie révolutionnaire, c'est dans la voie social-démocrate et réformiste que ce pas a été franchi.

En effet, nous lisons en tête des revendications fixées pour la démonstration du 7 novembre : « Reconnaissance par les pouvoirs publics de l'échelle mobile établie sur la base de l'indice ouvrier. » Et l'on prend soin de préciser qu'il ne s'agit pas seulement des travailleurs de l'Etat et des services publics — qui, eux, sont bien obligés de s'adresser aux pouvoirs publics comme d'autres s'adressent à leurs patrons — mais d'une loi applicable aussi à l'industrie privée.

Cela nous ramène à quarante ans en arrière, au temps où les guesdistes demandaient aux Pouvoirs publics la reconnaissance des huit heures.

Certes, la plupart des militants qui ont adopté cette formule au C. C. N. savent à quoi s'en tenir sur les intentions des pouvoirs publics à l'égard de la classe ouvrière; ils ne se font d'illusions ni sur les possibilités d'obtenir une loi dans la forme où elle demandée (échelle mobile basée sur l'indice ouvrier), ni sur ses chances éventuelles d'application là où le prolétariat n'est pas assez fortement organisé.

Même Monmousseau, auteur de cette trouvaille, n'a pas craint de dire que « nous n'obtiendrons la légalisation de l'échelle mobile qu'en passant sur le ventre des gouvernements bourgeois ».

Mais alors que signifie cette revendication, puisqu'on n'a même pas l'excuse de croire qu'elle est réalisable et qu'elle apportera une amélioration à la classe ouvrière ? J'aime mieux le réformiste honnête qui croit en l'efficacité de ses réformes que ces « révolutionnaires » incohérents et contradictoires qui lancent le prolétariat à la conquête de réformes qu'ils savent irréalisables ou stériles.

Car enfin le problème des salaires n'est pas de ceux qui peuvent attendre que nous ayons « passé sur le ventre des gouvernements bourgeois ». Le coût de la vie qui ne cesse d'augmenter depuis des années, a subi ces derniers mois des hausses beaucoup plus vives et il est à craindre qu'il en soit ainsi encore quelques mois. Dans ces conditions, les ouvriers ont besoin tout de suite d'augmenter leurs salaires s'ils ne veulent pas crever de faim. Alors pourquoi les pousser à la conquête d'une loi qu'on est sûr de ne pas obtenir et qui, même votée, n'apporterait rien ? Ne craint-on pas de leur faire perdre ainsi un temps précieux, tout en faisant renaître en eux les illusions parlementaires ?

Pas trop d'illusions.

Ce pas en avant vers le réformisme, s'il est le plus grave, n'est pas le premier. Nous avons déjà pu voir les dirigeants de la C. G. T. U. reprendre l'attitude des réformistes sur bien des questions : rééligibilité des fonctionnaires syndicaux, cumul des fonctions syndicales et politiques, etc.

Dans les syndicats et les fédérations, on a de plus en plus tendance à charger des parlementaires ou des conseillers municipaux de la défense des revendications corporatives.

La C. G. T. U. partageait l'an dernier avec les fascistes « l'honneur » de défendre le salaire or, et depuis qu'elle a abandonné ce mot d'ordre, nous avons l'échelle mobile des salaires, que les réformistes de tous les pays défendent depuis la guerre.

On nous dit, il est vrai, qu'il y a deux applications de l'échelle mobile, la réformiste et la révolutionnaire. L'application réformiste consisterait à baser l'échelle mobile sur les salaires minima, tandis que l'application révolutionnaire la baserait sur les salaires maxima.

Mais alors dans quelle catégorie faut-il classer cette conception de l'échelle mobile, qui consiste à faire appel aux pouvoirs publics, et cette autre adoptée par l'Union des syndicats unitaires de la Région parisienne, dans son Congrès de janvier 1926 et qui dit : « que l'application intégrale de l'échelle mobile aux corporations à hauts salaires aurait l'inconvénient d'approfondir l'écart entre les salaires maxima et les salaires minima et, qu'en conséquence, il conviendra que ces corporations envisagent la mise en application d'une « échelle dégressive » pour les *salaires trop élevés ?* »

Non, l'échelle mobile n'est et ne peut être qu'une solution réformiste, peut-être susceptible d'entraîner dans l'organisation une certaine catégorie d'ouvriers, mais réformiste tout de même :

1° Dans son principe même, elle tend à maintenir les salaires à leur même valeur d'achat et par conséquent à laisser au patronat la même plus-value, le même pourcentage de bénéfices, tandis que le rôle du syndicalisme révolutionnaire est de toujours chercher à améliorer le sort de la classe ouvrière;

2° La participation aux Commissions paritaires, qui en est la conséquence, nous ramènerait à la pratique de la collaboration des classes, avec un danger de corruption accru en raison de l'inexpérience de beaucoup de militants. Il est illusoire de penser que ce danger peut être évité par le choix des délégués, car on ne peut entrer dans les Commissions paritaires que dans un esprit de conciliation, sans quoi leur fonctionnement est impossible;

3° Appliquée normalement, l'échelle mobile déshabituerait les ouvriers de la lutte et leur donnerait l'illusion que les conflits de classe peuvent et doivent se régler pacifiquement par concessions réciproques; elle ferait disparaître aux yeux de certains ouvriers la nécessité, non seulement de l'action, mais même de l'organisation syndicale.

D'autre part, le jour où l'indice baisserait, on

serait désarmé pour empêcher les diminutions qui seraient imposées en vertu même de la loi réclamée par la C. G. T. U.

Stratégie des grèves.

En ce qui concerne la stratégie des grèves, nous avons à nous féliciter de voir les constructions abstraites céder le pas aux réalités. Depuis deux ans, le mot d'ordre était : « Plus de grèves partielles », il ne fallait plus songer qu'à la grande grève révolutionnaire qui devait mettre bas le régime Et je me souviens que Monmousseau disant à un Congrès de l'I. S. R. : « L'ère des grèves partielles est close; il nous faut nous atteler à la préparation de mouvements généraux », se faisait tancer par Heckert qui lui répliquait que ne pas vouloir de grèves partielles quand on est incapable de mouvements généraux, équivalait à ne rien faire du tout.

Certes, il y a des inconvénients à voir se déclencher des grèves dans une localité, sans cohésion avec les syndicats de la même région ou de la même industrie; mais l'autre méthode, celle des grèves concentrées où un état-major décide de l'heure de l'action, a aussi cet inconvénient grave de freiner les ouvriers décidés à la lutte et de les lancer dans la bataille au moment où ils n'y sont pas décidés. C'est un facteur psychologique qui a au moins autant d'importance que le facteur économique.

Et puis, il faut croire que les grèves partielles ne donnent pas de si mauvais résultats, puisqu'on nous apprend — déclaration de Monmousseau au C. C. N. — que deux tiers d'entre elles ont été victorieuses.

Le mot juste sur cette question a été dit par Vassart : « Il ne faut pas bouleverser complètement nos anciennes méthodes. Il faut ajouter les nouvelles aux bonnes, qui ont déjà fait leurs preuves. »

Donc, le C. C. N., tout en proclamant la nécessité de concentrer la documentation sur les grèves et les mouvements sociaux, préconise une tactique souple, d'où la grève perlée, la grève partielle et corporative ne sont pas exclues.

Journée nationale.

On ne peut qu'applaudir au projet d'une Journée nationale destinée à donner le branle à un large mouvement pour l'augmentation des salaires. Le branle donné, on n'attendra pas la reconnaissance des Pouvoirs publics, on s'adressera directement au patronat.

Une autre décision, celle qui tend à créer un impôt de solidarité de 1 % pour les mineurs anglais, doit rallier toutes les sympathies. Peut-être vient-elle un peu tard. Raison de plus pour ne pas en retarder l'application. — F. CHARBIT.

IL Y A BIEN FORFAITURE

A l'accusation précise de Thomas, au Congrès de l'Enseignement, Monmousseau a répondu par un aveu. Il est vrai que le préambule des statuts de la C. G. T. U., voté à Saint-Etienne, ne contenait pas la formule de la « dictature du prolétariat ». Il est vrai que, ni à Bourges, ni à Paris, les syndicats n'ont décidé d'inclure cette formule dans les statuts. Il est vrai que ceux-ci ont été falsifiés par le Bureau confédéral, à l'insu des syndicats. Donc il y a bien forfaiture.

APRÈS LE CONGRÈS DE L'ENSEIGNEMENT

La lecture du compte rendu de Giauffret, publié dans le dernier numéro de la *R. P.*, m'incite à apporter quelques précisions qui ne seront peut-être pas inutiles.

Giauffret demande par qui fut *décidé* — avant le Congrès — le choix de la région parisienne comme siège du bureau et de Dommanget comme secrétaire fédéral. C'est au cours de la dernière Assemblée générale du Syndicat de la Région parisienne, que cette double candidature fut posée, pour la première fois, *officiellement* et *publiquement*.

Nous venions de nous opposer à l'attribution du Bureau fédéral à notre Syndicat. Nous (1), c'est-à-dire quelques camarades de la Ligue syndicaliste — soutenus par de vieux militants du Syndicat. La majorité nous donna tort, jugea nos scrupules injustifiés, et réclama le bureau fédéral pour la Région parisienne « *élargie* ». (20e Union régionale des Syndicats.)

Nous pensions que les militants de la Seine auraient du moins assez de « cran » pour offrir à un des leurs, à un représentant du syndicat le plus important de l'agglomération parisienne, le secrétariat fédéral. Il n'en fut rien. La candidature de Dommanget surgit avec une « spontanéité » qui lui fait honneur, sans doute, mais qui ne nous émut pas. Nous avons voté *contre*, non par opposition à la personnalité de Dommanget, mais en signe de protestation contre certaines manœuvres occultes.

Déjà, l'année dernière, au Congrès confédéral, Jouveshomme — militant éprouvé et qualifié — fut écarté, à la dernière minute, de la Commission exécutive de la C. G. T. U., et remplacé, comme représentant de l'Enseignement, par Clavel, appartenant au Syndicat minuscule de Seine-et-Marne.

Giauffret dit d'autre part : « *la région parisienne avait amené de nombreux militants pour pouvoir répartir les fonctions.* » Jusqu'ici, la saine tradition de notre Fédération voulait que cette répartition des fonctions fût assurée par le Syndicat mandaté par le Congrès, pour diriger la Fédération.

L'organisation de base exerçait ainsi un contrôle permanent sur les fonctionnaires fédéraux — les ayant choisis parmi ses militants qualifiés.

On a sans doute rompu avec cette tradition, car *aucun des militants amenés à Grenoble n'a été autorisé par notre Syndicat à accepter des fonctions fédérales* — notre Syndicat n'a approuvé exclusivement que la candidature Dommanget.

D'autres ont sans doute surgi tout aussi « spontanément » que celle-ci, dans le train qui portait au Congrès les dociles champions de la « Direction Unique ». — ROGER HAIRIUS.

ERRATUM

Dans le numéro 21 de la « R. P. », page 24, j'ai affirmé que la minorité de la Fédération de l'Enseignement avait obtenu 22 voix et demie au Congrès de Paris, l'an dernier. Ce chiffre, cité de mémoire, est inexact. C'est 30 voix et demie qu'il faut lire.

G. THOMAS.

La première Causerie de la "Ligue Syndicaliste"

Elle aura lieu le 28 octobre, à 20 h. 30, salle de la Maison Commune, 49, rue de Bretagne, Paris (Métro Temple).

Les tâches de la Ligue Syndicaliste, par Chambelland.

Le redressement des deux C. G. T., par Pierre Monatte.

Les membres de la Ligue, les abonnés et les lecteurs de la *Révolution Prolétarienne* sont invités à cette causerie.

---

(1) Précisons, en passant, que nous ne jugeons pas les résultats de l'action corporative de notre Fédération, avec la même confiance que Giauffret. Mais ceci c'est une autre histoire...

LAZAREVITCH EST SORTI DE PRISON

Le camarade Lazarevitch est enfin sorti de prison; mais il ne lui a pas été laissé le droit de rester en Russie.

Si la façon de donner vaut mieux que ce que l'on donne, la façon de mettre en liberté un ouvrier révolutionnaire comme lui provoque de pénibles réflexions.

Ne parlons pas du retard apporté à tenir la promesse faite au camarade Rakovsky. Le 12 août, Rakovsky écrivait au secrétaire de la Ligue Syndicaliste — cette lettre a paru dans le dernier numéro de la *R. P.* — que Lazarevitch « devait être déjà en liberté ». En réalité, il n'a été relâché que plus d'un mois après, le 29 septembre.

Il est impossible de ne pas relever les appréciations mensongères et injurieuses que l'*Humanité* s'est permise tant sur Lazarevitch que sur les camarades qui ont réclamé sa libération.

Elle a publié, le 22 septembre, une lettre de Maurice Wullens insinuant que « peut-être l'affaire Lazarevitch n'est pas aussi simple qu'il le paraît » après avoir parlé « d'histoires dont on n'a pu vérifier l'authenticité. » Le lendemain 23, elle a reparlé de faux, de mensonges, de contre-révolutionnaires.

Simple ou compliquée, nul ne pouvait mieux que Maurice Wullens connaître et démêler l'affaire Lazarevitch, puisqu'il avait été le premier à s'en préoccuper. Il est fâcheux pour lui que l'attitude qu'il a subitement prise, en compagnie de son ami Marcel Millet, se trouve coïncider avec l'acceptation par l'*Humanité* d'un feuilleton écrit par eux. Chacun sera tenté d'y voir un chapitre inattendu de « Littérature et Pognon ».

Nous répondons à l'*Humanité* en publiant deux documents qu'elle a laissé ignorer à ses lecteurs : la lettre d'un groupe d'intellectuels à Rakovsky et la réponse de Marcel Wullens à son gendelettre de frère.

Nous ajouterons simplement :

1° Que les renseignements précis sur lesquels la Ligue Syndicaliste, en juin dernier, a décidé d'intervenir, n'ont jamais pu être contestés;

2° Que nous avons agi en véritables amis de la Révolution russe en lui demandant de réparer un abus de pouvoir du Guépéou. Nous laissons à d'autres le rôle de courtisans. Ce que la Ligue Syndicaliste s'honore d'avoir fait, c'est la C. G. T. U. qui aurait dû le faire depuis longtemps.

⁂

Une adresse au camarade Rakovsky

ambassadeur de l'U. R. S. S., à Paris.

Voici des faits que nous tenons de personnes absolument dignes de foi, faits qui nous émeuvent et nous poussent, confiants que nous sommes dans votre souci des intérêts du prolétariat et de la Révolution, à nous adresser à vous :

Nicolas Ivanovitch Lazarevitch a été arrêté à Moscou, le 8 octobre 1924, dans la rue, comme il se rendait à son travail. Il sortait de chez son ami Pierre Pascal, où il passait la nuit depuis quelque temps.

L'accusation portée contre lui n'a jamais été divulguée. Ses amis, ayant questionné à droite et à gauche, croient savoir qu'on lui imputait un tract syndicaliste trouvé dans certaines usines, mais ils sont profondément convaincus qu'il n'en est pas l'auteur.

Lazarevitch n'a jamais dissimulé son évolution du communisme au syndicalisme et a toujours revendiqué la responsabilité de ses opinions : s'il avait rédigé le tract, il n'en eût pas renié la paternité. Le style de ce tract est d'ailleurs malhabile et Lazarevitch écrit excellemment plusieurs langues.

Toujours est-il que Lazarevitch, sans avoir jamais été jugé par le tribunal populaire, est emprisonné depuis octobre 1924. Il n'a pu ni se défendre, ni invoquer de témoignages. Il a été dénoncé, arrêté, accusé, jugé, condamné et déporté par voie administrative, par les bureaux du Guépéou, dans le plus grand secret, sans aucun contrôle de la classe ouvrière à laquelle il appartient.

Il fut maintenu d'abord au secret à la Loubianka, puis à Boutyrki. Il n'a pu, depuis bientôt deux ans, voir personne, sauf deux ou trois fois son jeune frère, membre des Jeunesses Communistes.

Il ne peut recevoir de livres. Gravement atteint de tuberculose, son état de santé a encore empiré depuis son emprisonnement.

Après avoir été interné au camp de Souzdal, il en a été extrait récemment pour être de nouveau emprisonné à Moscou, à la suite de l'incident suivant :

Lazarevitch s'étant permis de chanter dans sa cellule, il s'ensuivit une altercation avec un gardien qui alla même jusqu'à frapper le prisonnier avec violence.

Les parents de Lazarevitch, révolutionnaires de la génération des « narodniki », sont morts en exil. Son frère, communiste, est gravement malade. Et lui, qui est-il ?

Voici ce qu'en dit un de ceux qui le connaissent bien :

« Je vous assure que c'est un camarade rare par son intelligence, sa douceur, sa force morale supérieure. Né en Belgique de parents russes émigrés politiques, il se refusa au service militaire pendant la guerre. Il connut les prisons belges, puis il alla en Russie. Sadoul, qui travailla avec lui à Odessa, parlant de son attitude pendant la Révolution, disait : « C'est un héros. » Il tomba dans les mains des Blancs, auxquels il échappa par miracle, passa en Roumanie, y fut emprisonné, puis en Italie et revint en Russie. Il travaillait comme ouvrier, mais il était employé aussi au Komintern comme traducteur... »

Plusieurs communistes, parmi lesquels André Marty, ont fait des démarches pour le faire mettre en liberté, mais ils n'ont pu jusqu'ici, hélas ! aboutir à rien.

Nous vous adressons, dans le privé, cette lettre, ne voulant pas entreprendre une campagne publique dont nos adversaires essaieraient de profiter.

Vous comprendrez certainement le trouble que les faits signalés ici jettent dans la conscience d'amis sincères de la révolution et le tort qu'ils font à la révolution elle-même s'amputant ainsi délibérément d'une force qui lui est toute dévouée : celle d'un de ses propres « héros ». Et ces faits, ils ne sont pas niables : le camarade Chliapnikov, remplaçant de l'ambassadeur soviétique en 1925, en a reconnu la véracité au cours d'une entrevue avec une délégation d'ouvriers communistes français qui venaient lui exprimer la douleur de leurs camarades devant un arbitraire aussi évident.

Lazarevitch est innocent de ce dont on l'accuse et cela est prouvé par le simple fait qu'on n'a pas osé le juger. *S'il était coupable, aurait-on craint de le déférer à ses juges naturels, au tribunal populaire, et de livrer ses actes à l'opinion ouvrière ?*

Nous vous demandons d'intervenir pour obtenir des garanties de justice, accusation et jugement publics, sur des faits dûment établis, avec possibilité de défense et de témoignages à décharge. Et si l'on ne veut pas accorder ces garanties, qu'on mette en liberté cet ouvrier syndicaliste qui a déjà passé une grande partie de sa vie dans les prisons de Belgique, de Hollande, d'Allemagne, de Roumanie et d'Italie au service de la classe ouvrière, avant d'être jeté

dans les prisons de la Russie soviétique pour laquelle il a versé son sang.

Romain Rolland, Georges Duhamel, Henry Marx, Mme Séverine, Jacques Mesnil, Georges Pioch, Charles Vildrac, Léon Werth, Signac, Marcel Martinet, Jean-Richard Bloch, Léon Bazalgette, Victor Basch, J. et M. Alexandre, C. Aveline, Gabriel Belot, Edouard Berth, V. Bresle, Dévigne, R. Denux, Daenens, Florent Fels, H. Le Fèvre, H.-L. Follin, Ermenonville, André Julien, G. de Lacaze-Duthiers, M. Le Barbier, P. et E. Larivière, Marceline Hecquet, C. Le Maguet, Marcel Millet, Joseph Rivière, P.-N. Roinard, Han Ryner, E. Reynier, Ch. Rochat, Samson, Anna et Hans Siemsen, Vlaminck, Maurice Wullens, Marcel Wullens.

***

Lettre de Marcel Wullens

à la rédaction de l'*Humanité*.

Le 23 septembre 1926.

Je lis dans l'*Humanité* du 22 septembre 1926, sous le titre : « *Quotidien-la-Vertu dans l'affaire Lazarévitch* », un article signé Maurice Wullens où je suis pris à parti et *diffamé* (accusé de faux et usage de faux). Je vous demande conformément à toute justice, d'insérer en même place la réponse suivante à cette prétendue rectification.

Je ne suis pour rien dans la publication de la protestation à Rakovsky pour Lazarevitch par la *Russie opprimée* et le *Quotidien*. J'avais deux exemplaires de cette protestation, j'en ai envoyé un à Barbusse et l'autre à Rakovsky. Et c'est tout. J'ai reproché moi-même à des camarades d'utiliser parfois des informations du journal de Kerensky (qui d'ailleurs insulte les signataires de la pétition).

Je lisais le *Quotidien* (l'*Humanité* aussi !), mais j'ai écrit il y a plus d'un mois à ce journal pour dire que je n'en voulais plus parce que trop cher pour ma bourse de fonctionnaire pauvre et trop dégoûtant par suite de toutes les trahisons du Cartel aboutissant à un gouvernement Poincaré-Herriot. Le *Quotidien* lui-même reconnaît qu'il n'aurait pas dû publier cette pétition en en publiant le préambule où il est dit qu'elle est strictement *confidentielle* et pourquoi : pour ne pas nuire à la Révolution russe. J'ai écrit moi-même à ce sujet en 1925, et cela fut contresigné par Maurice Wullens : « *Mais nous dénions à la réaction — avouée ou soi-disant de gauche — le droit de protester hypocritement. Elle n'est pas qualifiée, en ayant bien d'autres sur la conscience.* » Enfin celui qui s'indigne de l'intervention du *Quotidien* et de la *Russie opprimée* dans l'affaire Lazarévitch n'a pas craint de s'adresser à des francs-maçons, à la Ligue des Droits de l'Homme, au Syndicat national cégétiste de l'Enseignement, à l'exclusion de la Fédération de l'Enseignement (C. G. T. U.) et du Parti communiste ! — pour une affaire bien moins grave que celle d'un emprisonnement : pour une simple permutation. Je ne lui reproche rien, l'y ayant aidé de mon mieux (pour lui), mais c'est un *fait* contre lequel toutes les indignations ne peuvent rien.

La signature de Marcel Millet *n'est pas un faux.* Voici une lettre signée Maurice Wullens qui le prouve :

« Ce vendredi 23 septembre 1926.

« Millet me dit qu'il n'a pas reçu ta circulaire *que je lui ai fait suivre. Il me dit de disposer* de sa signature, mais cela me paraît un peu délicat ici. Envoie-lui en plutôt une autre à : (adresse). »

Ce que j'ai fait, et Millet n'a jamais retiré sa signature dont il avait dit de disposer. Il y a une nuance ! Si Millet retire sa signature, qu'il le dise *lui-même.*

J'espère que les autres signataires n'ont pas plus signé pour Maurice que pour Marcel Wullens, mais *pour Lazarévitch.*

Il est absolument faux qu'aucun appel ait été lancé avec la fausse signature de Maurice Wullens. C'est là une honteuse calomnie qui ne peut être — et pour cause — basée sur aucune preuve. Voici la vérité : F. Monier qui devait transmettre après signature la pétition de la part de P. et E. Larivière à Fourcine, à Mary et à Th. Varlet, a mis par erreur et trompé sans doute par la similitude avec le nom plus connu de Maurice, Maurice Wullens au lieu de Marcel. Je lui écris à ce sujet pour obtenir toute précision. D'ailleurs ces signatures ne figurent même pas sur la pétition publiée par la *Russie opprimée* et par le *Quotidien.* Alors ?... Puis, c'est là une erreur qui fut déjà fréquente. Je pourrais citer des exemples.

Quant à Boris Souvarine, je l'ai vu pour la première fois et au sujet de Lazarévitch *chez Maurice Wullens lui-même,* 4, rue Descartes, Paris-V[e]. L'ami que ce dernier cite était présent avec d'autres bons camarades. C'est là que j'écrivis la pétition que *Maurice Wullens corrigea et tapa à la machine pour reproduction et envoi.* Il reprocha même après à Souvarine de ne pas s'en occuper ! Il devait même faire les premiers envois, ce qu'il a refusé par la suite pour des raisons tout à fait étrangères à l'affaire.

Il m'avait d'ailleurs écrit de Moscou le 8 septembre 1925 qu'il avait une biographie détaillée de Lazarévitch *qu'il publierait en rentrant,* ce qu'il n'a encore fait à ce jour, faute de temps sans doute. Dans cette même lettre, votre nouvel adepte disait d'ailleurs :

« *Censure ici, comme de juste — j'espère que ma lettre te parviendra. — Et les journaux syndicalistes étrangers sont introuvables. Enfin plus ça va, plus je vois que partout c'est du kif.*

« *Quelques bonnes choses évidemment. Mais à part cela une énorme similitude entre les hommes et les gouvernements.*

« *Qu'y faire ? C'est bien toujours la même question.* »

Depuis, il a sans doute trouvé qu'y faire. Il est vrai qu'il m'a écrit aussi depuis qu'il en arrivait « *à comprendre l'attitude de Cadeau* » (passé un peu brusquement aussi du syndicalisme indépendant au néo-bolchévisme). J'ai toujours, quant à moi, agi de façon totalement désintéressée et cela ne m'a coûté que des soucis, sans compter l'argent, sans aucun avantage. Je n'ai rien à regretter, mais tout le monde ne peut pas en dire autant. Au lieu des etc., et des sous-entendus, j'attends des faits précis.

Il m'est profondément pénible de poursuivre une discussion publique sur ce ton avec mon propre frère. J'ai toujours voulu l'éviter; étant en désaccord avec lui sur certaines questions et, pour ne pas nuire à Lazarévitch et à ses amis, je n'ai pas répondu à certains passages de la revue *Les Humbles* Aujourd'hui encore je ne réponds — et avec quelle répugnance ! — qu'à l'essentiel de ses accusations.

Le Syndicat de l'Enseignement de l'Oise a en effet été saisi de l'affaire Lazarevitch en juillet 1925. Il n'a pas encore pu avoir à ce jour une réponse de l'I. S. R. à ce sujet ! Je ferai tout mon possible pour être à la prochaine assemblée générale, comme aux précédentes, et je continuerai à m'y conduire en syndicaliste indépendant, envers et contre tous !

Pour finir, rien ne prouve mieux le bien-fondé de notre protestation en faveur de Lazarévitch — *que Maurice Wullens a signée* — que la réponse suivante de C. Rakovsky :

« *Paris,* 13 *août* 1926.
79, *rue de Grenelle, Paris-7*[e].

« *Camarade,*

« *Lazarévitch, dont je me suis occupé pendant mon dernier voyage à Moscou, est mis ou sera incessamment mis en liberté. En même temps la possibilité lui sera donnée de partir à l'étranger.*

« *Bien à vous.* — C. Rakovsky. »

Peut-être cela était-il adressé par C. Rakovsky au néo-bolchévik Maurice Wullens, mais il s'agit sans erreur possible de Lazarévitch. Or, d'après de toutes récentes informations, *ce dernier est toujours en prison.*

Qu'on le libère, comme cela a été promis.

C'est tout ce que je demande !

Marcel Wullens.

NOTES ÉCONOMIQUES

Le cartel de l'acier.

Cette fois, ça y est. Le fameux cartel de l'acier dont nous n'avons cessé d'entretenir nos lecteurs depuis la fondation de la *Révolution Prolétarienne* (1) est constitué. Après deux ans de pourparlers on a abouti Dès août l'accord était fait entre métallurgistes français et métallurgistes allemands; un marchandage des Belges en dernière heure recula jusqu'au 30 septembre la signature définitive.

Il y a en réalité deux accords : l'un qui se rapporte à l'acier, l'autre à la fonte.

Par le premier, un cartel est constitué entre les entreprises métallurgiques d'Allemagne, de France, de Belgique, du Luxembourg et de la Sarre; son objet est de supprimer toute concurrence en ce qui concerne la vente de l'acier aux pays étrangers dans une proportion déterminée, fixée une fois pour toutes par le contrat de cartel (2).

Au moment où j'écris on n'est pas encore en possession de renseignements bien précis sur la manière dont le cartel fonctionnera. Ce qui est en tous cas certain, c'est que son but essentiel est de limiter, voire supprimer totalement la concurrence à l'exportation. Pour cela les différents pays participants ne pourront produire de l'acier que dans une proportion déterminée, fixée une fois pour toutes par l'acte constitutif du cartel.

Ainsi un même organisme va réunir toutes les entreprises métallurgiques de ce grand bassin, techniquement un, qui comprend, d'une part les usines situées sur les charbonnages du Nord (bassin de la Ruhr et bassin franco-belge), et d'autre part les usines situées sur les gisements de minerai de fer de l'Est, aux confins du Luxembourg, de la Lorraine française et de l'ancienne Lorraine allemande.

Cet ensemble constitue de beaucoup le plus important bassin métallurgique de l'Europe continentale. En dehors de lui il n'existe qu'un autre centre métallurgique important, celui qui s'est constitué sur le bassin houiller de Silésie et ses prolongements, à cheval sur la Pologne et la Tchéco-Slovaquie. Or quelques semaines avant l'entente des métallurgies franco-allemandes, les métallurgistes polonais et tchèques s'entendaient et constituaient leur propre cartel. D'ores et déjà il est certain, maintenant que le cartel franco-belgo-allemand est définitivement formé, que le cartel tchéco-polonais conclura avec lui un accord. Telle est la situation pour l'acier.

En ce qui concerne la fonte, l'accord ne s'applique qu'à la France et au Luxembourg d'une part, à l'Allemagne d'autre part. La raison de cet accord est la suivante : la transformation de la fonte en acier de bonne qualité (acier Martin), ainsi que les opérations à faire subir immédiatement à celui-ci (forgeage, laminage, etc.) exigent la consommation d'une grande quantité de charbon; elles ne peuvent donc être économiquement faites que là où le charbon est bon marché, c'est-à-dire à proximité des charbonnages, donc notamment en l'espèce dans les usines de la Ruhr; au contraire, la production de la fonte avec des minerais pauvres comme les minerais lorrains ne peut être économiquement obtenue qu'à proximité des gisements de minerais, c'est-à-dire en l'espèce dans les usines de Lorraine.

La vérité économique est donc d'opérer une division du travail entre la Lorraine et la Ruhr, en faisant la fonte dans les hauts-fourneaux de Lorraine et en envoyant ensuite cette fonte dans les aciéries de la Ruhr pour y être affinée et travaillée.

Afin de réaliser cette division du travail l'accord sur les fontes stipule que la France et le Luxembourg devront livrer à l'Allemagne une certaine quantité de fonte par mois.

Ajoutons que, ainsi que nous l'avons signalé en son temps (3), un cartel international a déjà été constitué il y a quelques mois pour l'une des spécialités métallurgiques les plus importantes : les rails, — et s'est constitué en août dernier un autre cartel international pour une autre spécialité également importante, les tubes.

Deux observations sont à faire concernant ces accords.

La première est qu'ils n'ont été établis qu'entre métallurgistes de l'Europe *continentale* ; l'Angleterre reste en dehors; ses industriels continuent, de gré ou de force, à pratiquer la politique du « splendide isolement ».

La seconde est que, malgré l'absence apparente de l'Amérique, c'est en réalité sous les auspices de celle-ci que se sont constitués ces cartels et que c'est sous sa direction qu'ils fonctionneront. Toute réglementation de la production européenne de l'acier n'est en effet possible qu'à la condition qu'y adhère l'entreprise qui est de beaucoup la plus grosse productrice d'acier d'Europe: c'est-à-dire les *Aciéries Réunies*, le trust allemand récemment fondé par la réunion des konzerns Thyssen, Stinnes et Phœnix. C'est cette entreprise qui est le plus important participant des cartels, c'est donc forcément elle qui y exercera l'influence dominante. Or on sait que ce trust n'a pu être constitué et ne marche que grâce à l'aide de la banque américaine Dillon, Read et C°. C'est donc en réalité cette banque américaine qui aura le contrôle du gigantesque organisme de la métallurgie européenne qui vient d'être mis sur pied.

Cette date du 30 septembre 1926 à laquelle a été signé le cartel de l'acier sera une date fondamentale de l'histoire, infiniment plus fondamentale que celle du Traité de Versailles ou d'un quelconque instrument diplomatique. Elle marque en effet l'acte décisif par lequel le monopole s'installe dans la branche maîtresse de l'industrie moderne. Tant que le monopole ne régnait point dans la métallurgie, on ne pouvait point en effet le considérer comme étant devenu définitivement le mode essentiel de la production capitaliste. Si nombreuses que fussent les industries conquises, si évident que fût pour l'observateur le fait que ses conquêtes ne pouvaient que s'accroître, on ne pouvait dire que le monopole était devenu la loi du régime capitaliste, du moment que l'industrie maîtresse, la métallurgie, restait, au moins partiellement, en dehors de son domaine. Mais maintenant que voilà la métallurgie continentale unifiée, maintenant que Lorraine, Ruhr, Silésie vont régler d'un commun accord leur production, maintenant que le continent européen ne va plus former pour l'aliment essentiel de la civilisation moderne qu'un même organisme, le saut décisif est accompli; toutes celles des grandes industries qui ne sont pas encore monopolisées vont suivre l'exemple; dans quelques années l'industriel qui ne sera point incorporé à une organisation internationale de la production aura juste autant d'importance dans la vie économique et sociale qu'en a actuellement l'artisan, travaillant de ses mains, dans son échoppe; il ne sera plus qu'un témoin des âges passés.

Le cartel de l'acier, la Société des Nations et la Chine.

Je ne crois pas qu'on puisse trouver une plus magnifique illustration du matérialisme historique que cette marche absolument parallèle qu'ont suivie les pourparlers métallurgiques franco-allemands et les pourparlers diplomatiques pour l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations, — leurs couronnements respectifs, l'entretien de Briand et de Stresemann à Thoiry, quelques jours après que l'accord entre les métallurgistes allemands et les métallurgistes français était virtuellement conclu.

Devant de tels faits il faut vraiment être... un Professeur de Faculté pour rester fidèle à la conception idéaliste de l'histoire. La Société des Nations n'est pas, comme voudraient nous le faire croire intellectuels, politiciens et autres fumistes, le produit d'un développement des idées; elle est simplement la traduction dans le domaine politique des nécessités économiques de l'époque. L'amour de la paix, l'adoucissement des mœurs, le développement des sentiments d'humanité n'ont rien à voir dans la Société des Nations; le facteur qui en a provoqué la création et en assure la persistance est d'un tout autre ordre : L'industrie moderne a acquis un tel développement qu'elle dépasse maintenant le cadre de la nation, des petites nations d'Europe, il lui faut désormais un cadre plus vaste, un cadre international; ce cadre, elle se le constitue par ses trusts, ses

(1) Voir *Révolution Prolétarienne* de mars 1925, août 1925, février 1926.

(2) C'est la fixation de cette proportion qui a entraîné le marchandage belge; la Belgique demandait à ce que sa part soit accrue d'un dixième.

(3) Voir *Révolution Prolétarienne* de mai 1926.

cartels, ses ententes internationaux, mais tout organisme économique a besoin pour le servir d'un organisme politique qui lui soit adéquat; à la création d'une organisation économique internationale doit donc correspondre la création d'une organisation politique internationale, c'est la Société des Nations; cartel de l'acier et Société des Nations ne sont que les deux faces d'un même phénomène, la Société des Nations est le verso d'une médaille dont les cartels internationaux sont le recto.

Cela nous permet d'apprécier l'avenir réservé à la Société des Nations. La Société des Nations vaut et vaudra dans la mesure où il est et sera possible de réaliser une organisation internationale de la production en régime capitaliste, elle réussira dans la mesure et dans les limites où celle-ci peut réussir.

Dans quelle mesure celle-ci peut-elle donc réussir ? Lénine a fourni les éléments de la réponse. Une organisation internationale de la production, dit Lénine, n'est possible en régime capitaliste que tant que se maintient un certain équilibre entre les forces productives des divers pays. Lorsque la production relative des différents pays a atteint un certain degré de permanence, une organisation internationale qui garantit à chacun de ces pays la part du marché qu'il est parvenu à conquérir peut assurer la paix économique; elle réussit parce qu'elle ne fait en somme que stabiliser en droit ce qui est déjà stabilisé en fait. Mais que, par suite d'inventions techniques, de découvertes minières, etc, l'équilibre économique soit rompu, qu'un pays, participant ou non à l'organisation internationale, se trouve devenir à même de produire beaucoup plus ou à bien meilleur marché qu'auparavant, alors tout l'édifice s'écroule, le nouveau venu doit se faire sa place au soleil, aux dépens des autres; l'état de guerre succède donc à l'état de paix. L'avenir des cartels internationaux et de la Société des Nations dépend par conséquent de cette question préalable : les forces productives du monde sont-elles actuellement en équilibre, et cet équilibre, s'il existe, se présente-t-il comme ne devant point être rompu dans un proche avenir ?

En ce qui concerne l'Ancien Monde, je veux dire par là l'ancien monde capitaliste, Europe et Amérique, il ne semble point que l'équilibre soit sérieusement en danger. On n'y aperçoit pas pour le moment de facteurs qui puissent modifier profondément l'équilibre des forces productives. L'Angleterre sans doute continuera à baisser et les Etats-Unis à grandir, mais ce double processus est déjà suffisamment avancé pour que sa continuation n'entraîne point de véritables bouleversements. Une organisation internationale de la production européenne sous l'hégémonie de l'Amérique apparaît maintenant, à mon sens, comme possible; une Société des Nations assurant la paix entre les différentes nations d'Europe et d'Amérique apparaît donc pareillement comme possible.

Mais en dehors de l'Ancien Monde, qui n'est en réalité arrivé à l'équilibre que parce qu'il a donné tout ce qu'il avait à donner, il y a le Nouveau Monde, celui qui ne fait encore que naître à la vie industrielle; en dehors de l'Europe et de l'Amérique, il y a l'Asie. Or, par une coïncidence remarquable, au moment même où sur le théâtre européen la Société des Nations remportait un succès indéniable par l'entrée de l'Allemagne au sein de la Société, des vapeurs britanniques faisaient volontairement sombrer des barques chinoises qui avaient commis le crime de les accoster, amenant ainsi la mort de plusieurs dizaines de Chinois, et les autorités chinoises ayant eu l'impudence d'arrêter les officiers assassins, des navires de guerre anglais bombardaient la ville, tuant par milliers hommes, femmes et enfants. Le délégué chinois à la Société des Nations ayant porté ces faits à la connaissance de l'Assemblée, celle-ci se refusa à les discuter, « la question ne figurant pas à l'ordre du jour ».

Eh bien, ces Messieurs de Genève, ont eu, sans bien se rendre compte pourquoi, profondément raison d'écarter ainsi la requête de la Chine. La question des rapports de la Chine avec les puissances européennes n'est en effet pas de leur ressort. Elle est tout à fait en dehors du domaine pour lequel la Société des Nations est compétente, car entre le Vieux Monde et le Nouveau Monde il n'y a pas d'entente économique possible. Entre ce Vieux Monde parvenu à l'apogée de son développement économique, et le Nouveau Monde aux possibilités économiques énormes, mais encore latentes et qui ne pourront passer à l'acte qu'aux dépens de l'Ancien Monde, il ne saurait y avoir d'arbitrage. C'est le développement des forces productives de l'Asie qui amènera la rupture de l'équilibre économique; c'est donc entre l'Asie et l'Europe qu'est désormais le risque de guerre, et non plus entre tels et tels pays d'Europe ou d'Amérique. La Société des Nations peut faire la paix à l'intérieur de l'Europe parce que là il n'y a plus risque de guerre, mais pour ce qui concerne la paix entre l'Europe et l'Asie, pour ce qui concerne la future guerre que tout le monde sait devoir être, « la guerre du Pacifique », c'est-à-dire la guerre entre le Vieux et le Nouveau Monde, la Société des Nations ne peut que « passer à l'ordre du jour ».

La liberté ouvrière, seul remède à la bureaucratie.

Staline, secrétaire du Parti Communiste russe, Kuibychev, secrétaire de la Commission de Contrôle, Rykov, président du Conseil des Commissaires du Peuple, ont adressé le 16 août dernier une adresse aux organisations du Parti communiste russe et des Soviets, publiée par la *Correspondance Internationale* (1), sur les « résultats et les lacunes de la campagne d'économies ».

La personnalité des signataires, le fait de la publication dans la *Correspondance Internationale*, montrent l'importance qu'on attache à cette question, et cela avec raison. Depuis qu'a cessé l'intervention armée contre l'Union des Soviets, le problème capital en effet, non seulement pour la Russie, mais pour tout le mouvement révolutionnaire, est celui de l'édification de l'économie socialiste en U. R. S. S. Tous les prochains développements du mouvement prolétarien dans le monde dépendent de la solution qui sera donnée à cette question : est-ce que l'U. R. S. S. parviendra ou non à faire fonctionner d'une manière satisfaisante un système économique d'où soit bannie l'exploitation de l'homme par l'homme ?

Pour qu'elle y parvienne, il faut non seulement qu'elle parvienne à produire, mais qu'elle produise *économiquement*. Le travailleur ne tirerait en effet aucun avantage du nouveau régime s'il n'arrivait plus à produire qu'une quantité inférieure à ce qui lui restait de sa production, sous le régime de l'exploitation, après que l'exploiteur avait prélevé sa part. Problème donc capital; le manifeste de Staline permet de se rendre compte qu'il est fort loin d'être résolu.

Le manifeste révèle très crûment, très hardiment, la cause du mal; il indique également le remède à employer mais ses auteurs n'ont point l'air du tout de s'être aperçus que ce remède ne peut être efficace que si les conditions mêmes de la vie politique actuelle en U. R. S. S. sont radicalement changées, que si on se décide enfin à instituer réellement la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la liberté pour le prolétariat.

La cause du mal, le manifeste y insiste largement, c'est le bureaucratisme. Le bureaucratisme qui, d'une part par son encroûtement, d'autre part par les dépenses que nécessite l'entretien de son « appareil », grève lourdement les frais de production.

« Les ennemis des économies », dit le manifeste, sont « l'encroûtement et le bureaucratisme de maints organes économiques », « l'horizon rétréci d'autres organisations économiques qui se débarrassent de l'obligation de faire la campagne d'économies en la bureaucratisant », « la moisissure bureaucratique, le manque de volonté lorsqu'il s'agit d'en finir avec le bureaucratisme et son horizon rétréci ». Et plus loin : « L'appareil de gestion et d'administration engloutit annuellement environ deux milliards de roubles. Nul doute que l'on puisse diminuer ces dépenses de trois à quatre cent millions ». « Dans les organes d'administration il existe encore un personnel bureaucratique exagéré, on y favorise encore de façon inadmissible des *fonctionnaires supérieurs* qui ne sauraient être confondus avec les spécialistes honnêtes et dévoués à leurs tâches, ces *fonctionnaires supérieurs* accaparant de façon inadmissible les automobiles et les autres moyens de transport et s'ils reçoivent des tantièmes, l'on conserve à des *employés supérieurs* des augmentations de salaires dissimulées sous la forme de déplacements interminables ou d'avances qui ne peuvent jamais être remboursées ».

D'autre part, quand on a à nouveau parlé qu'il fallait

(1) Voir la *Correspondance Internationale* du 28 août.

faire des économies, la bureaucratie s'est bien gardée de protester. Ah, vous voulez des économies ? Eh bien, nous allons vous en faire; c'est très simple, nous allons vous en faire... sur le dos des ouvriers. « Réduction de l'assistance aux jeunes, diminution de la qualité des vêtements professionnels, suppression de l'eau pour le thé et de l'éclairage des clubs ouvriers, licenciement des écoles d'usines, application mécanique du débauchage des ouvriers, tentatives de modification du règlement des usines sans entente avec les syndicats, révision prématurée, voire même violation des contrats collectifs, diminution déguisée des salaires, etc. », telles furent d'après le manifeste les « déformations » de la campagne d'économies.

Tout cela, disent les auteurs du manifeste, doit finir. « Il ne s'agit pas, dans les mesures d'économies à prendre, de réduction, mais tout au contraire d'élévation continuelle du niveau culturel de la classe ouvrière ». Mais comment arriver à ce résultat ? Comment obtenir une production économique par réduction de la bureaucratie, et non par abaissement des conditions de vie de la classe ouvrière ? Ce ne peut être, dit Staline, que par la « participation des masses ouvrières et paysannes », notamment par « des conférences de production des ouvriers » qui sont « d'une importance de premier ordre ».

Tout à fait d'accord. Ce n'est que par le contrôle ouvrier, le contrôle le plus rigoureux de la part des travailleurs que pourra être matée la bureaucratie; ce n'est que sous la poigne des producteurs que les non-producteurs pourront être contenus dans les limites acceptables. Quand les bourgeois font la critique des entreprises d'Etat, ils partent en effet d'un fait exact : la tendance au développement des parasites. Dans toute entreprise les organes parasitaires ont toujours tendance et à se s'accroître et à se multiplier; moins un organe est utile, moins il y a à faire, plus donc il a tendance à s'enfler, car il y a toujours foule de candidats avides, pressés et influents pour des places où il n'y a qu'à toucher et à palabrer sans avoir la charge de produire. Cette tendance au développement des organes non-productifs, qui se traduit en comptabilité sous la forme de l'accroissement des frais généraux, se trouve limitée en régime capitaliste par l'intérêt personnel du patron, car les frais généraux étant prélevés sur la plus-value, tout accroissement de ceux-ci signifie une réduction de la part patronale sur la plus-value ouvrière. En supprimant le capitaliste, on supprime donc par cela même le frein au développement des organes parasitaires, si on ne remplace l'intérêt personnel du capitaliste par autre chose. Cette autre chose ne peut être que le contrôle des producteurs, le contrôle de ceux qui ont intérêt à ce que le plus clair de ce qu'ils produisent ne leur soit pas enlevé pour l'entretien des parasites.

Mais il est bien évident que ce contrôle ouvrier ne saurait être qu'un leurre, qu'il se bornera forcément à une infecte comédie, si l'ouvrier ne jouit d'aucune liberté, s'il est soumis à l'arbitraire de cette bureaucratie qu'il est chargé de contrôler ! Il ne peut y avoir contrôle, il ne peut y avoir critique sérieuse et efficace que si ceux qui exercent ce contrôle jouissent de garanties, si ceux dont on sollicite la critique sont des hommes libres. Autrement les « conférences de producteurs » dont parle Staline ont juste autant de valeur qu'en avaient ces « conférences de notables » que convoquaient autrefois les souverains absolus pour entendre les doléances de leurs sujets. Vous aurez en effet beau dire à un délégué à ces conférences qu'il peut s'exprimer librement, apporter toutes les critiques qu'il voudra contre les organes économiques dont il dépend, comment voulez-vous qu'il le fasse lorsqu'il sait que si ses critiques déplaisent, il pourra demain, sous un prétexte quelconque, par simple mesure administrative être prié d'aller villégiaturer en Sibérie ou quelque part ailleurs (1).

(1) Nous renvoyons à la lettre de Russie publiée dans le numéro de janvier de la *Révolution Prolétarienne* pour voir comment ont été traités des ouvriers coupables de ceci : lors de la discussion proclamée officiellement « libre et ouverte », sur les questions figurant à l'ordre du jour du XIII[e] Congrès, leurs cellules n'adoptèrent pas à une majorité suffisante les résolutions proposées par l'appareil. Or, d'après tous ceux qui *vivent*, et, non seulement *passent*, en Russie, ce n'est pas là un cas exceptionnel, c'est le régime normal. D'ailleurs cela n'a jamais été sérieusement nié, par par ceux-là même qui appliquent le régime.

Depuis les presque tout premiers débuts de la Révolution, les dirigeants soviétiques ont constamment dénoncé les méfaits de la bureaucratie, ils ont pris mesures sur mesures pour tenter d'en enrayer le développement (1). Le manifeste de Staline prouve, si on ne le savait déjà, que malgré toutes les mesures prises, le mal ne fait qu'empirer : la raison, c'est que le seul antidote contre la bureaucratie, c'est la liberté. Certes, les bourgeois ont tellement prostitué la liberté, la déifiant afin de s'en servir, comme de tous autres dieux, pour abrutir et exploiter, qu'on hésite toujours à employer ce mot. Il correspond cependant à une réalité utile. Il ne faut pas oublier qu'on ne produit pas avec les mêmes méthodes qu'on fait la guerre. Une économie progressive n'est possible qu'à la condition que la classe dirigeante de l'Economie jouisse de la liberté. En régime de dictature du prolétariat la classe dirigeante de l'Economie ne peut être que le prolétariat. Il ne peut donc y avoir d'Economie prolétarienne progressive que si le prolétariat est libre. La réalisation de la démocratie se trouve ainsi la condition *sine qua non* de l'édification de l'Economie socialiste. Le prolétariat russe à nouveau *déchaîné* sera seul capable de briser le parasitisme bureaucratique, comme une première fois il a brisé le parasitisme tzariste et capitaliste. — R. LOUZON.

(1) L'une de ces mesures fut, par exemple, la création de l'Inspection ouvrière et paysanne. Or tout le monde reconnaît que cette création qui avait pour but de combattre le bureaucratisme, n'a abouti en fait qu'à l'institution d'un renforcement de la bureaucratie par création d'un nouvel organe bureaucratique.

ENCORE UNE EXCLUSION

L'*Humanité* s'est décidée à parler de l'exclusion, du Parti communiste, de notre camarade Jules Raynaud, commis des P. T. T. Un mois après, dans son numéro du 26 septembre, elle a présenté la chose de cette façon :

Le Bureau régional de la Région Parisienne a ratifié l'exclusion du camarade Raynaud, du 38[e] rayon.

Ne pas confondre avec notre ami Raynaud, de l'Union des Syndicats.

Jules Raynaud, qui n'est en effet que le frère de l'*ami* Raynaud, secrétaire de l'Union des Syndicats de la Région Parisienne, est exclu du parti qu'il a servi corps et âme, pour lequel il s'est dépensé sans compter avec conviction et — qu'il m'en excuse — avec talent, parce qu'il a refusé de considérer comme des ennemis du communisme ses amis du « Noyau » et Souvarine.

Ainsi, sous prétexte de front unique, on peut faire des réunions communes avec ceux que l'on traite journellement de traîtres dans la presse du Parti et ailleurs, mais à aucun prix il ne faut avoir de rapports avec ceux qui, parce que révolutionnaires, se permettent de penser librement.

Mon cher Jules, tu ne comprends rien à la politique soi-disant « léniniste ». Si, au lieu d'avoir, avec le signataire de ces lignes, organisé une réunion avec Souvarine et projeté une autre réunion avec Rosmer, tu avais créé un Comité des petits commerçants, un Comité des usagers ou, comme à Colombes, collaboré en des accords très *circonstanciels* avec cette bonne Ligue des Droits de l'Homme tant honnie par l'*Humanité*, tu serais toujours dans le giron du léninisme (!) accommodé à la française et peut-être aurais-tu vu tes efforts et ton dévouement récompensés par ta nomination à un emploi de tout repos à l'école de Bobigny.

En attendant nous t'accueillons au « Noyau » où tu démontreras avec nous qu'on peut, hors du Parti, faire de la bonne besogne révolutionnaire. — JULIEN AUFRÈRE.

P.-S. — Les camarades habitant Colombes sont informés qu'un groupe d'études communistes et syndicalistes est constitué. Pour tous renseignements, s'adresser aux camarades : Jules Raynaud, 7, rue Clara-Lemoine; Julien Aufrère, rue Vincent-Garreau.

La *Révolution Prolétarienne* est en vente librairie Talitte, rue Saint-Denis.

FAITS ET DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

Mercredi 1er septembre. — Réunion du Comité Central du Parti Communiste.

Etats-Unis : Neuf grévistes du Textile de Mauville (Rhode-Island) sont grièvement blessés par la police.

Jeudi 2. — A Bordeaux, Congrès de la Fédération confédérée de l'Éclairage.

Angleterre : La Conférence des mineurs accorde les pleins pouvoirs de négociation au Comité Exécutif.

— Le Gouvernement interdit l'entrée à Tomsky et aux délégués russes invités au Congrès des Trade-Unions.

Suisse : Réunion du Conseil de la Société des Nations.

Vendredi 3. — Le Conseil des Ministres décide la suppression des tribunaux d'arrondissement et des Conseils de Préfecture.

Samedi 4. — Nouvelle « Assemblée d'information » des métallurgistes de la région parisienne. — Congrès des usines des métallurgistes de la région lyonnaise.

Belgique : 4e Congrès du Parti Communiste.

Chine : Débarquement de marins anglais à Canton.

Dimanche 5. — *Chine :* Les canonnières anglaises bombardent la ville ouverte de Wan-Hsien et font 5.000 victimes.

Lundi 6. — *Angleterre :* A Bournemouth, Congrès des Trade-Unions.

Espagne : L'état de siège est proclamé pour réprimer la sédition des officiers d'artillerie.

Mardi 7. — Les dockers de Dunkerque rejettent les propositions patronales.

Angleterre : Par 2.700.000 voix contre 738.000, le Congrès des Trade-Unions vote le rapport du Conseil Général.

Pologne : Arrestation du Comité Exécutif du Parti Socialiste Indépendant.

Mercredi 8. — A Strasbourg, 10e Congrès National de la Prud'homie.

Suisse : L'Assemblée de la Société des Nations décide l'admission de l'Allemagne.

Jeudi 9. — *Angleterre :* Violent incident au Congrès des Trade-Unions entre le président et les délégués des mineurs.

Roumanie : On annonce l'assassinat par la police de Pavel Tkatchenko, militant communiste.

Vendredi 10. — Le Conseil des Ministres décide la suppression de 106 sous-préfectures.

— Libération de Claverie et Vandevattyne arrêtés au cours de la grève du Textile de Larroque d'Olmes.

— A Valence, Congrès de la Fédération confédérée du Textile.

Suisse : Entrée officielle de l'Allemagne dans la Société des Nations.

Angleterre : Le Comité de l'Internationale minière (Amsterdam) rejette la demande d'affiliation des mineurs russes.

Samedi 11. — *Italie :* Nouvel attentat manqué contre Mussolini.

Suisse : L'Espagne démissionne de la Société des Nations.

Dimanche 12. — *Espagne :* Ouverture du « plébiscite ».

Lundi 13. — Grève générale des ouvriers parisiens du bronze.

Italie : Nombreuses arrestations et perquisitions. Malatesta est arrêté.

Mardi 14. — *Angleterre :* Le Comité Exécutif des mineurs repousse les accords régionaux.

Canada : Les conservateurs sont battus aux élections générales.

Mercredi 15. — A Paris, Congrès de la Fédération Internationale des Transports (Amsterdam). — A Lens, Congrès de la Fédération confédérée des mineurs.

— Grève de la faim des prisonniers politiques de la prison de Barberousse à Alger.

Jeudi 16. — Réunion du Comité National de la C. G. T. Unitaire.

Vendredi 17. — A Thoiry, entrevue Briand-Stresemann.

— A Mulhouse, Congrès d'Unité des organisations de locataires.

Samedi 18. — Salle Japy, meeting des métallurgistes de la région parisienne.

Dimanche 19. — A Nancy, brutalités policières et arrestations à la sortie d'un meeting du Parti Communiste.

Lundi 20. — 4e Congrès de l'Internationale des P. T. T. (Amsterdam) à la Sorbonne.

Angleterre : Réunion du Comité Exécutif des mineurs.

Mardi 21. — Réélection de Fimmen au Secrétariat de l'Internationale des Transports.

Chine : Démission du Cabinet de Pékin.

Mercredi 22. — Le Congrès de l'Internationale des P. T. T. repousse la demande d'adhésion des syndicats russes.

— La grève de la faim cesse à la prison de Barberousse à Alger. — Le Conseil de Préfecture de Seine-et-Oise annule à nouveau l'élection d'Arrighi à Aulnay-sous-Bois.

Vendredi 24. — Le Conseil de guerre du *Metz* condamne le marin Petitot à trois ans de prison.

— Poincaré annonce qu'il renoncera à la taxe civique pour 1927.

— Les détenus politiques de Tunis commencent la grève de la faim pour obtenir une amélioration de régime.

— Mort de Calveyrach, trésorier de la C. G. T. Lafayette.

Angleterre : Nouvel échec des négociations pour résoudre le conflit minier.

Samedi 25. — Les dockers de Dunkerque votent la reprise du travail.

— Par referendum, les métallurgistes de Château-Regnault repoussent les propositions patronales.

Dimanche 26. — *Allemagne :* A Germersheim, un officier de l'armée française d'occupation tue un civil.

Lundi 27. — Discours de Poincaré à Bar-le-Duc.

— Les détenus politiques de Tunis obtiennent en partie satisfaction et cessent la grève de la faim.

Angleterre : Débat aux Communes sur la crise minière. — Arrivée de Krassine à Londres.

Mardi 28. — *Angleterre :* Les Communes votent la prolongation d'un mois de « l'état de circonstances exceptionnelles ».

Mercredi 29. — A Alès (Gard), Congrès de la Fédération Unitaire des Mineurs.

Angleterre : Conférence Nationale des Mineurs.

Jeudi 30. — A Paris, meeting Communiste contre l'intervention en Chine.

Allemagne : Plusieurs soldats de l'armée d'occupation et des civils comparaissent devant le Conseil de guerre de Trèves pour propagande antimilitariste.

Belgique : A Ostende, réunion du Comité de l'Internationale minière.

— Le cartel de l'acier, après une dernière réunion à Bruxelles, est définitivement formé.

Italie : Entrevue Mussolini-Chamberlain.

La journée nationale du 7 novembre. Le Comité Confédéral Unitaire des 16-17-18 septembre a décidé une journée nationale de revendications en faveur des salaires et l'a fixée au 7 novembre.

La résolution suivante en définit le caractère :

L'arrivée au pouvoir du gouvernement Poincaré marque une nouvelle étape vers l'appauvrissement des classes laborieuses.

La grande bourgeoisie, en adoptant son plan de stabilisation monétaire, a déclaré une guerre sans merci à la situation matérielle et morale des ouvriers.

Le premier acte de cette offensive vient de se traduire par le vote de onze milliards d'impôts nouveaux qui tous retombent directement ou indirectement sur le producteur-consommateur et par la taxe civique qui atteint plusieurs millions d'ouvriers dont la modicité des salaires avait jusqu'ici motivé, grâce aux campagnes de la C. G. T. U. contre le principe même de l'impôt sur les salaires, l'exonération de cet impôt.

Si la politique fiscale du gouvernement tend à quitter la voie de l'inflation pour s'engager vers la stabilisation monétaire, le résultat pour les ouvriers se traduit par une hausse ininterrompue et de plus en plus rapide du coût de la vie.

Voici, en effet, le tableau général des indices depuis le 1er janvier 1926 jusqu'au 1er septembre pour la région parisienne:

Décembre 1925	533
Février 1926	574
Avril 1926	563
Mai 1926	601
Juin 1926	603
Août 1926	680

Il résulte de cet examen que le coût de la vie, qui suit une progression constante, distance de plus en plus les salaires ouvriers contre lesquels le patronat lutte avec la plus grande ténacité, dans toutes les industries.

La politique de stabilisation monétaire n'est qu'à ses débuts : l'écart entre les salaires et le coût de la vie va s'élargir de jour en jour, car les privations des masses travailleuses sont, pour le gouvernement, le premier facteur de réalisation.

Le deuxième facteur consiste à augmenter la production à l'aide d'un prix de revient minimum.

Pratiquement, cette tactique se traduira dans un bref délai par une offensive concertée du patronat et du gouvernement contre les salaires ouvriers et la journée de huit heures.

Le prolétariat français ne permettra pas à la grande bourgeoisie la réalisation de tels desseins. Il ne permettra pas que son salaire, ses revendications acquises soient sacrifiées à la stabilisation monétaire : il défendra son existence par tous les moyens.

Organisons la résistance !

Le Comité Confédéral National unitaire fait appel aux salariés de toutes catégories et de toutes opinions pour faire échec à la réaction, à la politique de vie chère et de famine poursuivie par le gouvernement.

Il se prononce pour une concentration rapide des forces prolétariennes en vue de lutter contre les onze milliards d'impôts nouveaux, facteur déterminant de la vie chère, contre la taxe civique, pour arracher aux forces conjuguées du patronat et du pouvoir des conditions de vie en rapport avec la situation.

Il demande au nom du prolétariat tout entier la reconnaissance, par les pouvoirs publics, de l'échelle mobile des salaires, traitements et pensions établie sur la base de l'indice ouvrier du coût de la vie.

Il demande aux travailleurs de se préparer activement à lutter en faveur de leurs revendications, à sauver la journée de huit heures en danger, à observer dans les mouvements grévistes la plus grande discipline et à s'orienter de plus en plus vers une stratégie des grèves conforme aux conditions de lutte.

Comme premier pas vers une mobilisation générale des salariés, le Comité national confédéral unitaire décide UNE GRANDE JOURNEE NATIONALE DE REVENDICATIONS LE DIMANCHE 7 NOVEMBRE 1926, *et fixe ainsi l'ordre du jour de cette démonstration :*

1° Reconnaissance par les pouvoirs publics de l'échelle mobile des salaires établie sur la base de l'indice ouvrier;

2° Lutte pour la défense de la journée de huit heures ;

3° Lutte contre les onze milliards d'impôts nouveaux et la taxe civique.

En application de cette décision, les organisations unitaires de base, en liaison avec les unions locales et régionales, ainsi qu'avec les fédérations, doivent entreprendre, sans délai, la plus grande agitation au sein des masses. Le mot d'ordre de la journée nationale doit devenir celui des millions de salariés de toute catégorie et de toute tendance indistinctement menacés par la réaction dans leurs moyens d'existence.

Il doit aboutir à une démonstration de masse sans précédent dans l'histoire de notre mouvement ouvrier en raison même du caractère de gravité que prennent les événements.

Il importe, pour cela, que nos organisations unitaires développent au maximum la tactique du front unique sur la base de la journée nationale dite du 7 novembre.

Chaque organisation unitaire doit proposer l'organisation en commun de cette démonstration aux organisations parallèles, et travailler à entraîner la grande masse des ouvriers inorganisés.

Non seulement cette journée nationale, ainsi préparée permettra au prolétariat de manifester sa volonté sur les points essentiels de ses revendications, mais elle doit ouvrir de larges perspectives sur la réalisation de l'unité syndicale, arme suprême de la victoire ouvrière à laquelle la C.G.T.U. est plus que jamais attachée.

Conformément à l'esprit qui l'anime, le C.C.N. mandate le Bureau Confédéral pour adresser à la C.G.T. une proposition de front unique pour la journée du 7 novembre.

A bas les onze milliards d'impôts nouveaux et la taxe civique !

A bas la stabilisation monétaire sur le dos des classes laborieuses !

Vive la journée nationale contre la vie chère, pour la reconnaissance de l'échelle mobile et la journée de huit heures !

Vive la victoire du prolétariat par le front unique et l'unité syndicale !

⁂

Les vingt-cinq ans d'Amsterdam. Il y a eu vingt-cinq ans, le 21 août, que s'est tenue à Copenhague la première Conférence Internationale des Secrétaires nationaux des syndicats.

Un très court procès-verbal en fut publié à l'époque. Dans sa brièveté, il montre le peu d'importance qu'attachaient ses initiateurs à la création d'une Internationale syndicale; l'Internationale socialiste, à leurs yeux, était toute désignée pour discuter les grands problèmes qui se posent devant la classe ouvrière. Ce procès-verbal montre aussi que le mouvement syndical allemand avait entendu se réserver l'initiative des rapports syndicaux internationaux et exercer sur eux son hégémonie.

Voici ce procès-verbal, sorte d'acte de baptême de l'Internationale d'Amsterdam :

A l'occasion du Congrès Ouvrier Scandinave, les secrétaires des centrales syndicales des divers pays, qui s'y trouvaient présents, tinrent une conférence pour s'entendre sur les questions syndicales internationales. Etaient présents les secrétaires : A. Octors, Belgique ; J. Jensen,

Danemark; C. Legien, Allemagne; J. Mitchel, Angleterre; H. Drokila. Finlande; A. Pedersen, Norvège et H. Lindquist, Suède.

Le secrétaire de l'Allemagne déclara qu'à diverses reprises, des différents pays avait été exprimé le désir qu'on arrange des congrès syndicaux internationaux. Il y avait eu de tels congrès en 1888 *en Angleterre et en* 1900 *en France.*

Les syndicats allemands avaient toujours refusé de prendre part à ces congrès, non pour manquer à la solidarité internationale, mais parce qu'ils étaient d'avis que de pareils congrès n'auraient aucun succès. Ils pensaient qu'on ne pourrait attendre des succès que du moment que les congrès prendraient des résolutions précises concernant les secours mutuels dans les luttes économiques. Pour y arriver, les organisations syndicales des divers pays n'étaient pas encore assez fortes à ce temps-là. S'il s'agissait de s'entendre sur des questions de nature générale, cela pourrait se faire aux congrès ouvriers internationaux, qui avaient lieu régulièrement et où les syndicats allemands avaient toujours été représentés.

Il n'y avait pas de doute de ce qu'il fallait bien s'entendre internationalement sur les questions syndicales, mais pour cela, on n'avait pas besoin de congrès internationaux; des conférences comme celle où l'on se trouva alors suffiraient parfaitement, et comme celle-ci, elles devraient être organisées de sorte que les secrétaires des divers pays y vinssent à l'occasion du congrès national d'un groupe de syndicats. Les secrétaires internationaux auraient le devoir de se rendre, pour cette conférence, au congrès national du pays qui aurait été désigné par la conférence précédente. De cette manière tous les pays auraient, l'un après l'autre, l'occasion de voir à leurs congrès nationaux les secrétaires internationaux.

Il proposa de se réunir pour la prochaine conférence au mois de juin 1902 *à Stuttgart où aurait lieu le congrès des syndicats allemands.*

Cette proposition fut discutée et adoptée par tous les assistants, de sorte qu'on résolut d'arranger la prochaine conférence au mois de juin 1902 *à Stuttgart, et que les secrétaires des pays qui n'étaient pas représentés à Copenhague, seraient invités aussi pour la conférence de* 1902, *de même seraient-ils priés d'assister comme invités au congrès syndical allemand.*

*
**

Pour l'organisation de la solidarité. Découpons, dans le *Prolétaire Normand* du 3 septembre, l'article suivant qui développe une intéressante suggestion du Syndicat Unitaire du Livre de Rouen :

La crise économique que nous traversons devenant de plus en plus aiguë, et de ce fait, le coût de la vie s'élevant sans cesse, le salaire des ouvriers, surtout dans certaines corporations, est loin de suffire aux nécessités et aux besoins du foyer familial.

La classe ouvrière ne pouvant compter que sur elle-même pour améliorer son sort, est obligée de recourir le plus souvent à l'arme suprême, c'est-à-dire à la grève.

Mais, pour mener à bien la lutte par ce moyen, il faut être fort. Non seulement il faut l'union effective, il faut aussi l'appui financier.

Il semble que le mode employé jusqu'ici pour venir en aide aux grèves, c'est-à-dire par le moyen de listes de souscriptions, ne correspond plus aux nécessités présentes, du fait que les mouvements de revendications se multiplient de plus en plus.

D'ailleurs ce système est instable et ne touche dans la plupart des cas qu'une partie du prolétariat.

Le plus souvent, la liste de souscription ne s'adresse qu'à l'industrie intéressée. Et enfin on ne peut compter sur elle, comme d'un moyen efficace et sûr, étant obligé de s'en remettre à la bonne volonté de tous.

Encore, par leurs perpétuelles répétitions, elles se nuisent les unes aux autres et menacent aussi de fatiguer les ouvriers.

C'est pourquoi, après avoir examiné ces principales raisons et ces inconvénients, le Syndicat unitaire du Livre de Rouen *a retenu une suggestion, qui tendrait à une meilleure organisation de l'appui financier qui, au lieu de s'éparpiller, serait de centraliser sous le contrôle des organisations syndicales.*

Il lui a semblé aussi qu'une discipline devait s'imposer, et c'est pourquoi il demande au Congrès Constitutif de la 19e *Région de bien vouloir retenir et de mettre à l'étude, ce projet de création d'un timbre obligatoire de solidarité pour tous les syndiqués unitaires de la* 19e *Région.*

Le produit de ce timbre viendrait en aide aux mouvements revendicatifs qui se produiraient dans la 19e *région.*

Le taux de ce timbre et son mode d'application seront élaborés par le Congrès, mais pour base de discussion, le Syndicat unitaire du Livre de Rouen, propose qu'il soit de 0 *fr.* 50 *par mois et par membre.*

En plus du timbre obligatoire pour tous, ce timbre pourrait devenir ensuite facultatif pour ceux qui voudraient ou pourraient en prendre plusieurs.

Les syndicats auraient aussi pour devoir d'y souscrire, selon leur possibilité financière.

Ce timbre pourrait aussi être diffusé parmi les inorganisés qui au cours des mouvements sont bien heureux de pouvoir participer aux secours.

Et ce serait un mode de souscription, mais unique et organisé.

Cette suggestion n'a pas été retenue par le Congrès de la 19e région, qui s'est borné à décider qu'un pourcentage assez minime de la cotisation irait à une caisse spéciale. Tant que les syndicats ne se décideront pas à un effort organisé et puissant, la solidarité restera pourtant un vain mot dans la plupart des cas.

Nous avons reçu :

L'Angleterre a voulu la guerre! Bibliothèque de la Société d'études documentaires et critiques sur la guerre. Prix : 5 fr. (Libr. du Travail.)

A. Dansette : *L'Education Populaire en Angleterre* (Libr. Sagot.)

G. Plékhanov : *Introduction à l'histoire sociale de la Russie.* Traduction de Mme Batault-Plékhanov. Prix : 12 fr. (Edit. Bossard.)

Le Van Kim : *Féminisme et travail féminin.* Prix : 20 fr. (Giard).

A Dauphin-Meunier : *La Commune Hongroise.* Prix : 2 fr. 75. (Librairie Internationale.)

Marc-Aurèle : *A moi-même.* Prix : 15 fr. (Editions « Fides ars Scientia », Presses universitaires de France.)

Henri Sée : *Les origines du Capitalisme moderne* Prix : 8 fr. 40. (Collection Armand Colin.)

Direct Action, édition de « Industrial Solidarity », 3333 Belmont avenue, Chicago III : prix : 5 cents

Andreas Latzko : *La Marche royale.* Trad. par A. Hella et O. Bournac (J. Snell, éditeur). Prix : 15 francs.

R. W. Postgate : *A Short History of the British Workers* (Edition de « The Plebs League »).

I. Staline : *Les Questions du Léninisme,* 20 fr. (Bureau d'Editions).

Max Beer : *Karl Marx, sa vie, son œuvre.* Trad. par M. Olivier, 6 fr. (Librairie de l'*Humanité*).

Plateforme de la Gauche : Projet de thèses présenté par un groupe de « gauchistes » (bordighistes) à l'occasion du Ve Congrès du Parti communiste français. Prix : 2 fr. (Librairie du Travail.)

Le Gérant : V. GODONNÈCHE. Imp. Nouvelle (assoc. ouv.), 11, rue Cadet. — 1759-10-26